

L'INFLATION AU CŒUR

PAR MICHEL ROCARD
ET JACQUES GALLUS



Coll. MichelRocard.org

L' AIR DU TEMPS
collection dirigée par Jean Ferniot

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

MICHEL ROCARD
JACQUES GALLUS

L'inflation au cœur

nrf

GALLIMARD

Coll. MichelRocard.org

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U.R.S.S.*

© Éditions Gallimard, 1975

*Que tous ceux qui ont contribué à ce travail collectif
au nom d'un même avenir soient ici remerciés. Et
notamment Jacques Boniface, Bernard Jaumont, Yves
Lannes, Jean Rey, Bernard Salgues, François Soulage
et Patrick Viveret.*

J.G. - M.R.

*Car le plus lourd fardeau,
c'est d'exister sans vivre.*

Victor Hugo, *Les Châtiments*.

INTRODUCTION

L'inflation au cœur de la crise

Au moment où la société occidentale se demande si elle n'est pas menacée d'une crise cette fois définitive, au moment où en Europe on ne sait plus très bien quelle forme peut prendre l'espérance, nous choisissons d'étudier et d'attaquer l'inflation. N'est-ce pas un paradoxe, alors que la préoccupation majeure des Français dans les deux ans qui viennent sera l'emploi et que le rythme de la hausse des prix sera en 1975 inférieur à celui de 1974? L'inflation ne serait-elle plus qu'un souci second et ce livre serait-il dépassé au moment même où il est écrit? Répondre affirmativement à cette question, c'est méconnaître fondamentalement la structure du capitalisme actuel, c'est ignorer les liens entre l'inflation et la nature de la croissance, c'est enfin se tromper de diagnostic sur la présente récession économique occidentale.

Jamais depuis la guerre, le nombre des chômeurs n'a été si élevé, en France, mais aussi dans toute l'Europe occidentale et aux États-Unis. Jamais, depuis la guerre. Cette coïncidence historique n'est pas un hasard; elle suggère au contraire que la lutte des intérêts écono-

miques, ces dernières années, laisse le monde dans un chaos aussi grand qu'il y a trente ans celle des armes.

Une croissance sauvage, une concentration anarchique des capitaux, le tout financé par un endettement massif, voilà le legs de l'économie libérale. Cet extraordinaire désordre se développe en multipliant les tensions : entre classes sociales, entre pays développés et Tiers-Monde, entre États-Unis et Europe, entre l'homme et son environnement naturel, entre petites entreprises et entreprises dominantes, entre consommation immédiate et développement à long terme. Ces tensions de nature très diverse ont cependant un dénominateur commun : l'inflation. Celle-ci est au cœur de chacun des dérèglements économiques et sociaux actuels et en mesure la gravité. Ainsi, ce n'est pas non plus un hasard si 1974 est à la fois l'année de l'inflation à deux chiffres et celle où la crise s'avère être la seule issue capitaliste aux déséquilibres amoncelés par la croissance sauvage. L'ambition de ce livre est de montrer que si l'inflation est au cœur de la crise, c'est parce qu'elle est depuis plus de dix ans au cœur de notre société; cela veut dire que la crise d'aujourd'hui, avec son chômage, est dans la continuité de l'inflation d'hier et précède sans doute l'inflation de demain. Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il faudrait que le pouvoir s'attaque aux racines structurelles de l'inflation, mais nous verrons pourquoi il ne le fera pas.

Dans cette perspective, il est certain que la cure d'austérité que celui-ci a imposée sera dure pour des millions de travailleurs et elle l'est déjà. Il est aussi probable qu'elle contribuera à asseoir la domination des entre-

prises les plus puissantes, à développer l'emprise des firmes multinationales, tandis que les unités mal armées dans la lutte pour le profit seront éliminées. La concentration du capital va donc sortir renforcée de cette phase, mais on ne voit pas les indices d'une crise économique définitive, ce qui ne préjuge pas des conséquences politiques et sociales de l'évolution que l'on vient d'évoquer. D'un point de vue économique, la plus grande probabilité est au contraire que la croissance inflationniste d'hier reprenne demain sa route.

La « crise du pétrole » bouleverse-t-elle profondément ce diagnostic? la réponse est affirmative à court terme dans la mesure où les cent milliards de dollars de revenus pétroliers annuels sont pris sur les revenus des pays industrialisés sans être tous réinjectés dans le circuit par défaut d'importation des pays producteurs; il y a là un facteur dépressif considérable. Mais la réponse change dès que l'on quitte le court terme. Car d'une part, la capacité d'industrialisation des pays producteurs de pétrole va fortement s'accroître et offrira de larges débouchés nouveaux et d'autre part, les énergies de substitution au pétrole du Moyen-Orient prendront progressivement la relève à partir de 1980.

Pour l'économie française, il est donc urgent de ne pas ralentir sa marche. Ceux qui prônent une croissance lente aujourd'hui condamnent la France à être absente de la scène internationale demain. Les quatre grandes priorités sont au contraire les suivantes : le développement des industries capables de procurer par leurs exportations de quoi payer les importations indispensables; la création

d'une industrie de l'énergie qui limitera la dépendance extérieure; la réalisation d'une autre forme de croissance, que nous appelons ici croissance profonde, et qui a pour objectifs de lutter contre le gaspillage capitaliste, d'assurer la satisfaction des revendications populaires et de favoriser le développement de toutes les activités humaines non liées à la recherche du profit. Il est clair que ces priorités seraient d'autant mieux mises en pratique qu'une communauté politique et économique puissante les prendrait à son compte et c'est pourquoi l'Europe socialiste est la quatrième priorité de la période.

Au lieu de cela, le pouvoir cherche à dégager le surplus exportable en pénalisant l'investissement — c'est-à-dire le développement de demain — tout en ne faisant rien pour réorienter la croissance dans le sens qu'exigent les nouvelles données mondiales et les failles du mode de vie occidental. Le prêt d'un milliard de francs à Citroën en est un exemple navrant puisque l'État n'assortit son concours d'aucune directive et qu'il ne définit pas la moindre politique globale des transports, alors que l'on sait l'urgence en ce domaine. Ainsi, le chômage organisé par le plan gouvernemental a seulement pour vocation de recréer les conditions de la croissance passée autour de firmes toujours plus concentrées. C'est tout simplement reconstruire l'inflation future. Et voici pourquoi l'inflation reste la caractéristique centrale de la croissance capitaliste moderne. Notre objectif est d'en comprendre les mécanismes pour proposer une société de justice et de liberté qui puisse la combattre efficacement. La réflexion économique ne suffira pas à cette compréhens-

sion : car l'inflation a conquis une telle place qu'elle devient un élément central de notre univers politique, économique et social. Au cœur d'un certain type de société, l'inflation ne peut s'isoler sur le territoire de l'économiste. Par ailleurs, la science économique s'est tellement coupée du reste des sciences humaines, qu'elle devient de jour en jour plus incapable de rendre compte de la réalité, qui — elle — ne connaît pas ces cloisonnements.

Une telle inflation est-elle, en toute hypothèse, indispensable à la survie du capitalisme développé? Nous ne le pensons pas; un régime autoritaire pourrait introduire d'autres méthodes de régulation socio-économique en préservant la loi du profit; c'est sans doute la tentation d'une fraction de la droite française, au sein des partis de la majorité comme au sein du patronat. Notre propos est de montrer qu'il existe une autre issue : jeter les bases d'une société socialiste adaptée aux traditions françaises et au niveau de développement de notre pays.

Ce livre n'est donc pas un livre de théorie économique et financière. C'est un livre militant. Nous nous sommes abstenus, autant que faire se pouvait, d'utiliser le jargon des spécialistes; les chiffres ne sont donnés que dans la stricte mesure indispensable. Enfin, nous n'avons pas utilisé l'outillage aujourd'hui considérable que les économistes tirent des mathématiques. Indispensables pour mesurer, estimer et calculer, utiles pour étayer la rigueur logique des raisonnements, précieux pour chiffrer les prévisions, les modèles mathématiques ne sont jamais que l'expression des hypothèses de leurs auteurs; ils ne pro-

duisent de résultats que dans le cadre du jeu des variables qu'on y introduit. La réflexion fondamentale sur l'inflation est en amont de tout cela.

Cette réflexion est cependant malaisée : les Français sont peu familiers de l'économie. Il faudra bien qu'ils le deviennent, et d'abord ceux d'entre eux qui entendent mener le combat politique socialiste : la démocratie c'est en effet avant tout le contrôle collectif sur les décisions, contrôle d'autant plus nécessaire que le contenu technique des décisions est plus grand. L'attitude trop fréquente qui consiste à récuser comme technocratique toute analyse ressentie comme difficile fournit sa base essentielle à la puissance des technocrates. Pour les contrôler il faut d'abord comprendre ce qu'ils font, et seuls les démagogues prétendent que toute réalité économique, sociologique ou financière peut se présenter et se résumer en termes élémentaires. Ce livre a pour projet de conduire militants de base et citoyens conscients au cœur du débat politico-financier que fait surgir ce cancer du capitalisme contemporain qu'est l'inflation. L'itinéraire n'en a rien d'inaccessible, mais il exige de la ténacité. C'est après tout la même vertu que celle qui permet de transformer les meilleures conclusions théoriques en pratiques politiques efficaces.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un rappel de l'ampleur prise récemment par l'inflation paraît nécessaire.

L'inflation, c'est la hausse des prix. Telle est la définition la plus courante et aussi la plus claire. Par souci de simplification, il peut être utile de l'adopter; mais il faut y mettre une réserve évidente : quand on dit que l'inflation

est la hausse des prix, on n'a rien expliqué; on ne fait qu'imaginer un phénomène par la forme externe qu'il prend sur le marché mais on ne dit rien sur son contenu.

La hausse des prix constitue donc une bonne mesure de l'ampleur du phénomène observé. Il y a quelques années, les ouvrages d'économie citaient des multitudes de chiffres pour démontrer que la hausse des prix variait de quelques décimales d'une année sur l'autre. Quand on sait la grande imprécision qui, pour des raisons techniques, grève tout travail statistique en macro-économie, on reste perplexe devant ces travaux d'apothicaire. L'analyse contemporaine de l'inflation ne court pas ce risque car, dans le tableau ci-contre, le rapport entre le taux de la première colonne et celui de la quatrième va souvent de un à quatre. L'esthétique de la décimale laisse place à l'inflation accélérée.

Il ne s'agit pas, dans ce chapitre introductif, d'expliquer mais de constater. Le constat est que pendant les années soixante, l'économie occidentale a connu un taux d'inflation inférieur à 4 % tandis que celui-ci dépasse désormais 12 %. Il atteint même dans certains pays des seuils beaucoup plus élevés. En France, le taux de 1974 a dépassé tout ce que l'on a connu depuis la fin de la reconstruction et la guerre de Corée, y compris dans les pires moments de la IV^e République.

L'important dans ce mouvement des taux est qu'il ne s'agit pas seulement d'une variation arithmétique mais bien d'un changement de nature du phénomène observé. En effet, lorsqu'on lit les études des meilleurs spécialistes, on est frappé de voir que les explications données des

PRIX A LA CONSOMMATION
Variations en pourcentage
par rapport à la période précédente,
non corrigée des variations saisonnières.

Au taux annuel

	<i>Moyenne 1962-1972</i>	<i>1973</i>	<i>1974</i>	<i>Douze mois se terminant en déc. 74</i>
Canada	3,3	7,6	10,7	12,4
États-Unis	3,3	6,2	11,0	12,2
Japon	5,7	11,7	24,4	21,9
Australie	3,4	9,5	15,1	16,3 (a)
Nouvelle-Zélande	5,1	8,2	10,9	12,6 (a)
France	4,4	7,3	13,6	15,2
Allemagne	3,2	6,9	7,0	5,9
Italie	4,3	10,8	19,1	24,5
Royaume-Uni	4,9	9,2	16,0	19,1
Belgique	3,8	10,4	12,6	15,7
Luxembourg	3,4	6,1	9,5	11,2
Pays-Bas	5,4	8,0	9,6	10,9
Danemark	6,0	9,3	15,2	15,5
Irlande	5,8	11,4	17,0	20,0 (a)
Autriche	3,9	7,6	9,5	9,7
Finlande	5,7	11,4	17,4	16,9
Grèce	2,7	15,5	26,9	13,5
Islande	11,9	20,6	42,9	51,3 (a)
Norvège	5,1	7,5	9,4	11,3
Portugal	6,3	12,9	25,1	18,1
Espagne	7,1	11,4	15,6	17,9
Suède	4,7	6,7	9,9	11,6
Suisse	4,0	8,7	9,8	7,6
Turquie	8,6	14,0	..	23,1 (a)
Total O.C.D.E. (b)	3,9	7,9	13,3	14,2
O.C.D.E. Europe (b)	4,5	8,6	12,8	14,2
C.E.E. élargie (b)	4,2	8,3	12,6	14,3

(a) Jusqu'à la période la plus récente pour laquelle on dispose de données.

(b) Pondéré par la consommation privée de 1973 aux taux de change de 1973.

Sources : statistiques O.C.D.E.

accès d'inflation dans le passé ont un caractère conjoncturel¹. Par exemple, la hausse des prix de 1951-1952, la plus forte avant celle d'aujourd'hui, est aisément éclairée par la conjonction d'une mauvaise récolte agricole, d'une politique de hausse des tarifs publics et du SMIG, et de la hausse des coûts des matières premières consécutive à la guerre de Corée,

*Indices des prix à la consommation des ménages en France.
Base 100 l'année précédente.*

1950	107,5	1958	112,3	1966	103,0
1951	114,6	1959	105,9	1967	102,9
1952	111,9	1960	103,4	1968	105,0
1953	100,4	1961	102,8	1969	107,1
1954	101,1	1962	104,2	1970	104,9
1955	101,1	1963	104,9	1971	105,6
1956	104,5	1964	103,3	1972	105,9
1957	105,3	1965	102,5	1973	107,2
				1974	113,5 *

* Provisoire.

Source : comptes de la Nation. Base 1962.

Et la meilleure preuve que cette inflation fut conjoncturelle est que les années 1953 à 1955 incluses connurent une stabilité absolue des prix. Désormais, il ne viendrait plus à l'idée de personne de qualifier de conjoncturelle l'inflation qui sévit depuis la fin des années soixante. Au contraire, c'est bien la naissance de l'inflation structurelle qui marque notre époque économique au point de justifier l'appellation de « société d'inflation² ». Avant de mon-

1. Cf. J.-J. Carré, P. Dubois, E. Malinvaud, *La Croissance française*, Seuil, 1972.

2. René Maury, *La Société d'inflation*, Seuil, 1973.

trer dans le corps de ce livre en quoi l'inflation est devenue une structure du capitalisme, il convient de faire un second constat.

Ce second constat est le rétrécissement du fossé séparant la hausse du prix des services, celle des produits alimentaires et celle des produits manufacturés. Autrefois, la faible productivité des services entraînait une hausse des prix beaucoup plus forte dans ce secteur que dans les autres. Ces dernières années, on constate que les taux de hausse de chacun des secteurs sont d'un ordre de grandeur assez proche ce qui signifie que les contraintes de liaison internes à l'économie se sont renforcées, ce qui confirme l'hypothèse de l'inflation structurelle.

*Hausses de prix différenciées dans l'économie française
(en %).*

<i>Années</i>	<i>Hausse des services privés</i>	<i>Hausse des produits alim.</i>	<i>Hausse des prod. manuf. sect. privé</i>
1963	9,0	4,7	2,9
1964	4,5	2,2	1,6
1965	3,9	2,8	1,0
1966	5,1	2,4	1,7
1967	5,3	1,2	2,0
1968	10,5	4,0	4,1
1969	5,1	6,9	5,1
1970	6,0	5,8	4,0
1971	6,6	6,8	4,5
1972	8,0	8,5	5,7
1973	9,0	10,9	6,4

Les prix des services privés ne comprennent ni les loyers, ni les dépenses de santé, ni les tarifs publics. Les prix des produits manufacturés du secteur privé ne comprennent ni l'énergie et les combustibles, ni les tabacs et allumettes.

Source : *Le Monde*, 26 février 1974.

S'il fallait opérer un constat diversifié de l'inflation, il ne faudrait pas se contenter de statistiques et décrire aussi l'émergence de l'inflation dans d'autres domaines des sciences sociales. Mais ce serait déjà entamer la neutralité du constat habituel de l'inflation pour entrer dans l'analyse. C'est en dégageant les trois approches de l'inflation (chap. 1) que l'on verra en quoi la seule interprétation des statistiques de prix est très insuffisante à la prise en charge complète du phénomène inflationniste.

Les chiffres présentés ici sont bien connus et ont déjà été abondamment étudiés. Mais ce qui s'est dit à leur sujet n'a pas toujours contribué à clarifier le débat. Au contraire, l'opinion française, telle que le pouvoir l'informe en matière économique, n'est guère en mesure d'appréhender le phénomène de l'inflation. Si tant est que les économistes le maîtrisent actuellement, l'homme de la rue n'y comprend assurément rien : on lui dit simultanément que la faute revient aux salaires et à la consommation privée, aux investissements publics dits improductifs et aux profits des entreprises; puis on abandonne ce discours pour lui dire que tout cela vient de la hausse du prix du pétrole.

Il y a en effet de quoi troubler les esprits! Pour remédier à ce danger d'éparpillement, nous avons regroupé les éléments explicatifs du phénomène observé en trois approches : l'inflation structurelle, l'inflation sociolo-

gique et l'inflation spéculative. En procédant ainsi, nous avons cherché à sortir du débat classique sur les causes de l'inflation; il s'agit davantage ici de mettre en lumière les conditions dans lesquelles l'inflation se développe.

Coll. MichelRocard.org

1

Les trois approches de l'inflation

Coll. Michel Hocard.org

Coll. Michel Rocard.org

S'attaquer au cancer de l'inflation, c'est ainsi mettre la lumière sur l'aspect structurel le plus grave de l'évolution économique récente. Mais le reste ne doit pas demeurer dans l'ombre. C'est pourquoi nous voudrions rappeler brièvement cette évolution économique qu'elle accompagne et surtout les contestations auxquelles elle a donné naissance. Car la société de demain se dessine en creux dans les manques et les désirs de celle d'aujourd'hui.

Les historiens qui décriront notre époque seront sans doute frappés de la rapidité et de la force avec laquelle le vent a tourné. Atteignant son apogée aux États-Unis avec la nouvelle frontière de Kennedy, la période rose de la croissance occidentale s'est brusquement obscurcie à la fin des années soixante. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui la remise en cause économique, sociale et culturelle de ce modèle de développement n'a cessé de prendre force.

Lorsqu'en Mai 68 le régime gaulliste et à travers lui, le capitalisme français, sont mis en question, voici deux ans que le pôle capitaliste dominant — les États-Unis — est violemment contesté par ses étudiants et ses marginaux. La guerre du Viet-nam, symbole et pire réalité de cette

domination, est mise en accusation devant le public hostile ou indifférent de la bourgeoisie et d'une partie de la classe ouvrière, intégrée aux objectifs et aux bénéfices du système. Ainsi s'imposent déjà deux leçons. La première porte sur l'impasse d'une certaine forme de croissance incapable de se poursuivre sans impérialisme intérieur et extérieur; la seconde montre à quelles extrémités mène la collaboration de classe à laquelle un pouvoir habilement réformateur peut convier la classe ouvrière. En se propageant ensuite à l'Europe, le malaise s'aggrave. En effet en France et en Italie la classe ouvrière est anticapitaliste et forme le centre du combat, même lorsque les étudiants en sont le détonateur. Et lorsqu'elle touche des pays socialistes, la crise du travail manifestée notamment par l'absentéisme dépasse les limites du monde capitaliste pour prendre la dimension d'une crise du modèle industriel centralisé. La généralisation de la contestation illustre les erreurs commises par le socialisme centralisé lorsqu'il cherche à faire concurrence au capitalisme sur son terrain de la concentration de l'appareil de production; la répression intérieure — ou l'intervention étrangère (cas de la Tchécoslovaquie) — sont alors des recours désespérés pour maintenir en place une structure de pouvoir qui a perdu tout soutien populaire. Ces révoltes, elles aussi, sont porteuses de leçons : le progrès scientifique et technique peut être mis au service du développement lorsqu'il est démocratiquement contrôlé; il devient une source d'aliénation lorsqu'il participe au mouvement de concentration du pouvoir et dépossède la communauté sociale de la liberté de choisir son avenir.

La diversité des luttes anticapitalistes menées depuis la fin de ces années soixante en mesure l'ampleur. Le premier maillon touché est l'organisation capitaliste du travail, et avec elle, le maintien des inégalités.

Les revendications salariales constituent toujours le point fort de la plupart des conflits, et à juste titre : l'exploitation économique est toujours la source première du profit. Mais d'autres revendications s'imposent avec de plus en plus de forces et qui visent l'organisation capitaliste du travail elle-même : le principe hiérarchique, la « parcellisation », l'émiettement du travail, la déqualification des tâches sont ainsi attaqués au nom de la capacité croissante des travailleurs à contrôler eux-mêmes le travail. Ces revendications de responsabilité se sont logiquement accompagnées d'un changement d'attitude face au problème du salaire. Chaque catégorie sociale cherche naturellement à défendre de la même manière son pouvoir d'achat mais la nouvelle revendication de hausse non hiérarchisée des salaires a marqué la volonté croissante de la classe ouvrière de s'attaquer à l'inégalité d'une échelle salariale beaucoup plus large. On trouverait sans peine dans l'histoire récente des conflits sociaux de multiples exemples de ces revendications nouvelles. Ainsi le récent conflit des employés de banque (« les O.S. de la banque ») fut significatif en ce qu'il s'opposait à la prolétarisation de nouvelles couches sociales.

L'extension du mot d'ordre de contrôle populaire depuis 1968 traduit une politisation certaine des couches sociales exploitées. Chacune d'entre elles perçoit de plus en plus que la racine de ses difficultés n'est pas dans un

défaut de fonctionnement du système capitaliste mais dans sa structure même, qui soumet chaque individu et chaque collectivité à l'impératif de la hiérarchie, du rendement et de la consommation marchande, et qui maintient les inégalités. Cette politisation s'étend donc d'autant plus qu'elle se diversifie. Il est ainsi remarquable que des situations d'injustice ou de souffrance qui étaient autrefois admises soient désormais contestées; les oubliés de jadis sont aujourd'hui très présents et ne manquent pas de rappeler leur importance : un « homme » sur deux est une femme, un travailleur sur cinq est immigré, un homme sur quatre a moins de vingt ans, un homme sur sept a plus de soixante-cinq ans. Chacun de ces groupes découvre ses caractères propres et n'admet plus l'utilisation que le capitalisme fait de lui. La « femme-objet » est intégrée comme une marchandise au monde de la consommation, tandis que la femme au travail est sous-payée. Le travailleur immigré subit une exploitation extrême à la fois en ce qui concerne son salaire, ses conditions de travail et son logement. Des travailleurs retraités, dont le capitalisme ne peut plus exploiter le travail, sont mis en marge de la vie sociale et sont les principales victimes de l'inflation qui ronge des revenus déjà faibles. Les jeunes enfin sont sans doute ceux qui ressentent avec le plus d'intensité les aspects intolérables du monde du travail auquel l'école les prépare; ceux qui atteignent un niveau culturel élevé savent que leurs capacités seront sous-utilisées et que les responsabilités resteront dans les mains d'une élite; ceux qui sont maintenus à un faible niveau de qualification savent qu'il n'y a là aucune fatalité individuelle

mais la volonté délibérée du capitalisme d'avoir à sa disposition une main-d'œuvre bon marché pour les tâches répétitives.

Tout aussi significative est l'extension de la politisation aux problèmes des « damnés » de la société. Celle-ci a pris l'habitude d'exclure de son sein ceux qui ne répondent pas à ses normes. Ainsi s'est-elle débarrassée des délinquants en les retenant prisonniers dans des établissements sordides où la mort sociale les attend, à défaut du suicide. Ainsi a-t-elle marqué du signe de l'infamie ceux que l'on dit fous, et qui, reclus dans des asiles, n'ont plus alors aucune chance de rémission. Ainsi s'est-elle désintéressée de ceux qui, par un handicap physique ou mental, ne peuvent s'intégrer normalement au monde du travail. L'éclatement brutal du problème de ces divers groupes sociaux est l'affirmation de leur droit à la vie sociale, en contradiction avec les contraintes de normalité imposées par un mode de production industriel fondé sur le profit.

Tel est le cadre dans lequel se débat le capitalisme depuis la fin des années soixante. Le maintien des inégalités y est rendu possible par diverses formes de récupération idéologique. Mais c'est surtout l'inflation qui, au cours de cette période qui se prolonge, a joué le principal rôle de régulateur du système. Ainsi dressée la toile de fond, nous pouvons maintenant utilement cerner notre objectif.

Il est en effet évident que l'éducation n'est pas une affaire de technique, mais qu'elle est avant tout une affaire de culture. Elle doit donc être conçue comme un processus global, qui agit sur l'ensemble de la personne humaine.

Le premier aspect de l'éducation est celui de la formation intellectuelle. Il s'agit de transmettre aux élèves les connaissances et les méthodes de la pensée scientifique. Cette formation est essentielle pour permettre à l'individu de comprendre le monde qui l'entoure et de participer activement à la vie sociale. Elle doit être basée sur la rigueur et la logique, mais aussi sur la curiosité et le plaisir de l'apprentissage.

Le deuxième aspect est celui de la formation morale et civique. L'école a pour mission de former des citoyens responsables, capables de respecter les règles de la vie en commun et de contribuer au bien-être de la société. Cette formation passe par l'enseignement des valeurs fondamentales, telles que l'honnêteté, le respect et la solidarité.

Le troisième aspect est celui de la formation physique et sportive. Le corps est un instrument essentiel de l'homme, et il doit être entretenu et développé. L'éducation physique permet de renforcer la santé, d'améliorer les performances sportives et de favoriser l'équilibre psychologique.

En conclusion, l'éducation est une tâche complexe et multidimensionnelle. Elle doit agir sur tous les aspects de la vie humaine, afin de former des individus complets et épanouis. C'est pourquoi elle doit être considérée comme un processus continu, qui s'inscrit dans la durée et qui implique la collaboration de tous les acteurs de la société.

L'inflation structurelle

100. DE L'ÉCONOMIE DE CONCURRENCE À L'ÉCONOMIE DE DOMINATION

Le monde occidental vit dans l'univers de la concurrence comme si cette dernière constituait un état naturel. Mais où sont ces premiers habitants des bourgs, les bourgeois, qui profitèrent du début des échanges commerciaux interrégionaux pour tailler une brèche dans l'uniformité de l'économie rurale médiévale? Ils amassèrent dans cette activité commerciale les premières fortunes qui, se mettant au service de l'invention décisive de l'ère moderne, la division technique du travail, fondèrent le capital industriel. La paysannerie dut progressivement quitter la terre pour vendre sa force de travail aux détenteurs de ce capital. Ainsi disparut l'économie rurale de troc pour laisser place à l'économie monétaire du salariat industriel. De cette formidable transformation dont Zola a dépeint les tragédies, l'esprit de profit a été le moteur. Et pour gagner, il fallait faire mieux que le concurrent.

Durant plusieurs dizaines d'années, cette contrainte

d'être le meilleur a parfois eu une fonction progressiste : le progrès technique, la fabrication au moindre coût, la recherche de la satisfaction des besoins élémentaires ont été stimulés. Bien évidemment, ce dynamisme a eu son revers dans l'exploitation féroce de la classe ouvrière; mais il n'est pas douteux que le capitalisme a eu dans cette période un rôle révolutionnaire en donnant aux forces productives un niveau de puissance, une capacité de production jamais atteints.

Et voici qu'en 1864, Karl Marx fait la démonstration théorique que ce système est condamné à se détruire lui-même. Beaucoup utiliseront la remarquable structure conceptuelle qu'il a construite à des fins conjoncturelles; ils se tromperont toujours, donnant à tort de l'économie marxiste l'image d'un modèle prévisionnel erroné.

Marx démontre donc que la mécanique de la concurrence capitaliste est inséparable d'une mécanique de la concentration et que les deux phénomènes sont bien sûr contradictoires. Pour élever le niveau du profit, le capital doit s'attaquer à la concurrence, c'est-à-dire la détruire. D'où le mouvement de concentration du capital, d'abord sur le plan industriel, puis sur le plan financier, qui aujourd'hui aboutit à l'existence d'empires industriels et financiers dont les limites débordent les frontières nationales. Les firmes multinationales sont les arrière-petites-filles de ces manufactures qui marquèrent les débuts de l'accumulation du capital. Est-ce à dire que la concurrence a disparu? Certainement pas. D'abord parce qu'il reste dans l'économie capitaliste occidentale de

vastes secteurs où le processus de concentration du capital est très loin d'avoir atteint son apogée; il a parfois à peine commencé comme par exemple dans le secteur du bâtiment en France. Mais aussi parce que même dans les secteurs économiques les plus concentrés, les monopoles au sens strict du terme sont rares; les quelques géants qui subsistent se livrent une concurrence certaine bien que celle-ci, comme on le verra, ne passe plus par l'intermédiaire des niveaux relatifs de prix.

Dans ces conditions, il peut être ambigu de décrire le stade actuel du capitalisme par le qualificatif de monopoliste. Pour notre part, nous désignons ce stade par le concept d'*économie de domination*. Ce concept veut d'abord exprimer le pouvoir qu'exercent les firmes dominantes dans le champ économique. Elles exercent ce pouvoir par rapport aux autres firmes et par rapport à l'État. Pour conquérir ce pouvoir, les firmes dominantes prennent la maîtrise des principales variables économiques autrefois déterminées par la concurrence, au premier rang desquelles se trouve la variable prix; le concept d'économie de domination signifie de même que les firmes dominantes exercent leur pouvoir d'une façon de plus en plus indépendante des décisions de l'État, à tel point que l'idée même d'économie nationale perd sa substance au rythme auquel l'appareil d'État perd ses moyens d'agir. Le fait multinational constitue une confirmation chaque jour plus solide de cette thèse. Les firmes multinationales, d'origine américaine, européenne ou japonaise, ont acquis un champ d'action qui dépasse largement le cadre d'un État, voire de la Communauté économique européenne

(C.E.E.). Ces firmes sont d'ailleurs peu favorables à la constitution d'une Europe unie politiquement et socialement qui serait susceptible de s'opposer à certains de leurs objectifs et qui unifierait peu ou prou les législations tant sociales qu'économiques. Les géants de l'économie internationale ont intérêt à diviser pour régner; ils jouent un pays contre l'autre; comme l'ont clairement montré les pratiques « européennes » de firmes comme Ford, I.B.M. ou Dupont de Nemours. Ainsi, avec la persistance de gouvernements à orientation « libérale-conservatrice » en Occident, la réalité de l'autorité économique échappe de plus en plus aux États nationaux pour passer aux mains des grandes unités de production multinationales. Il est clair qu'une telle indépendance du capital pose une redoutable question quant à la liberté d'action d'un pouvoir politique démocratique. Telle est, du point de vue économique, la signification du concept d'économie de domination.

Mais celui-ci n'est pas relatif au seul champ économique, Il veut aussi exprimer l'ordonnancement de l'ensemble des relations sociales aux impératifs de la production de masse : Il intervient au niveau idéologique pour décrire l'influence que le système économique actuel a sur la nature des rapports sociaux. Ainsi les firmes dominantes n'exercent pas seulement leur pouvoir sur la nature des biens et services produits; elles induisent également les rapports sociaux et les modes de vie les mieux capables d'intégrer toutes les couches sociales à leurs objectifs; nous détaillerons des aspects politiques et sociologiques de l'économie de domination en étudiant les rap-

ports entre croissance sauvage, uniformité et pouvoir (§ 31). Il nous faut pour le moment revenir à ses implications économiques.

Cette économie de domination marque une nouvelle phase pratique et théorique des perspectives du modèle capitaliste de développement. Tant que la concurrence et la liberté d'entreprendre étaient respectées, les entreprises se livraient bataille à armes égales. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où dans chaque branche de la production, quelques géants dominent le marché. On est donc passé d'un état de concurrence à une économie de domination. Or, dans cette mutation, les prix ont joué un grand rôle pour la raison suivante.

Dans l'économie de concurrence, le prix est l'arbitre entre les entreprises; c'est lui qui guide le choix de gestion car produire au-dessus du prix moyen du marché est encourir le risque de la mévente. Mais lorsque au sein de cette dialectique qui caractérise le capitalisme, la concurrence a amené un haut niveau de concentration du capital, le prix perd son rôle d'arbitre. En effet, par définition, une entreprise concentrée est celle qui est parvenue à un certain contrôle du marché sur lequel elle intervient. Disposant d'une position de domination commerciale relative, elle ne subit plus — ou subit moins — la concurrence par les prix. Elle est donc en mesure de fixer le prix des marchandises ou des services qu'elle vend à un niveau qui garantisse sa domination future du marché. Comment obtenir cette garantie? en recourant pour ses investissements à l'autofinancement plutôt qu'au crédit privé ou public. Cet autofinancement est lui-même obtenu en fixant

des prix de vente suffisamment supérieurs au coût de production pour dégager d'importantes marges de profit. Nous retrouvons là l'inflation, au cœur de cette économie de domination : le prix de vente qui était l'arbitre de l'économie de concurrence devient une variable dominée, fixée par l'entreprise elle-même en fonction de ses critères propres. Cette domination des prix par élimination de la concurrence s'enchaîne d'ailleurs logiquement avec la mise en condition du consommateur pour que celui-ci accepte ce qu'on lui vend à un prix arbitraire. Et si l'on regarde les statistiques des années passées, on s'aperçoit que le milieu des années soixante où s'amorce le mouvement international de montée rapide des prix est aussi l'époque où les plus grandes entreprises capitalistes de tous les pays ont un taux d'autofinancement proche de 100 % (surtout aux États-Unis) et cherchent à étendre leurs empires. Depuis, la situation a beaucoup évolué au point que c'est désormais le degré d'endettement extérieur des entreprises (par le crédit) qui cause les plus graves inquiétudes; nous allons revenir sur cette évolution. Mais il importe de ne pas oublier par où le mal s'est engagé.

Cette évolution concrète du capitalisme dégage une conclusion de théorie économique : la loi de l'offre et de la demande telle que la concevait l'« école classique » du *xix^e* siècle avec à sa tête l'anglais David Ricardo est mise en échec. Sa pierre angulaire qui est que le libéralisme économique assure la vente au coût de production est concrètement détruite; ce régime mène au contraire inéluctablement à la concentration du capital puis à la fin du

prix comme arbitre extérieur à l'entreprise et à sa transformation en variable dominée.

Il paraît inutile d'insister sur le fait que si l'économie politique « classique » subit là son plus grave échec, *a fortiori* l'économie politique marginaliste¹ est-elle rejetée au-dehors de toute ressemblance avec la réalité concrète : la productivité marginale physique des facteurs de production peut rester un des critères de gestion de l'entreprise, elle ne guide plus sa politique commerciale, ni sa politique des prix. Cette faillite est telle qu'un des spécialistes français de l'économie de l'entreprise, Octave Gélénier, explique que l'évolution relative du coût marginal est incapable de rendre compte d'aucune des variables fondamentales de la micro-économie : le profit, le prix et la croissance de l'entreprise. D'après lui, celles-ci sont au contraire fonction de la politique de management qui comprend l'innovation technique et commerciale, la publicité, l'organisation, la concentration. Octave Gélénier va même jusqu'à dire que « pour sa partie production, le modèle classique (marginaliste) est un modèle d'économie agricole traditionnelle² ». On ne peut être plus clair sur l'inadéquation de la théorie à la réalité!

La réalité est en effet que dans la situation d'économie de domination actuelle, la concurrence qui subsiste ne se fait pas par les prix mais par la politique de manage-

1. Du nom de la théorie économique selon laquelle la valeur d'échange d'un bien est fonction de l'utilité de la dernière unité disponible (l'unité « marginale ») de ce bien.

2. Cf. Octave Gélénier, *L'Entreprise créatrice*, Éd. Hommes et techniques.

ment. Et une fois de plus, il nous faut attirer l'attention sur le problème de fond caché derrière une querelle théorique qui pourrait paraître dépourvue d'intérêt; car si la politique de management apporte parfois — c'est incontestable — une amélioration qualitative du service rendu au consommateur, elle a de plus en plus pour fonction de conditionner celui-ci et de sophistiquer le produit à vendre : le coût des emballages, de la publicité, du lancement de « nouveaux » modèles ou prétendus tels, pèse de plus en plus dans le coût de revient total. Ainsi la concurrence dont la fonction théorique et pratique a été de répercuter les progrès de productivité a désormais souvent pour effet d'allonger le processus de production. Créée pour favoriser le progrès elle se retourne contre lui; elle apparaît dans le cadre capitaliste, comme un mécanisme régressif et autodestructeur.

Dans ce circuit cumulatif qu'est l'inflation en économie de domination, on aura noté la place privilégiée qu'a occupée l'autofinancement. Le procès de l'autofinancement ne peut être théorique car il n'est qu'une technique; ce procès doit se fonder sur les effets concrets de l'excès d'autofinancement. On ne voit par exemple aucune raison pour laquelle l'autofinancement serait *a priori* condamnable dans le cadre d'une économie respectant les directives d'une planification active; si la démonstration peut être faite que l'autofinancement est la technique de couverture des investissements la moins coûteuse non seulement pour l'entreprise considérée mais aussi pour toute la collectivité, il n'y a alors aucun motif de la rejeter.

Pour ce qui est de l'entreprise, on imagine aisément une situation dans laquelle le niveau du taux de l'intérêt fait de l'autofinancement une source monétaire moins coûteuse que le crédit. Ce qu'il faudrait démontrer en outre, pour défendre valablement la légitimité sociale de l'autofinancement, c'est que l'augmentation des prix que l'entreprise pratique pour atteindre le taux désiré d'autofinancement ne représente pas *pour la collectivité* une charge supérieure à celle qu'aurait représenté *pour l'entreprise* le recours au crédit externe.

On peut penser que les partisans inconditionnels de l'autofinancement auront du mal à faire cette démonstration, tant l'inflation induite par l'économie de domination au cœur de laquelle la mécanique de l'autofinancement a joué un si grand rôle, atteint aujourd'hui un rythme inquiétant; dans l'attente de cette démonstration improbable, il nous faut constater que la première condition de validation sociale de l'autofinancement n'est pas remplie. D'autre part, cette technique n'est pas utilisée seulement par les entreprises parce qu'elle leur coûte moins cher que le recours au crédit, mais aussi parce qu'elle leur donne une réelle indépendance politique par rapport aux décisions du pouvoir et à celles des banques. Lorsque le seul but d'une entreprise est d'augmenter son profit sans égard aux conseils ou aux directives d'une autorité politique censée représenter les intérêts nationaux (ministère des Finances, commissariat au Plan, etc.), l'entreprise doit acquérir le degré maximum d'indépendance financière.

Lorsque les économistes socialistes annoncent qu'ils

chercheront à renforcer les mécanismes du crédit en freinant la politique d'autofinancement des entreprises, ils ne font que tirer les conséquences logiques d'une situation où la volonté démocratique est malmenée par l'intérêt des entreprises dominantes.

Certains pourraient s'étonner de cette argumentation en faisant remarquer que le taux d'autofinancement des entreprises (en France et à l'étranger) a eu tendance à stagner ces dernières années alors que la hausse des prix s'accélérait. Ce paradoxe disparaît si l'on considère l'exceptionnel besoin de financement que connaît le système capitaliste tout entier depuis la fin des années soixante. Les causes de ce besoin accru sont nombreuses : les principales d'entre elles touchent à la concentration et l'accumulation du capital, à l'émergence des firmes multinationales et à la lutte accrue pour la conquête de nouveaux marchés. Bref, ces dix dernières années ont été marquées par un effort considérable des grandes entreprises pour asseoir leur domination en investissant, en conquérant des marchés nouveaux, en pariant sur une croissance indéfinie d'une certaine forme de consommation. Pour tenter de résister à cette offensive des entreprises dominantes, toutes les autres entreprises ont dû adopter la même stratégie. Le monde capitaliste s'est ainsi lancé dans une course folle au profit, nécessitant la mobilisation de capitaux énormes. D'un point de vue technique, il y a donc eu besoin de financement, lequel s'est d'abord trouvé couvert par l'autofinancement. Nous avons montré en quoi celui-ci peut être inflationniste. Mais il a fini par ne plus suffire. Pour se procurer des ressources

financières nouvelles, il n'y avait plus que deux solutions : comprimer les salaires ou emprunter. La première solution ayant été jugée politiquement dangereuse, on adopta la seconde. De telle sorte que depuis 1970, la part de l'autofinancement dans les ressources globales du système économique productif a stagné, voire régressé. Il ne faut pas en conclure que les entreprises dominantes ont perdu le contrôle de la variable prix, mais plus simplement que l'endettement de l'économie mondiale s'est gravement développé.

S'appuyant sur les statistiques officielles, la grande revue américaine *Business Week* a publié¹ un numéro spécial intitulé « The Debt Economy ». En mettant en lumière quelques chiffres stupéfiants, la revue a voulu souligner que le seul élément commun à l'époque qui a précédé la crise de 1929 et à l'époque actuelle est l'endettement de tous les agents économiques. « Il existe presque huit dollars de dette pour un dollar de masse monétaire. La dette des entreprises américaines s'élève à plus de quinze fois le montant de leurs bénéfices après impôts alors qu'elle ne représentait que huit fois ce chiffre en 1955. » Et la revue de conclure en s'alarmant de l'extrême instabilité d'une telle situation : « Voici trois mois que la banque allemande Herstatt a fait faillite — une banque très petite par rapport aux géants de la finance internationale — et le marché financier international ne s'en est pas encore remis. »

En France, les crédits à l'économie se sont accrus à un

1. Numéro du 12 octobre 1974.

rythme accéléré depuis 1968, créant là aussi, mais à une échelle plus restreinte, une économie de dette. On verra par la suite pourquoi la croissance de la masse monétaire dont les crédits sont la contrepartie économique principale ne constitue pas le facteur causal premier de l'inflation; mais il reste que cet endettement croissant de l'économie et la facilité monétaire qui l'accompagne sont un aspect majeur de la structure économique inflationniste d'aujourd'hui. Un tel endettement n'est certes pas toujours accompagné par l'inflation comme l'a précisé-mment montré la période antérieure à la grande crise. S'il l'est désormais, c'est que le financement du crédit n'est pas sain et que la croissance qu'il encourage est mal orientée. L'endettement des entreprises et, parallèlement, les créances du système financier sont en effet déséquilibrés, les engagements à court terme étant trop lourds par rapport aux possibilités réelles de remboursement et de recouvrement. *Cette instabilité de la structure de la dette aggrave l'insécurité des entreprises face à l'avenir et alourdit leurs charges financières. Elles répondent à ce double défi d'une part en cherchant à accroître leurs recettes par la hausse des prix et d'autre part en s'intéressant en priorité aux produits capables de dégager rapidement un profit élevé.*

Ce n'est pas un hasard si inflation et croissance sauvage se retrouvent ainsi côte à côte. Car ce type de croissance qui ne répond pas aux besoins des consommateurs, mais au contraire s'enrichit de leur insatisfaction, est aussi une croissance par l'inflation car elle a coupé toute référence objective à la valeur des choses. Notre société accepte

aujourd'hui des priorités folles et accepte que le prix de ces priorités soit sans cesse accru. L'intérêt, la sécurité et l'organisation du travail, le calme et la beauté des villes, l'accueil social des hommes à chaque extrémité de leur vie, lorsqu'ils sont nouveau-nés ou âgés, la lutte contre les facteurs matériels et culturels de l'asservissement de la femme, sont des principes dont on parle mais dont on n'est pas prêt à payer le prix. Ils sont cependant la clé d'un monde meilleur. En revanche, l'automobile, les terrains à bâtir, les produits pharmaceutiques et tant d'autres, s'ils ne sont évidemment pas inutiles, sont l'objet d'une spéculation ou d'un matraquage psychologique qui entraîne la société à faire pour eux des sacrifices financiers et sociaux exorbitants. La valeur économique, l'orientation politique et la conception philosophique des priorités sociales ont été asservies aux contraintes de la croissance capitaliste. L'inflation n'est plus un avatar du système. C'est l'inflation au cœur.

101. LES SALAIRES RESPONSABLES DE L'INFLATION ?

Le passage de l'économie de concurrence à l'économie de domination ne s'est pas opéré dans l'immobilisme des secteurs économiques qu'une appellation désormais classique divise en secteur primaire, secteur secondaire et secteur tertiaire. Au contraire, l'effet conjugué du progrès technique et des lois d'affectation du capital en économie

de profit a été de bouleverser en profondeur l'équilibre entre les trois secteurs. Ainsi a-t-on pu assister depuis la fin de la guerre de 1914 jusqu'aux années soixante à un vaste transfert de la demande des biens agricoles vers les biens industriels et, depuis les années soixante, de ces derniers vers les productions du secteur tertiaire (qui comprend essentiellement les services).

La première étape de cette mutation sectorielle s'est faite dans le cadre d'une assez grande stabilité des prix, au contraire de l'étape suivante. La raison en est que la fameuse loi des coûts décroissants n'a qu'une portée limitée. Historiquement, l'industrie a connu des coûts décroissants tant qu'elle a pu réaliser des économies d'échelle et des progrès de productivité, c'est-à-dire tant que son développement lui permettait de diminuer ses coûts de production; aujourd'hui, non seulement cette conjonction d'éléments propices à une croissance stable n'est plus réalisée aussi souvent dans l'industrie, mais de plus, la montée des services où progrès de productivité et économie d'échelle sont difficiles à réaliser, renforce la pression des coûts.

Ainsi, indépendamment de tout aspect conjoncturel, la seule mutation sectorielle inhérente au développement d'une société avancée est génératrice de tensions inflationnistes si les comportements économiques restent inchangés par rapport à l'étape de croissance spécifiquement industrielle (c'est-à-dire celle qui concerne le secteur secondaire). Or, c'est précisément ce qui se passe. *Car l'inflation moderne est le canal principal par lequel s'opère la lutte pour la répartition des gains de producti-*

vité. D'un point de vue concret, ceci signifie que chacun s'est habitué à la croissance et exige qu'une part du supplément de gâteau produit chaque année lui revienne. Et cette exigence s'exprime aussi bien dans les entreprises dynamiques — celles qui améliorent leur productivité — que dans les autres. Si nous ne vivions pas dans ce climat de lutte pour la répartition des fruits de la croissance, la logique serait que les entreprises dynamiques baissent leurs prix, ce qui obligerait les autres à s'efforcer d'en faire autant. Cette logique n'est plus possible parce que nous ne sommes plus en économie de concurrence par les prix et parce que la bourgeoisie a compris qu'elle peut faire aux travailleurs des concessions apparentes sur le plan du salaire et de la consommation.

En effet, il est clair aujourd'hui que la forte croissance nominale des salaires de ces dernières années n'a aucunement entamé les inégalités de revenus et de fortunes en France et, bien sûr, n'a en rien mis en cause le pouvoir économique de la classe capitaliste.

On verra (§ 31) que l'inflation n'est pas une méthode neutre de répartition des gains de productivité, mais qu'il y a au contraire des gagnants et des perdants. Engagée sous la bannière de l'égalité dans la croissance des rémunérations, cette mécanique de répartition aboutit au contraire à répandre l'injustice sous des formes insidieuses parce que cachées par les hausses nominales.

C'est dans ce cadre que se pose la question tant débattue de la responsabilité des hausses salariales dans l'inflation.

Depuis la fin des années cinquante, la théorie de l'inflation est monopolisée par la relation triangulaire de

cause à effet liant le niveau de l'emploi, celui des salaires, et celui des prix. Cette théorie porte le nom de théorie de Phillips. Elle a été de nombreuses fois soutenue par quelques-uns des économistes anglo-saxons les plus renommés. Elle a pour objet d'établir une corrélation statistique entre le dépassement d'un seuil maximum d'emploi et la hausse des salaires. Les salaires constituant la majeure partie des coûts des entreprises, il en résulterait selon Phillips qu'un taux d'emploi très élevé entraîne la hausse des prix. Les économistes du capitalisme ont vécu pendant plus de dix ans sur cette explication — certains s'en tiennent encore à elle — non seulement parce qu'ils la croyaient juste, mais de plus parce qu'elle apportait une caution scientifique à la justification du chômage dans la lutte contre l'inflation. Or, cette théorie, politiquement redoutable, n'a d'autre part guère d'intérêt économique. Voici pourquoi.

On peut d'abord s'interroger sur les hypothèses de Phillips. Celui-ci construit son raisonnement en ne mettant en relation que les salaires et les prix. Mais pour établir une telle relation, il faut au préalable s'être assuré que les deux conditions suivantes sont réunies. Premièrement, la part des salaires dans les revenus est constante (on sait que les revenus distribués par une entreprise comprennent bien sûr les salaires mais aussi les profits); deuxièmement, l'ensemble des autres coûts de production (matières premières, etc.) évolue à un rythme parallèle à celui des salaires; or, Phillips ne parle pas de ces deux conditions alors que dans la réalité économique, elles sont rarement réunies, notamment lorsque la part des profits dans les

revenus augmente. De plus, même si ces conditions étaient réunies, il ne faudrait interpréter la relation salaires-prix qu'en prenant le plus grand soin de la rapporter à l'évolution de la productivité. Car étudier la rémunération d'un facteur de production, en l'occurrence le travail, sans prendre en compte la productivité de ce facteur n'a pas de sens. Telles sont les raisons pour lesquelles au niveau des hypothèses de départ, la relation de Phillips entre salaires et prix est contestable.

Au niveau concret, le doute a commencé à planer sur la théorie de Phillips lorsque certains pays ont connu simultanément le chômage et l'inflation, ce qu'on nomme aujourd'hui stagflation, ou ont subi une forte inflation alors que les salaires n'augmentaient que modérément. On s'est alors avisé de deux phénomènes. Le premier est que les économies modernes, dont le capital est très concentré, ont des coûts fixes considérables. C'est pourquoi, lorsque l'activité est ralentie par le chômage, l'inflation se poursuit par l'effet de la hausse des coûts unitaires. Le second phénomène est que le chômage n'est qu'en partie fonction de la conjoncture; il est aussi de nos jours la résultante de mutations techniques qui n'ont que de lointains rapports avec le mouvement des prix.

On peut également s'interroger sur la théorie de Phillips d'un point de vue méthodologique. On reste en effet perplexe lorsque toute l'école de l'inflation par les salaires fait observer un certain parallélisme entre les courbes de croissance des salaires et de croissance des prix et en déduisent *ipso facto* que celle-là est la cause de celle-ci...

On aurait évidemment la même corrélation si les prix

augmentaient *avant* les salaires, ceux-ci se contentant d'une action de rattrapage. Nous allons revenir sur ce point. La même erreur est parfois commise par certains syndicalistes qui veulent démontrer la thèse inverse de l'inflation salariale. Leur argument est que depuis plusieurs années, dans tous les grands pays occidentaux, la part des salaires dans les charges des entreprises stagne ou diminue; donc, ajoutent-ils, la hausse des salaires ne peut pas être la cause de la hausse des prix. Cette conclusion n'est pas certaine. Supposons en effet une entreprise qui a une masse salariale égale à 50, des autres charges (en particulier en capital) égales à 40 et un profit égal à 10. La valeur de sa production est 100. La part des salaires dans ce total est de 50 %. Supposons qu'au cours de l'année suivante, l'arrivée d'une machine automatique coûteuse ait permis le licenciement d'une partie du personnel et que, à salaires inchangés, la nouvelle répartition du compte d'exploitation soit 30 pour les salaires, 60 pour les autres charges et 10 pour les profits; la valeur de la production reste de 100. Et si enfin, nous supposons une augmentation des salaires de 10 %, le compte d'exploitation définitif s'établira à 33-60-10, soit une valeur totale de 103. Conclusion : les salaires, en augmentant de 10 % ont entraîné une hausse des prix de 3 % alors que leur masse totale a régressé de 50 à 33 % des charges d'exploitation. Le lien de cause à effet entre masse salariale et niveau des prix est ainsi ruiné; dans son extrême simplicité, l'exemple ci-dessus en montre clairement la raison : on ne peut pas raisonner sur la liaison salaires-prix « toutes choses égales par ailleurs » puisque préci-

sément, rien n'est égal d'une période à l'autre! Les qualifications changent et surtout le rapport capital-travail (ce qu'on appelle l'intensité capitalistique) se modifie, faussant complètement les comparaisons temporelles.

En définitive, la seule leçon indiscutable à tirer de l'affrontement salaires-prix est que la hausse des salaires ne peut être responsable de la hausse des prix d'une part qu'en proportion de la part des salaires dans les charges d'exploitation totale des entreprises, et d'autre part qu'en fonction de l'excédent de la hausse des salaires sur celle de la productivité. Ainsi, lorsque les salaires s'accroissent de 10 % et qu'ils représentent 60 % du total des charges (ce pourcentage de 60 % représente à peu près la situation française), la répercussion mécanique sur les prix est de 6 %. Si ceux-ci s'élèvent de 10 %, c'est que les autres charges ont elles aussi leur responsabilité dans cette hausse. En ce sens, l'argumentation syndicale contestant la responsabilité des salaires dans l'inflation a plus de poids que la position patronale inverse puisque la part des salaires dans le compte d'exploitation des entreprises va diminuant.

Il faudrait ajouter à ce procès de la théorie de Phillips la corrélation intéressante que Eckstein et Fromm ont établie entre l'évolution des prix de gros industriels et le taux d'emploi des équipements industriels¹. Plus le taux d'emploi des équipements est élevé, plus le coût de cette activité est élevé, plus les prix montent.

Eckstein et Fromm se gardent certes d'établir des liens

1. « The Price Equation », *American Economic Review*, décembre 1968.

de causalité trop forts, mais le moins qu'on puisse dire est que leurs travaux jettent une suspicion supplémentaire sur la théorie de Phillips. Et quand on sait que celle-ci constitue le point fort des argumentations patronales à l'encontre des revendications salariales, on comprend que rarement querelle d'apparence théorique n'a eu autant d'incidence pratique.

Nous pensons donc qu'il n'est pas possible de tirer de conclusion définitive de la corrélation statistique existant entre l'évolution des salaires et celle des prix. En revanche, il est certain que les salaires ne sont pas la seule variable à examiner, du côté des coûts de production, dans cette analyse de la hausse des prix. On s'en persuade en constatant que les entreprises dominantes profitent souvent des poussées salariales (par exemple, les profits se sont beaucoup accrus après les accords de Grenelle de 68) : il suffit que l'effet conjugué des progrès de productivité et de la hausse des prix soit supérieur à celui de la hausse salariale pour que les profits soient gagnants dans cette partie à trois que jouent les salaires, les profits et les prix. Que sur une année, le taux de croissance salarial soit plus fort que celui des prix n'altère bien entendu aucunement la démonstration puisque la variable prix est beaucoup plus rapidement maniable que la variable salaire et que celle-ci a tendance à suivre une courbe en escalier tandis que la courbe des prix est plus linéaire. Autrement dit, les prix progressent de façon continue tandis que les salaires progressent par à-coups, à l'occasion d'accords internes à l'entreprise ou à la branche. Les entreprises dominantes parviennent ainsi à

préserver — voire à augmenter — leurs marges de profit, tout en intégrant les hausses salariales.

102. A LA RECHERCHE DU PROFIT

Depuis sa fondation il y a deux siècles, l'économie théorique se débat dans un nombre très restreint de questions dont la simplicité apparente de l'énoncé n'a d'égale que l'extrême complexité de leurs réponses. Parmi celles-ci figure bien sûr l'éternelle interrogation sur l'origine de la valeur mais aussi celle sur l'avenir de la croissance : le système capitaliste peut-il indéfiniment assurer la croissance économique, peut-il sans cesse développer des activités qui dégagent un profit ?

La théorie économique marxiste met en lumière une évolution tendancielle à la baisse du taux de profit. Elle s'analyse — très brièvement — comme la difficulté croissante qu'éprouve le capital à s'immobiliser dans des investissements rentables. Ces occasions propices à l'investissement se font plus rares à long terme d'une part parce que l'amélioration de la productivité du travail exige un volume de capitaux de plus en plus considérable et d'autre part parce que la combativité des travailleurs tend à limiter les possibilités de contenir les salaires.

Le capital s'efforce bien sûr de conjurer cette loi de tendance à la baisse.

Il a jusqu'à présent réussi, réfutant dans la pratique ceux qui donnent de cette loi une interprétation « écono-

miste » et mécaniste. Dans la pensée marxiste, en effet, *une telle loi de tendance n'est pas isolable du reste des phénomènes économiques et sociaux*. C'est pourquoi la loi de tendance à la baisse du taux de profit peut sur une longue période ne pas se trouver confirmée économiquement, à condition de reporter ses effets sur une autre partie du champ social¹. L'intérêt de cette loi est de montrer que l'évolution naturelle du capitalisme serait constituée par une baisse du taux de profit. L'objet de l'activité des capitalistes est donc de lutter contre cette tendance... ce qui n'a jamais voulu dire qu'ils n'y réussissaient pas. La forme de cette loi permet de cerner les divers types de réactions possibles. Ainsi le capital cherche à la contrecarrer en pesant sur la valeur de la force de travail et en modernisant les machines, mais par là même, il accentue certaines contradictions dans le champ politique et social. Des exemples de ces contradictions sont les revendications populaires pour le maintien du pouvoir d'achat ou le mouvement général de révolte des O.S. en Europe, « fruits » de cette contradiction interne à la loi. De même la colonisation et l'impérialisme, sources de marchés à plus forts taux de profits, entraînent des révoltes nationales voire socialistes, qui, à terme, affaiblissent les pays impérialistes. Il est donc indispensable d'intégrer la loi de baisse tendancielle à l'analyse de la lutte globale des classes.

1. Marx a consacré 15 pages à l'exposé de cette loi, 9 pages à évoquer les effets qui la contrarient et 24 pages à l'analyse des « contradictions internes de la loi ». *Le Capital*, liv. III, 3^e sect., Bibl. de la Pléiade, t. II, p. 1001 et sqq.

Ceci ne retire rien au fait que le capital a également réussi à conjurer cette loi de tendance sur le strict terrain économique.

Cette réussite a d'abord été acquise par le progrès scientifique et technique, y compris dans le domaine de l'organisation du travail, qui en mettant au point des combinaisons capital-travail toujours plus performantes a permis de maintenir des taux de profit élevés. Nul doute que l'avancée de la science soit loin d'être achevée et que le capitalisme trouvera là encore à l'avenir des forces nouvelles : certains commencent néanmoins à penser que le rythme de l'amélioration de la productivité du travail se ralentit.

Ce ralentissement est confirmé par les statistiques de l'économie américaine et même de l'économie française. Il faut bien sûr interpréter avec une grande prudence un tel renversement de tendance qui n'a au plus (dans le cas des États-Unis) qu'une dizaine d'années d'ancienneté. Nous n'en tirerons donc pas de conclusion définitive sur l'avenir du capitalisme d'autant plus que celui-ci donne naissance à des structures multinationales qui peuvent suppléer une éventuelle perte de puissance des structures nationales.

Compte tenu de ces importantes réserves de méthode, on peut s'interroger sur la coïncidence actuelle de la poussée inflationniste et d'une phase d'efforts intenses pour rentabiliser le capital. A notre sens, cette coïncidence n'est pas fortuite. Au contraire, l'inflation est la réponse à la question suivante : dans une période où il est plus difficile d'obtenir par l'activité économique des profits

substantiels, par quels moyens aider les capitaux industriels à dégager ce profit? Un des moyens traditionnels est de demander à l'État de prendre à sa charge les infrastructures industrielles, ce qu'il a fait à Fos-sur-Mer par exemple, ou de bonifier les prêts directs aux entreprises, comme c'est la règle générale pour les zones industrielles. Mais le moyen le plus récent et certainement pas le moins efficace, c'est l'inflation.

Celle-ci a d'abord pour effet de faciliter l'élimination des « canards boiteux ». Elle entraîne une hausse des taux d'intérêt qui frappe particulièrement les petites et moyennes entreprises (P.M.E.) et nécessite la réalisation d'un taux de profit nominal très élevé. Ces taux de profit nominaux sont souvent hors de portée des P.M.E. qui doivent céder le pas aux grandes firmes ou travailler à perte, en fait, même si l'inadéquation de notre comptabilité et ses manipulations permettent de renvoyer à plus tard le verdict final.

L'inflation permet ensuite une certaine fuite de l'épargne vers les placements « sûrs » tels que la pierre ou les objets d'art, ce qui réduit d'autant la masse des capitaux qui se font concurrence dans le secteur productif. Enfin, on voit se développer, grâce à l'inflation, un usage purement spéculatif des liquidités financières dans le cadre de la spéculation monétaire internationale. Cet usage strictement improductif de capitaux contribue également à détendre le marché du capital productif.

Ainsi, pour toutes ces raisons, l'inflation supplée en partie le progrès technique comme facteur de rentabilisation du capital.

Cet aspect de l'inflation dans l'économie capitaliste contemporaine soulève immédiatement trois problèmes. Premièrement, n'est-il pas contradictoire de dénoncer à la fois une surabondance de capital et une insuffisance des investissements collectifs, ainsi que le fait la gauche; deuxièmement, comment est-il possible qu'une économie connaisse simultanément une crise de liquidité et une abondance excessive d'épargne liquide, ce qui est le cas de la plupart des pays occidentaux et notamment de la France depuis le début de 1974; et enfin, troisième problème, les pays communément appelés socialistes n'ont-ils pas à cet égard les mêmes difficultés que leurs concurrents capitalistes?

Le premier problème est aisément résolu dès que l'on précise quelque peu la nature des investissements réalisés en régime capitaliste. Nous avons dit comment l'inflation participe à l'obtention d'un taux de profit satisfaisant et qu'il existe une autre méthode, plus ancienne, pour parvenir au même résultat, qui consiste à transférer à l'État la charge des investissements non ou peu rentables. Le capital privé peut alors se concentrer dans les meilleures zones de réalisation du profit. Cette accumulation massive des capitaux a d'autant plus de facilités à se perpétuer lorsqu'elle se finance par la méthode la plus indolore qu'est le réinvestissement des profits ou autofinancement. Financés au contraire par des méthodes plus directement contraignantes que sont l'impôt ou l'emprunt, les investissements collectifs ne peuvent bénéficier d'une telle manne. La position de faiblesse des investissements collectifs par rapport aux investissements privés est aggravée

par l'inflation pour la raison qu'a justement soulignée Paul Fabra¹ : seules les entreprises privées de taille importante ont la possibilité d'augmenter leurs prix en parvenant à justifier cette hausse auprès du consommateur par une publicité habile sur la prétendue amélioration du produit (ou du service) vendu. Ainsi se créent-elles par l'inflation une source sûre de progression de l'investissement. A l'inverse, les administrations et services publics n'ont pas la faculté, pour des raisons politiques évidentes, d'user aussi librement des hausses de prix ni de la publicité. La preuve statistique de cette affirmation est éclatante à la lecture des résultats des V^e et VI^e plans français : les investissements des sociétés privées ont considérablement progressé tandis que les investissements collectifs n'ont jamais atteint les objectifs assignés.

Dès lors, on voit bien que lorsque les pouvoirs publics — et notoirement M. Giscard d'Estaing lorsqu'il fut ministre des Finances — rognent les crédits aux équipements collectifs pour, disent-ils, freiner l'inflation, ils font un complet contresens ou ils abusent l'opinion. Car ce n'est pas cette catégorie d'investissement qui engendre l'inflation, c'est au contraire l'inflation qui les réduit à la portion congrue; leur donner le coup de pied de l'âne comme l'a fait la loi de finances pour 1975 n'a donc pour objet que de renforcer la prédominance de l'investisseur privé. On voit ici comment l'obsession démagogique de l'équilibre budgétaire, sur laquelle nous reviendrons

1. Cf. *Le Monde* des 25-26-27-28 et 29 juin 1969, « L'inflation et la société de consommation ».

au § 21, peut mener à l'opposé du résultat que l'on dit rechercher.

Le second problème soulevé par notre analyse est que l'on parle à la fois d'un excès de liquidité de l'économie et... d'une crise de liquidités! Incompréhensible dans une situation stable, ce paradoxe s'explique dans une conjoncture inflationniste. Dans une situation stable, les agents économiques doivent pouvoir opérer un calcul rationnel du coût du futur : autrement dit, les entreprises, les particuliers, les banques, ou l'organe de planification, doivent disposer d'un taux d'actualisation permettant de mener une politique d'investissement rigoureuse. L'inflation annihile les conditions concrètes du calcul optionnel entre réalisation à court terme et réalisation à long terme en jetant une incertitude rédhibitoire sur l'environnement monétaire et financier du moyen et long terme. Cette incertitude alimente la tendance des entreprises à privilégier l'investissement spéculatif au détriment de choix socialement plus utiles, mais dont la rentabilité financière est frappée d'un doute sérieux par l'inflation. Les agents économiques structurellement épargnants ont dans ce contexte une appréhension légitime à l'égard de l'épargne longue; c'est pourquoi les marchés obligataires sont désormais asséchés au profit d'une épargne liquide attirée sur les marchés monétaires nationaux et internationaux par des taux d'intérêt considérables (même s'ils ne le sont que nominalement et s'ils sont en valeur réelle négatifs, ce qui est le cas en France depuis le début de 1974). Cet assèchement du marché de l'épargne longue a pour effet de priver les institutions financières de ressources de cette

nature. C'est pourquoi elles sont obligées de jouer plus que par le passé leur rôle de transformateur d'épargne et d'utiliser à des immobilisations les ressources de l'épargne liquide. Mais cette mécanique de la transformation qui, utilisée modérément, peut aider à financer la croissance, constitue en situation inflationniste, une sorte de vis sans fin : plus le volume de la transformation s'accroît, plus la demande de liquidités nouvelles de la part du système bancaire s'intensifie car celui-ci craint de ne pouvoir honorer les exigences de remboursements de créances, comme plusieurs petites banques allemandes en ont fait l'expérience pendant l'été 1974. C'est pourquoi les taux d'intérêt à court terme sont incités à monter alors que le taux de liquidités de l'économie est déjà trop élevé, contribuant par là même à renforcer le déséquilibre initial. Ainsi est bouclé le cercle vicieux de la crise des liquidités en régime inflationniste.

Troisième problème soulevé à l'égard de notre analyse de l'inflation capitaliste, celui des investissements dans les pays d'Europe de l'Est. On a cru longtemps que ces pays réussissaient à limiter voire à supprimer l'inflation : depuis le début des années soixante-dix, on a compris que ce jugement était faussé par une attention trop exclusivement portée sur l'indice des prix. En effet, la planification normative centralisée permet de contrôler parfaitement le niveau des prix si l'autorité politique en a décidé ainsi; mais ce n'est pas pour autant que l'inéluctable équation liant le volume de l'offre à celui de la demande trouve une solution. Le problème se trouve simplement déplacé de la variable prix où il se situe en

Occident aux autres variables de l'équilibre économique. C'est ainsi qu'en Union Soviétique, le volume de l'épargne réalisée par les ménages est en augmentation considérable depuis 1968, ce qui traduit une sorte d'inflation à la mode soviétique. Cet excédent d'épargne est en effet le moyen par lequel le circuit économique équilibre une insuffisance de l'offre de biens de consommation par rapport à la demande. Dans les pays occidentaux (ou dans certains pays de l'Est comme la Hongrie où les prix administrés sont rares), c'est la variable prix qui tient ce rôle de soupape. Il y a donc possibilité de déséquilibre dans les deux systèmes. La différence fondamentale vient de ce que l'inflation capitaliste résulte de la structure de l'économie de profit tandis que la croissance modérée de la consommation en économie soviétique résulte d'une décision planifiée. C'est pourquoi, grâce à un effort d'investissement exceptionnel, l'Union Soviétique connaît des succès remarquables dont le système éducatif et culturel est le mieux connu. Il est donc difficile, en définitive, de dresser, sur le thème de l'inflation, un parallèle entre deux systèmes économiques dont la structure, l'histoire et les objectifs sont si différents.

103. L'INFLATION STRUCTURELLE MONDIALE : LES MATIÈRES PREMIÈRES ET LA MONNAIE

Le désordre engendré par l'inflation n'atteint pas que la monnaie, mais aussi les esprits. On s'en rend compte

aujourd'hui à propos de la brusque avancée du problème des matières premières sur le devant de la scène. Ainsi, à la question de savoir quelles sont les causes de l'inflation, les Français placent l'augmentation du prix des importations, notamment les matières premières, au premier rang. (Cf. sondage COFREMCA/en annexe.) Cette appréciation est démesurée puisqu'en 1974, les prix français à la consommation des ménages du 1^{er} janvier au 31 décembre 1974 ont connu une hausse de 15,2 % dont approximativement 4,5 % sont dus aux importations (soit 3 % pour le seul pétrole); ces 4,5 % seraient considérables en période « normale », mais sont en définitive une fraction relativement modeste de la hausse globale. Le fait que l'opinion publique se trompe sur ce point ne manque pas d'intérêt. Il montre combien la réflexion peut s'égarer lorsque la situation économique se dégrade à une telle vitesse. Ceci ne signifie pas qu'il faille sous-estimer l'importance de l'inflation sur les matières premières, mais la replacer dans son juste cadre, lequel s'appuie sur deux analyses.

La première consiste à jeter un regard rétrospectif sur ces dernières années pour constater que le drame des pays en voie de développement (P.V.D.), principaux producteurs de matières premières a toujours été de voir les termes de leurs échanges avec l'extérieur évoluer en leur défaveur. Autrement dit, à volume égal d'importations de produits finis en provenance du monde développé, les P.V.D. devaient constamment exporter plus de leurs produits. Telle est la loi de l'échange inégal qui a sa source économique dans la différence existant entre les

économies développées et les autres au niveau de la valeur-travail contenue dans les biens et services échangés et qui fait de la « liberté » des échanges internationaux un gigantesque système de spoliation des économies sous-industrialisées. Avec l'augmentation brutale du prix de certaines matières premières, cette logique de la spoliation est pour la première fois enrayée et c'est pourquoi cette nouvelle politique peut contribuer à une meilleure répartition des richesses à travers le monde. Bien entendu, cette analyse très générale ne doit être appliquée qu'avec discernement puisque dans cette inflation sur les matières premières, on trouve à la fois des hausses de prix justifiées par la situation que nous venons de dénoncer, mais aussi des pratiques plus contestables telles que la politique de certains États pétroliers peu peuplés. Celle-ci n'a rien à voir avec un souci de répartition plus juste des richesses mondiales et s'assimile en tous points aux méthodes et aux objectifs du capitalisme.

Le second élément permettant d'apprécier correctement la hausse des prix des matières premières est... l'inflation mondiale! En effet, il suffit de regarder les statistiques pour voir clairement que les dirigeants des pays du Tiers-Monde, en particulier ceux qui produisent du pétrole, sont fondés à présenter ces hausses comme un rattrapage des hausses de prix des produits manufacturés. Au départ, c'est l'inflation occidentale qui est la cause de l'inflation sur les matières premières et non l'inverse. Par la suite, l'économie mondiale étant un circuit fermé, les inductions changent de sens et la hausse des prix des matières premières vient aggraver la hausse générale des prix

occidentaux et mondiaux, mais cela ne doit pas faire perdre de vue la responsabilité initiale.

Si l'inflation capitaliste entraîne une hausse mondiale des prix préoccupante, là ne sont sans doute pas les aspects les plus graves du phénomène. En effet, la croissance capitaliste actuelle, nourrie par l'inflation, met en danger l'équilibre physique de la planète en la polluant et en épuisant ses ressources; si aucune alternative politique n'est mise en œuvre, la génération qui vient sera confrontée à une véritable impasse mondiale de l'espèce humaine dont la crise énergétique n'est que le premier symptôme probablement passager, en raison des nombreux substituts énergétiques possibles des hydrocarbures, mais prémonitoire. Nous reviendrons sur ce point en présentant le diagnostic de la crise actuelle de la science économique (§ 30).

La crise du système monétaire international est un aspect fondamental de l'inflation structurelle mondiale. Une fois encore, les événements pétroliers n'ont fait que porter à son paroxysme une situation dont la logique économique du capitalisme était porteuse et sur laquelle il est utile de s'arrêter.

En effet, les rivalités inter-nations au sein du monde capitaliste pour la domination commerciale et financière sont la cause originelle de la crise monétaire. Ces rivalités expriment les stratégies nationales de réalisation du profit. Pendant plus de vingt ans, la stratégie américaine d'excédent commercial et de déficit des paiements — fondés techniquement sur le principe du gold exchange standard défini en 1944 à Bretton Woods — n'a pas été

attaquée. L'économie américaine était, à tous points de vue, dominante : sa monnaie jouissait d'une parité fixe et incontestée par rapport à l'or tandis que les autres monnaies se définissaient par rapport au dollar. Mais à partir de la fin des années soixante, un double mouvement a convergé pour mettre en cause cet équilibre de domination; d'une part, la pratique systématique du déficit des paiements a jeté le doute sur le lien privilégié du dollar à l'or et d'autre part, les progrès de productivité de l'Europe et du Japon ont commencé à entamer la supériorité industrielle de l'Amérique. On comprend dès lors que le système du gold exchange standard ne s'est pas effondré « par hasard » ou pour les obscures raisons techniques dans lesquelles on cherche souvent à noyer l'opinion publique. Au contraire, l'établissement progressif du cours forcé du dollar puis ses dévaluations, puis la fin du principe des parités fixes, ont été les épisodes successifs de la stratégie américaine pour maintenir les écarts de productivité entre l'économie des États-Unis et celles de l'Europe et du Japon. *La défense de la compétitivité commerciale et de la prédominance financière de l'Amérique — c'est-à-dire la défense de son niveau de vie et du consensus national qu'il permet — est la cause réelle de la crise monétaire, laquelle apparaît ainsi clairement comme une phase de l'évolution de l'impérialisme.*

Cet affrontement pour le maintien de l'hégémonie américaine a eu pour conséquence une accélération de l'inflation. Il faut reconnaître à Jacques Rueff le mérite d'avoir le premier démontré les mécanismes de cette infla-

tion monétaire même si les remèdes qu'il a proposés ne vont pas dans le sens que nous souhaitons. L'économiste français a appelé les dollars issus du déficit de la balance américaine des paiements une « monnaie-boomerang » puisque le meilleur emploi que pouvaient en faire les pays qui les recevaient était de les replacer sur le marché monétaire américain. Ainsi se créait la situation étonnante d'une monnaie émise sans contrepartie matérielle et deux fois créditée à l'actif du bilan monétaire international! Puis, lorsque les autorités fédérales américaines ont décidé à la fin des années soixante de limiter l'inflation intérieure, notamment par le blocage des taux d'intérêt, la fuite monétaire que constitue le déficit des paiements américains s'est reportée sur les marchés financiers européens sous la forme des eurodollars. Ainsi ce déficit a-t-il été à l'origine de la création d'un marché de liquidités, considérable et incontrôlé, générateur d'inflation. Nous avons vu à propos de la situation française comment un excédent de liquidités peut aller de pair avec une crise de liquidités. Ce paradoxe se reproduit exactement de la même manière au niveau international et c'est ce qui explique la flambée des taux d'intérêt sur tous les marchés du monde, jusqu'en 1974.

La dernière réforme du système monétaire international préparée au sein du Fonds Monétaire International (F.M.I.) ne vise en fait qu'à modifier l'apparence des choses sans toucher au fond.

La décision prise sur la détermination de la valeur des Droits de Tirage Spéciaux (D.T.S.) prévoit que celle-ci découlera d'un « panier-type » composé des monnaies

des seize pays dont la part dans les exportations mondiales de biens et services a été, pour chacun d'eux, supérieure à 1 % au cours de la période 1968-1972. Cette nouvelle méthode remplace le système antérieur selon lequel les D.T.S. étaient définis par rapport au dollar puis, pendant une courte période, par rapport à l'or.

A première vue, le progrès est considérable : les réserves en D.T.S. des différents pays deviennent largement indépendantes de la valeur du dollar, puisque celui-ci ne représente qu'une part du « panier-type ». Une dévaluation unilatérale de la devise américaine ne pourrait donc plus, du jour au lendemain, affecter de plein fouet les avoirs en moyens de paiement internationaux des autres pays du monde.

La réalité est beaucoup moins idyllique, pour les deux raisons suivantes :

Premièrement, sous prétexte qu'un calcul fondé sur une moyenne des exportations de biens et services ne donnerait pas une image conforme à l'importance réelle du dollar (les États-Unis proprement dits ne représentent plus en effet que 12 à 13 % du total du commerce mondial), le dollar reçoit arbitrairement un coefficient de pondération de 33 % dans le panier.

Les D.T.S. sont ainsi directement liés au dollar pour un tiers de leur valeur, et beaucoup plus en fait si l'on veut bien considérer les relations de dépendance économique qui, à l'intérieur de la zone atlantique, attachent aux États-Unis plusieurs de leurs partenaires. Une dévaluation du dollar, comme l'expérience l'a montré, serait suivie par celle de la majorité des monnaies du « panier-type ».

La nouvelle définition des D.T.S. est certes un peu moins condamnable que celle qui les exprimait directement en dollars. Mais cette nouvelle monnaie internationale n'a rien d'un étalon de valeur. Son « pouvoir d'achat » réel dépendra en effet, de façon importante, de la politique monétaire suivie à la Maison-Blanche, et décroîtra vraisemblablement à proportion de l'ampleur du déficit de la balance des paiements américaine.

Deuxièmement, ce progrès formel est accompagné d'une concession fondamentale, accordée sans aucune contrepartie : les D.T.S. n'ont plus aucun lien direct avec l'or, ce qui satisfait la thèse américaine de démonétisation du métal précieux. L'accord Ford-Giscard d'Estaing de la Martinique (décembre 1974) sur la revalorisation comptable des stocks d'or des banques centrales ne change rien au fond, contrairement à ce qui a pu être dit sur de prétendues concessions américaines. Il a cependant d'importantes conséquences dans le cadre de la stratégie mondiale du pétrole puisqu'en multipliant par quatre les capacités d'endettement dévolues par l'or aux pays détenteurs, il dévalorise d'autant le pouvoir d'achat de l'or noir. On peut supposer que les pays producteurs de pétrole ne se laisseront pas déposséder aussi facilement par de tels artifices : la nouvelle donne mondiale appelle une négociation sérieuse sur la stabilisation du système monétaire international.

Les socialistes, bien entendu, sont hostiles au principe d'une régulation monétaire internationale aveugle, soumise aux hasards géographiques de la production de l'or et aux vagues de la spéculation sur le marché de Londres.

Le métal jaune ne saurait donc, à leurs yeux, constituer la base d'un nouveau système monétaire.

En principe, en régime libéral, il faut, sous peine d'accorder des privilèges exorbitants à certains pays, que toute monnaie nationale utilisée pour des paiements internationaux soit, à tout instant et sur simple demande des porteurs, convertible en une autre forme de monnaie auprès de la nation émettrice, autre monnaie que celle-ci n'ait pas le pouvoir de fabriquer et dont elle soit obligée de protéger l'encaisse en veillant à l'équilibre extérieur de son économie.

Tel était le mécanisme qui prévalait tant que le dollar était convertible en or. Le souci de maintenir un stock suffisant dans les caves de Fort-Knox aurait théoriquement dû empêcher les États-Unis de se désintéresser de l'évolution de leur balance des paiements. Le président Nixon a supprimé ce lien, qui allait trop fortement à l'encontre des intérêts économiques du capitalisme américain et en particulier, comme on le verra ci-dessous, de ceux des sociétés multinationales. L'abandon de la définition en or des D.T.S. fait disparaître le dernier élément de contrainte. Que vaut le principe de convertibilité si la monnaie de réserve en laquelle on peut transformer les excédents de dollars est précisément, comme on vient de le montrer, indexée sur le dollar?

Le chaos monétaire va donc se poursuivre, la hausse des cours de l'or sur le marché libre en marquant les étapes successives : le métal jaune va retrouver une fonction qu'il n'a jamais tout à fait abandonnée, celle de « révélateur de désordres » et de recours ultime en cas

d'érosion trop rapide de l'ensemble des monnaies-papier.

Il faut bien voir, en effet, que le comportement monétaire des États-Unis n'a aucune raison de se modifier. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les taux de profit que peuvent obtenir les sociétés américaines à l'intérieur de leurs frontières nationales sont très inférieurs à ceux que leur offre l'investissement à l'étranger. De là découlent l'apparition progressive des sociétés multinationales, puis leur expansion rapide, l'évasion des capitaux américains vers l'Europe, le Japon et les mieux dotés des pays en voie de développement, et les déficits accumulés de la balance des paiements.

Le fait monétaire majeur qui facilitait un tel mouvement était non pas, comme on le dit trop souvent, le caractère de monnaie de réserve du dollar, mais bien qu'il fût la seule monnaie de paiement, au niveau des agents économiques eux-mêmes, à caractère international. Ainsi l'investisseur américain peut-il, en toute sérénité, sans qu'aucun risque de change pèse sur ses activités, utiliser du dollar très normalement fabriqué par son système bancaire national, pour acquérir à l'étranger usines, sociétés, terrains, immeubles. Les principes du libre-échange, appliqués de plus en plus complètement sous la pression politique de la diplomatie américaine, ont permis d'abattre les dernières digues qui pouvaient faire obstacle à ces marées monétaires.

Le risque de change est ainsi rejeté sur les « partenaires » des États-Unis, détenteurs de formidables avoirs en dollars, l'évolution de la conjoncture pétrolière ayant pour effet de substituer progressivement dans ce rôle les

pays producteurs à l'Europe. A eux, également, est dévolue la responsabilité de demander la convertibilité du dollar (mais en quoi?) le jour où ils en trouvent l'accumulation excessive. Quelle garantie peut, de ce point de vue, leur offrir un système où l'ultime monnaie de réserve, les D.T.S., a une valeur aussi fondante que celle du dollar lui-même, et peut être créée sans aucune limite par un organisme, le F.M.I., qui est politiquement dominé par les États-Unis?

La situation monétaire internationale actuelle est donc d'abord caractérisée par l'héritage du passé; et on ne voit pas pourquoi à cet égard les États-Unis abandonneraient le privilège du dollar, fût-il atténué par les D.T.S., qui les met à l'abri de la contrainte d'équilibre extérieur. Mais la situation actuelle est aussi celle d'un bouleversement de la géographie des créditeurs et des débiteurs consécutive au quadruplement du prix du pétrole. Un rapport de force est en train de se chercher sur la base duquel s'établiront les liens entre pays déficitaires et pays excédentaires. Il est à craindre qu'en l'absence d'un pôle politique et économique à la puissance équivalente, les États-Unis parviennent à devenir le partenaire principal des pays producteurs de pétrole dans les mécanismes nécessaires du recyclage des pétrodollars. Ils pourraient ainsi canaliser une part importante de ceux-ci au profit de l'économie nationale; les firmes multinationales bénéficieraient sans doute également de cette nouvelle donne et pourraient ainsi conforter leur rôle international sur lequel il nous faut revenir.

L'importance prise par les firmes multinationales dans

l'économie mondiale, ainsi que les moyens d'action dont elles disposent sont en train de transformer profondément les conditions d'apparition et de développement des tensions inflationnistes. Tantôt leur puissance leur permet des opérations qui restent interdites aux entreprises plus petites; tantôt leur aptitude à intervenir simultanément dans plusieurs pays leur donne les moyens de se soustraire aux mesures de lutte contre l'inflation qui peuvent être prises par les responsables politiques.

Grâce à leurs moyens financiers et en particulier à leurs capacités d'autofinancement, les firmes multinationales renouvellent fréquemment leur capital technique. La volonté d'échapper aux revendications syndicales et aux mouvements sociaux les conduit à automatiser au maximum leurs usines. Ce fut le cas en particulier après 1968 dans de nombreux pays développés. Parallèlement, le rachat d'autres entreprises se traduit très fréquemment par une « modernisation » des moyens techniques.

Bien plus, pour bénéficier des meilleures conditions de production, les entreprises les plus puissantes sont incitées à fermer leurs établissements dans certains pays ou régions et à construire d'autres usines ailleurs (transfert de la sidérurgie de Lorraine à Fos, fermeture des ateliers textiles des vallées des Vosges et ouverture de nouvelles usines au Proche-Orient, implantation de B.S.N. en Asie du Sud-Est, etc.). Le rythme d'obsolescence du capital s'accélère, des investissements considérables sont effectués qui correspondent le plus souvent non pas à une augmentation des capacités de production, mais à un aménagement différent des techniques de production.

Dans les conditions actuelles des échanges internationaux, il est extrêmement rare qu'une entreprise puisse exercer un monopole dans un seul pays et les capacités de domination d'un marché sont liées au caractère multinational des firmes.

Mais pour la plupart de ces entreprises, les mécanismes de détermination des prix ne sont pas du tout ceux que l'on rencontre dans une économie de concurrence. Par exemple, pour I.B.M., le prix de vente des ordinateurs (et en particulier les plus puissants) ou le prix de la location n'ont aucune espèce de rapport avec le coût de fabrication ou de fonctionnement de l'appareil. Sur ce plan, l'exemple le plus frappant est certainement celui du pétrole. L'évolution des prix de la production et de la consommation des produits pétroliers entre la fin de 1973 et la fin de 1974 est encore mal connue et l'analyse précise de cette période restera en tout état de cause, assez difficile.

Cependant, le rappel de quelques faits suffit à éclairer des orientations générales : le 17 octobre 1973, à Koweït, les pays de l'O.P.E.P. augmentent de 17 % le prix du brut, le 23 décembre 1973, à Téhéran, une nouvelle hausse est décidée : elle fait plus que doubler le prix antérieur. A l'époque, les « Majors » n'apparaissent pas : pour l'opinion, la responsabilité des hausses de prix incombe uniquement aux pays producteurs et elles sont fondées sur des raisons politiques : il s'agit d'amener au Proche-Orient un règlement favorable aux pays arabes.

Pourtant, les firmes pétrolières sont largement bénéficiaires de ces hausses : pour le premier semestre 1974, la plupart d'entre elles annoncent que leur profit a aug-

menté de 200 à 300 % par rapport à la même période de l'année précédente, et ce malgré la stagnation ou la légère diminution des quantités vendues.

A la fin de l'année 1974, au moment où l'Arabie Saoudite (le pays le plus sensible aux pressions venant des États-Unis) préconise une baisse du prix du brut, le président de la B.P., sir Eric Drake, écartait l'idée d'une baisse parce que, a-t-il fait valoir, « il faut être conscient que le pétrole de l'Alaska et de la mer du Nord revient très cher ¹ »!

On a oublié que, il y a tout juste un an, on déclarait que les changements de prix étaient dus à des facteurs exclusivement politiques extérieurs aux compagnies; elles sont maintenant justifiées par des raisons d'ordre économique tenant aux investissements réalisés dans d'autres parties du monde.

Dans le même temps, on apprenait que les grandes compagnies avaient bénéficié d'un nouvel équilibre entre le pétrole de participation et le pétrole de concession : ce qu'on appelle le coût d'accès au brut a diminué, mais la facturation des maisons mères à leurs filiales consommatrices a continué d'être fondée sur les données antérieures.

Il est difficile de dire plus clairement que dans un marché dominé, le prix d'un produit n'a plus aucune espèce de lien avec son coût. D'autant que ces manipulations résultent de concertation à l'échelle mondiale dont il semble que les considérations de coût soient totalement absentes... Ainsi que l'écrit un journaliste spécialisé :

1. *Ener-presse*, n° 1196 du 14 novembre 1974.

« Les compagnies, d'un côté pensent qu'une augmentation de leurs prix de transfert en direction des pays consommateurs est inéluctable, ne serait-ce que pour inciter les gouvernements de ces pays en question à revoir la courbe des produits finis, particulièrement là où cette courbe est au-delà de l'allure moyenne mondiale, comme en Italie ou en France. D'un autre côté, la conscience serait vive de ne pas pousser les pays producteurs à aggraver leur tendance à l'alourdissement des coûts imposés aux grandes compagnies plus qu'aux petites¹. »

A un certain niveau de puissance, le prix joue deux rôles essentiels : il exprime le rapport de forces existant à un moment donné entre les producteurs et les consommateurs, et il est, comme le prouve l'analyse qui vient d'être citée, l'instrument d'application d'une stratégie mondiale.

En régime de monopole, l'un des éléments de fixation du prix est — à côté de l'élasticité de la demande — l'existence de produits de remplacement. La puissance et le caractère multinational des sociétés pétrolières leur permet de prendre progressivement le contrôle des sources d'énergie concurrentes du pétrole (charbon, schistes bitumeux, uranium), en sorte qu'elles puissent manipuler tous les éléments du prix de l'énergie et s'en servir pour développer leur puissance².

Le rôle des firmes multinationales dans le développement de l'inflation est particulièrement net pour les socié-

1. *Ener-presse*, n° 1167 du 2 octobre 1974.

2. Cf. J.-M. Chevallier, *Le Nouvel Enjeu pétrolier*, Calmann-Lévy, 1973.

tés pétrolières, mais on pourrait retrouver les mêmes phénomènes dans le secteur des télécommunications, de l'industrie chimique ou la construction de centrales nucléaires (entre 1967 et 1971, le coût de construction des centrales est passé de \$ 200 à près de \$ 450/kwe installé : il serait difficile de trouver une explication dans l'évolution du coût de chacun des éléments de l'ouvrage, mais plutôt dans l'élimination de quelques-unes des firmes susceptibles de concurrencer sur le marché mondial les principaux constructeurs, notamment Westinghouse et General Electric.

Tout aussi importantes sont les possibilités pour les firmes multinationales de se soustraire aux effets des mesures anti-inflationnistes qui peuvent être prises dans tel ou tel pays. L'exemple cité des motifs pour lesquels les compagnies pétrolières n'ont pas répercuté la baisse à la production montre au contraire que ces firmes ont de plus en plus le pouvoir d'orienter les politiques gouvernementales.

D'autres procédés techniques existent. Par exemple lorsqu'une usine fabrique des composants destinés à un atelier de montage situé dans un autre pays, le flux d'importations et d'exportations qu'elle entretient est totalement indépendant de la politique menée dans le pays où il est situé. Les restrictions de crédit non seulement frappent beaucoup moins les filiales de firmes multinationales que les autres, mais elles peuvent même les avantager d'une part parce que leurs facilités d'autofinancement sont beaucoup plus importantes, d'autre part parce que les transferts de fonds d'une filiale à une autre par

simples jeux d'écritures leur permettent d'emprunter dans les pays où les conditions sont le plus favorables.

Quant aux possibilités de spéculation monétaire, elles sont bien entendu infiniment plus importantes pour les firmes multinationales¹ que pour les autres; de même leurs capacités d'évasion fiscale beaucoup plus fortes.

Nous avons indiqué en ouvrant ce chapitre sur l'inflation structurelle mondiale qu'il est vain de parler de réformes de techniques monétaires hors du cadre du rapport de force politique. C'est pourquoi ceux qui voudraient construire un meilleur système monétaire (meilleur pour qui?) sans comprendre qu'il passe par la constitution d'un pouvoir politique capable de faire face aux intérêts des États-Unis et des firmes multinationales, perdent leur temps. La naissance d'un pôle socialiste en France pourrait être le catalyseur d'une volonté européenne autour de principes politiques, économiques et militaires communs. Il faut assurer au sein des familles politiques issues du socialisme en Europe une base minimum d'accord sur de tels principes d'autonomie par rapport au capitalisme et à son pôle dominant, les États-Unis. La lutte politique de toutes les forces socialistes pour acquérir un plus grand poids, chacune dans leur pays, est le meilleur gage d'une résolution ultérieure du problème monétaire et de l'inflation mondiale. Dans l'immédiat, il ne peut guère être question pour ces forces que de limiter dans la mesure du possible l'emprise américaine en

1. Sur toutes les possibilités offertes dans ce domaine aux F.M., Cf. *Fortune*, août 1973, « How the multinationals play the money game », Stobangh et Robbin.

dénonçant les mécanismes, comme nous avons tenté de le faire brièvement, et en exigeant des mesures conservatoires si ce n'est progressistes, dont on ne donnera ici que deux exemples : l'accroissement du poids du Tiers-Monde dans les instances monétaires délibératives telles que le Fonds monétaire international et l'établissement de mécanismes de contrôle des mouvements de liquidités opérés par les firmes multinationales. En définitive, il serait certainement illusoire, dans notre optique, de précipiter une unification monétaire européenne. Il y a dix ans, certains ont pensé qu'une force monétaire européenne serait capable de faire valoir une politique de régulation internationale et d'autonomie par rapport aux États-Unis. Cette hypothèse avait à l'époque une certaine vraisemblance; elle n'en a plus guère aujourd'hui pour au moins deux raisons. La première est que la Communauté a été depuis investie par une masse considérable de capitaux américains qui exerce désormais une pesanteur lourde. La seconde est que les structures économiques (régionales, sectorielles) n'ont pas eu tendance à s'homogénéiser de même que les évolutions des productivités internes n'ont guère été convergentes. Par conséquent, une intégration monétaire européenne risquerait d'une part d'accroître la dépendance atlantique et d'autre part de figer les disparités économiques internes.

L'inflation sociologique

« La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire¹. » La célèbre phrase de Marx commente le passage de l'économie féodale à l'économie capitaliste. Avec ce passage, c'est un énorme développement des forces productives qui s'opère, dans le cadre du progrès scientifique et technique et du mouvement de concentration du capital et du travail. Pendant toute cette période qui commence en Angleterre au xvi^e siècle et qui se prolonge encore en Occident, la production de biens matériels a vécu un prodigieux essor. Les conditions dans lesquelles cet essor s'est réalisé sont bien connues : les débuts du salariat et de la grande industrie se sont accompagnés, pour les travailleurs, de conditions de vie parfois pires que celles de l'âge féodal. Aujourd'hui, le capitalisme a reporté cette misère sur un Tiers-Monde dont l'exploitation fonde en partie sa prospérité. Car personne en Occident ne défend plus désormais la vieille thèse de la paupérisation absolue des travailleurs et chacun admet

1. K. Marx, *Le Manifeste du parti communiste*.

au contraire que le capitalisme a été un régime progressiste. La réalité est là : on ne meurt plus de faim ni de froid en Occident; les besoins les plus primaires sont satisfaits et la population a atteint un niveau relativement élevé d'instruction. Il reste bien sûr beaucoup à faire en ce domaine et ceux qui vivent aujourd'hui en France avec moins de 1 500 F par mois peuvent être considérés comme étant dans un état de misère, compte tenu du niveau de vie moyen; c'est pourquoi les revendications quantitatives portant sur les salaires et la durée du travail continuent d'être très importantes dans la plupart des conflits sociaux. Il n'en reste pas moins vrai que le potentiel productif actuel pourrait être sollicité afin d'accroître considérablement le niveau de vie des couches sociales les plus défavorisées. La forme et le contenu de la croissance pourraient alors être transformés. Il y a une condition décisive à ce renversement d'attitude : la réalisation d'une justice beaucoup plus stricte dans la répartition des fruits de la croissance. Car il est clair qu'il faut accorder la priorité à l'amélioration du niveau de vie matériel des plus démunis lorsque règne un état d'injustice intolérable. Si des progrès étaient accomplis en ce sens, on pourrait alors réaliser un nouveau pas vers la libération de l'homme : Il s'agit du partage du pouvoir, de la décentralisation des responsabilités, bref, de l'autogestion en ce qu'elle est fondamentalement une adéquation du décideur à la nature de la décision. Elle est une façon d'organiser la vie en société telle que les citoyens soient en prise directe sur les décisions qui les concernent (cf. § 401). Au lieu de s'engager sur cette voie qu'il ne peut par nature

pas prendre, le capitalisme choisit ce moment pour canaliser la réalisation de l'instinct de puissance vers le développement des empires industriels nécessaires à la production de masse et vers des comportements de compétition sociale liés au primat de la consommation marchande. Production et consommation sont liées au point que la consommation devient l'unique finalité de la production tandis que celle-ci n'a plus de justification que sa propre continuité¹. Le niveau atteint par le progrès technique pourrait donner à l'homme le temps et la liberté de se dégager du seul souci productif mais l'idéologie dominante ne le veut pas. Elle tend au contraire à mettre toutes les relations sociales sous le signe de la valeur marchande. Bien plus, la valeur d'usage des produits tend à s'effacer au profit d'une valeur de signe qui donne à chaque marchandise un effet de démonstration sociale. Tel est le principe de la « société de consommation » au sens où l'entendent les spécialistes de publicité et de marketing. Ils ont parfaitement compris le bénéfice que l'on peut tirer du postulat fondamental de l'économie politique selon lequel la principale potentialité de l'homme est sa force de travail; car si l'homme n'existe que par son travail, alors les rapports sociaux n'existent que par l'intermédiaire du système de la production et de ses valeurs marchandes. Comme l'écrit Jean Baudrillard, notre société est soumise au règne du discours productiviste dans lequel

1. Nous évoquons dans ce chapitre plusieurs des thèmes développés par Jean Baudrillard dans son livre *Le Miroir de la production* édité chez Casterman, 1973. Voir aussi, du même auteur, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972.

le matérialisme n'est que l'imposition d'un principe général de réalité destiné à coder tout désir et échange en termes de valeur marchande et de production. Marqué par ce code, l'homme ne peut plus se penser que comme élément du monde de la valeur marchande : il est prisonnier du miroir de la production.

Dans ce monde clos où l'économique détermine tous les autres aspects de la vie sociale, les phénomènes d'imitation sociale dont Veblen a décrit la naissance¹ se développent à grande échelle. L'achat de marchandises n'a plus seulement une fonction utilitaire — il l'a même parfois totalement perdue — mais une fonction de signe : « on n'achète pas des objets mais des statuts sociaux² ». Facilitée par l'extension de la vente à crédit, la course à la voiture luxueuse, à la résidence secondaire est un exemple de la fonction sociale de la consommation moderne.

Il est clair que cette intégration du signe et du symbole dans le système de la production est très favorable aux intérêts du capitalisme. Car elle détruit radicalement les frontières qu'une certaine philosophie simpliste de la nécessité avait dessinées aux besoins humains. La prouesse du capitalisme actuel est d'extraire le concept de besoin de la seule sphère matérielle pour l'intégrer au champ symbolique tout en le maintenant au service de la production marchande. Une telle politique du symbole se développe au mieux dans le cadre d'une société profondément inégalitaire. Car la condition indispensable à l'existence de désirs de rattrapage, d'acquisition de nouveaux sta-

1. Th. Veblen, *Politique de la classe de loisir*, Gallimard, 1970.

2. René Maury, *La Société d'inflation*, Seuil, 1973.

tuts sociaux par la consommation, est bien la permanence d'inégalités considérables. Et ce n'est pas la croissance capitaliste telle qu'elle existe aujourd'hui qui peut mettre fin à cette situation. On pourrait même dire au contraire que la mutation radicale du concept de besoin permet à ce type de croissance de reproduire sans fin la société identique à elle-même, les mêmes couches sociales cherchant à imiter le même modèle bourgeois dominant par la même méthode de la consommation de signes. A ce jeu, il n'y a pas de limite temporelle à la victoire du capitalisme. Tant que la croissance n'est pas remise en cause en ce qu'elle reproduit l'échelle des inégalités, son cycle n'a pas de raison de s'interrompre. Le rythme rapide des innovations vient s'ajouter à ce processus. Car si l'inégalité sociale devait constamment porter sur les mêmes comparaisons matérielles, elle deviendrait vite intolérable. Mais ce n'est pas le cas. Le cadre de vie change, les objets de consommation évoluent, les modes culturelles se transforment. L'inégalité reste parce que son contenu formel n'est pas immobile. Une fois de plus, les innovations et la croissance actuelle, si elles rendent possible une amélioration du niveau de vie, permettent également à l'inégalité de rester le fondement de la société et le moteur de la consommation marchande.

Dans ce cadre, l'inflation n'est pas d'abord une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie mais *l'indice de la transformation des désirs humains en valeurs d'échange*. On peut parler ici d'une inflation de signes, qui ne sont plus les signes monétaires mais les objets de consommation comme signes d'un statut social. Le capital profite

de cette concussion des rapports sociaux pour étendre son emprise à des domaines jusqu'alors étrangers au monde marchand. « Le marché s'étend à toutes les sphères de la vie; le logement, le loisir et la sexualité, maintenant l'espace, le soleil, l'eau... Il n'y a plus de zone préservée. Cet énorme essor, cette progression d'échanges marchands n'est que l'autre face de l'appauvrissement des rapports entre les hommes¹. » Au niveau strictement monétaire, cette arrivée dans le champ des valeurs marchandes de produits qui n'y figuraient pas mais qui existaient quand même (la montagne et la mer étaient des lieux de loisirs privilégiés bien avant de devenir objets de vente ou de location) est équivalente à une émission monétaire sans contrepartie matérielle. Cette analogie n'est pas absolue dans la mesure où, pour reprendre notre exemple, l'entrée de la montagne et la mer dans le domaine marchand a été accompagnée par la création de certains services (remontées mécaniques, aménagement des côtes, etc.) qui constituent une contrepartie matérielle à la monétarisation de ces secteurs; mais ceci n'explique pas tout et c'est pourquoi ces nouveaux produits dont les prix sont fixés arbitrairement par rapport à la quantité de travail requise pour les mettre à la disposition de l'utilisateur, sont source d'inflation.

De même, cette consommation que nous avons décrite comme signe social tend, du point de vue économique, à devenir un processus idéaliste, séparée de son rapport objectif au coût de production. Dès lors, le prix des mar-

1. *Pour le socialisme*, Projet de société des Assises du socialisme, 13 octobre 1974, Stock.

chandises devient arbitraire par rapport à ce coût de production et atteint un niveau d'autant plus élevé que la publicité et tous les médias sociaux ont réussi à transformer les motivations du consommateur au point qu'il n'achète pas un produit pour sa valeur d'usage mais pour sa valeur-signé, c'est-à-dire sans liaison monétaire avec la base matérielle que constitue, dans le calcul économique « normal », le coût de production, fondement de la valeur d'échange.

A ce processus inflationniste de dégradation sociologique de la valeur d'usage s'ajoute celui d'une dégradation plus objective. C'est devenu un lieu commun de dénoncer la pollution de l'environnement et la naissance de nuisances diverses. Mais a-t-on remarqué, comme l'a fait Jean Denizet¹, qu'il y a là non seulement une atteinte au niveau de vie mais une source d'inflation. En effet, « les nuisances, les désutilités sont telles que les salariés demandent pour les compenser, des additions de rémunération de plus en plus élevées, dans un effort désespéré pour maintenir un niveau de satisfactions réelles (non de pouvoir d'achat, mais de satisfactions " nettes " des nuisances) ». J. Denizet conclut que cette inflation de la demande salariale est bien la résultante d'une « diminution de la satisfaction obtenue par chaque salarié de ses dépenses marginales ». Notre époque retrouve ainsi la justesse de l'analyse marxiste selon laquelle le niveau de vie ne peut être considéré que d'un point de vue relatif, historique et social. Et on touche ici de nouveau du doigt

1. *L'Expansion*, mai 1973.

un des aspects de la politique économique giscardienne (sur laquelle nous reviendrons au § 21) qui confine à l'absurde. Il s'agit de la politique de l'équilibre budgétaire. On nous dit qu'il y a là un rempart d'acier contre l'inflation et dès que l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que ce qui n'est pas fait par la puissance publique au nom du dogme de l'équilibre, est cause d'inflation par un chemin détourné. En l'occurrence, la dégradation du cadre général de la vie sociale est à l'origine d'une pression accrue de la demande salariale.

L'affaiblissement des démocraties occidentales est un thème de plus en plus répandu. On peut même distinguer des symptômes d'une crise de civilisation. On a dit que de cette crise l'inflation est une des causes. C'est le contraire qui est vrai. L'inflation est une manifestation de la désagrégation des communautés nationales et de la communauté internationale. Ceci ne signifie pas qu'il y ait eu un quelconque âge d'or de l'Occident durant lequel les intérêts de chaque groupe social auraient convergé. Cette convergence n'a jamais existé. Mais ce qui a existé et qui meurt aujourd'hui, c'est l'acceptation collective de la pression sociale, parfois policière, qui maintenait tous les groupes sociaux dans les normes fixées par le groupe dominant, la bourgeoisie. Cette acceptation de la pression sociale et ces normes sont en voie de disparition parce que la domination du groupe-leader et la société inégalitaire qui l'accompagne sont vécues comme des contraintes

de plus en plus arbitraires. La revendication de parité dans l'ordre de l'économique et la revendication de pouvoir dans l'ordre du politique se font ainsi très pressantes. La démocratie libérale-conservatrice tenait et tient encore par l'intégration des revendications salariales. Désormais se développe une contestation radicale dont la revendication de pouvoir est l'expression. On voit des catégories professionnelles exiger du patronat privé ou public des concessions en termes de salaires ou de participation aux décisions avec une volonté accrue. En définitive, le principe d'autorité tel qu'il a pu s'exercer jusqu'à présent est en pleine décomposition. Le socialisme autogestionnaire est une réponse à cette crise en ce qu'il propose de nouveaux fondements à ce principe d'autorité. Mais il va de soi que la classe actuellement au pouvoir ne peut l'accepter et n'a le choix qu'entre la force et l'inflation. Le retour à un État fort, capable de faire taire les revendications serait peut-être une solution permettant le maintien au pouvoir de la bourgeoisie dans la stabilité sociale et monétaire. Mais quelle solution ! Il n'est besoin que d'imaginer l'Italie fasciste d'hier et — qui sait ? — celle de demain, pour savoir le prix en sang et en larmes d'une telle stabilité. Un prix d'autant plus fort que même ces méthodes d'inquisition n'ont plus pour elles la garantie de parvenir à l'ordre monétaire : qu'on se souvienne de la Grèce des Colonels qui ne réussit jamais à tenir les prix, et que l'on observe le désastre économique que constitue, sans parler du reste, la gestion Pinochet au Chili. C'est pourquoi jusqu'à présent, l'inflation a été préférée à la force : elle permet au pouvoir d'acheter la paix sociale

en donnant apparemment satisfaction aux forces revendicatives.

Ce rôle de lubrifiant social fait d'une telle inflation l'autre face de ce que nous avons appelé l'inflation sociologique. D'un côté, les travailleurs cherchent non seulement à défendre leur pouvoir d'achat mais aussi à progresser dans la hiérarchie de la société grâce à la consommation; de l'autre, la bourgeoisie a intérêt à céder sur ce terrain de la fuite en avant de la consommation et de la monnaie et à y maintenir les mouvements revendicatifs. Car tant que ceux-ci continuent d'être pris au piège de l'inflation insaisissable, le fond du problème — *c'est-à-dire : qui décide? et pour faire quoi?* — n'est pas abordé. En ce sens, l'inflation est bien un achat de la paix sociale par octroi de satisfactions matérielles partielles, et, surtout, provisoires, ainsi que par dissimulation de la question du pouvoir.

L'inflation spéculative

Structure économique capitaliste et comportements sociaux sont les deux approches principales de l'inflation et c'est pourquoi nous leur avons accordé la priorité. Il ne fait pas de doute que la spéculation pourrait s'analyser comme une manifestation extrême des phénomènes mis en lumière lors de l'étude de ces deux approches. Elle a cependant acquis une telle place sur l'échiquier économique qu'il a paru nécessaire de la traiter isolément.

Le dictionnaire Larousse écrit : « Spéculer : faire des combinaisons industrielles ou commerciales. » En ce sens académique, spéculer est l'essence de toute activité économique; et lorsque Schumpeter décrit l'entrepreneur modèle comme celui qui prend le risque de nouvelles filières productives, il dessine là un spéculateur au sens honorable du mot. Il est clair que celui-ci a pris depuis une signification plus péjorative et pour notre part, nous entendons par inflation spéculative les conséquences issues de l'utilisation délibérée des dérèglements de l'économie. Cette définition souligne que l'inflation spéculative ne constitue pas une approche spécifique de l'inflation.

Elle rentre dans le cadre de l'inflation structurelle et de l'inflation sociologique; elle n'en diffère pas par nature mais par degré d'intensité. Nous insistons sur ce point car le cas échéant, certains pourraient nous reprocher de faire de l'inflation des prix fonciers ou des prix des matières premières, un cas à part, extérieur à la logique structurelle étudiée au § 10. Il n'en est bien sûr rien; au contraire. Dans presque tous les domaines d'activité, l'exacerbation de la lutte pour le profit a donné lieu à une substitution de l'esprit de spéculation à l'esprit de recherche : la recherche met au point des biens qui seront ultérieurement produits à une échelle capable de satisfaire la demande tandis que la spéculation s'efforce de créer artificiellement la rareté. Cette politique de rareté artificielle — génératrice d'inflation et de profits exceptionnels — s'allie naturellement avec une politique de publicité destinée à mettre en marche les mécanismes de l'inflation sociologique; pour ne prendre qu'un seul exemple, on citera celui des transports en Occident où une raréfaction systématique des transports en commun a été la condition permissive du développement démesuré de l'industrie automobile.

L'évolution des prix fonciers en zone urbaine est sans doute le symptôme le plus aberrant de la logique capitaliste. Dans nul autre cas en effet, la conjonction du régime de la propriété privée et de la spéculation n'a de conséquence plus désastreuse pour la collectivité.

La hausse du prix des terrains à bâtir est liée aux mécanismes de la rente foncière, elle-même conséquence du régime de la propriété privée. Accroître cette rente a

toujours été le moteur de l'ascension des prix fonciers. Ainsi, au cours des années cinquante, la croissance démographique et la hausse du niveau de vie moyen ont avivé la concurrence pour l'obtention de terrains à bâtir. Pendant un temps, les propriétaires ont simplement profité de cette situation nouvelle qui leur offrait une rente différentielle. Mais, rapidement, est venue s'ajouter une véritable spéculation sur ce bien non extensible devenu rare. La spéculation au développement de la rente due au droit de propriété va mener à une inflation brutale et socialement désastreuse du prix des terrains à bâtir. Il eût été possible, si ce n'est facile, d'intervenir pour bloquer cette spéculation; les pouvoirs publics ont préféré le maintien de la propriété privée de quelques-uns au droit de tous à vivre décemment.

La spéculation foncière a été également le fait du lobby immobilier qui, des promoteurs aux banques d'affaires, en passant par les multiples sortes de sociétés d'investissement, a permis des profits scandaleux sur les terrains urbains et péri-urbains. Au départ, l'évolution des prix fonciers était largement dépendante de la valeur de la rente foncière. Celle-ci a tout à la fois profité de l'inflation générale et commencé à en être une des causes. Elle en est devenue aujourd'hui, en prenant une tournure essentiellement spéculative, une des causes premières.

C'est ainsi souvent plus du tiers du revenu des ménages qui est affecté au loyer du logement dont une partie substantielle représente le loyer de la terre. Il y a là un gaspillage de ressources qu'il serait aisé de combattre si le pouvoir politique voulait bien ne pas se dessaisir de son

autorité. Il est possible par des procédures dont la municipalisation des sols n'est qu'un exemple, de socialiser la propriété du sol de façon à sortir ce bien du circuit de la spéculation. Certains usent du fait que le terrain à bâtir est un bien rare pour condamner sa socialisation qui — à les entendre — risquerait d'aboutir à un gaspillage. Ce raisonnement participe de la logique libérale suivant laquelle le prix d'un bien est le seul étalon possible de son affectation économique. Nous disons quant à nous premièrement que la formation des prix fonciers n'a plus rien à voir aujourd'hui avec le schéma de la théorie libérale d'une « libre » confrontation de l'offre et de la demande et deuxièmement que la rareté d'un bien aussi socialement important est une raison supplémentaire pour en planifier démocratiquement l'usage.

L'inflation spéculative a connu des développements spectaculaires lors des accès de fièvre monétaire. Nous avons évoqué les racines de la crise du système monétaire international; nul doute en effet qu'il y ait là une crise structurelle. Mais certaines de ses manifestations recouvrent un aspect notoirement spéculatif. Ainsi, lorsqu'à plusieurs reprises ces dernières années, l'Allemagne fédérale dut réévaluer sa monnaie, il s'est bien agi de tentatives de rééquilibrage structurel des échanges commerciaux occidentaux; mais à chaque fois, la décision fut prise à la suite d'une agitation spéculative. L'opinion publique est toujours étonnée que des autorités nationales n'aient pas le pouvoir de stopper ces vagues de spéculation monétaire. L'exemple des crises allemandes, à l'époque des parités fixes, montre combien il est difficile

d'y faire face. Supposons un afflux massif de dollars désireux de s'échanger contre des marks. Les autorités monétaires fédérales ont trois solutions : laisser faire, réévaluer ou se porter acheteur des dollars. Laisser faire n'est possible que si la conviction est rapidement acquise par les spéculateurs que le gouvernement tiendra ferme sur sa position de non-réévaluation; sinon, la spéculation à la hausse dure, créant une marge importante entre le cours officiel et le cours libre, ce qui va gêner les opérations avec l'extérieur. Les pouvoirs publics peuvent donc préférer la réévaluation car celle-ci coupe l'élán spéculatif; mais elle risque de ne le couper que pour un temps, on l'a bien vu précisément dans le cas allemand. Reste la solution de faire face à la spéculation en achetant les dollars spéculatifs pour maintenir le cours libre du mark à son niveau officiel. Il y a alors mise en circulation dans le circuit monétaire allemand d'une masse de marks équivalant à la valeur des dollars échangés. Cette mécanique ne serait pas inflationniste si la contrepartie des marks ainsi créés était une contrepartie réelle; mais ce n'est pas du tout le cas puisque les dollars achetés sont pour l'essentiel issus du déficit de la balance américaine des paiements, donc sans aucun rapport avec la production intérieure allemande; de plus, l'utilisation favorite de ces dollars va être le placement sur le marché monétaire américain, ce qui alimente « l'inflation boomerang » que Jacques Rueff a justement dénoncée.

La spéculation en régime de parités fixes était donc très difficile à déjouer. La généralisation des changes flottants a été une des conséquences de cette dégradation

de la confiance monétaire. Elle contribue aussi à alimenter le climat d'incertitude dans les échanges extérieurs qui s'aggrave chaque année, sans apporter une solution satisfaisante au problème des capitaux flottants. Celui-ci est naturellement rendu plus aigu encore par l'ajout des pétrodollars à la masse déjà considérable des eurodollars. Il le restera tant qu'aucun accord international n'aura défini une autorité de tutelle compétente pour exercer un contrôle sur ce type de marché monétaire.

La signification la plus grave et cependant la moins évoquée de ces crises de spéculation monétaire est peut-être la propagation de l'idée que l'on peut s'enrichir sans travailler. Bien évidemment, cette idée est à la base même du système du profit privé qui consiste à prélever pour soi une partie du travail d'autrui. Mais la spéculation porte ce système à son paroxysme en dépit de la fausse naïveté de certains qui croient qu'il n'y a que des gagnants dans une spéculation, à la façon dont ils croient aussi que l'inflation profite à tout le monde. Cette curieuse morale de l'enrichissement sans travail a par exemple trouvé de nombreux adeptes parmi les petites et moyennes entreprises à l'automne 1968 lorsque le gouvernement Couve de Murville pratiqua une étonnante politique de crédit facile en plein milieu d'une phase d'incertitude quant aux parités relatives du franc et du mark. On vit alors la spéculation se déchaîner et elle ne venait pas cette fois-ci des seules deux cents familles!

Cette frénésie de l'enrichissement sans travail n'a pas eu que la spéculation monétaire comme véhicule : les marchés des matières premières ont connu aussi des

variations de cours sans rapport avec les besoins de la production industrielle; à l'exception d'un matériau comme le cuivre dont les cours furent fortement influencés par les évolutions de la situation politique chilienne, les autres matériaux ont connu des poussées spéculatives. Le comble fut bien sûr atteint par l'or dont le cours libre est passé de 35 dollars l'once en 1968 à 200 dollars en 1974, soit une multiplication par plus de cinq en moins de six ans. Lorsqu'elle atteint de telles proportions, la spéculation est le signe d'un dérèglement profond des mentalités. Nous aurons l'occasion d'y insister, ce dérèglement signifie une dévaluation du futur par rapport au présent, chacun désirant tout de suite ce qu'une économie saine ne devrait fournir que demain. Le langage économique traditionnel parle à cette occasion de phénomènes d'anticipation. Les comportements d'anticipation — dont la spéculation est la forme pathologique — sont certainement un aspect fondamental de la vie économique et sociale contemporaine. L'anticipation n'est pas toujours un défaut : un bon sportif est celui qui anticipe les coups de son adversaire; en économie un nouveau procédé technique peut être une anticipation utile sur la forme présente de la demande. L'anticipation devient nocive lorsqu'elle suppose la reproduction systématique dans l'avenir des comportements et des mécanismes actuels; par exemple, l'anticipation des prix consiste pour un agent économique à accroître ses prix avant d'y être contraint par l'augmentation de ses coûts, parce qu'il veut prendre un temps d'avance sur une évolution générale des prix qu'il suppose pour l'avenir être à la hausse.

Si tous les agents économiques tiennent le même raisonnement, toute l'économie va être plongée dans une sorte de fuite en avant, chacun cherchant à prendre de vitesse son concurrent dans une anticipation de l'évolution à venir qui, de ce fait, se trouve précipitée.

L'anticipation inflationniste des prix et sa forme spéculative extrême sont des caractéristiques de l'économie actuelle. Elles sont certainement le fruit de dérèglements économiques structurels; mais l'analyse que nous avons faite de l'inflation sociologique montre aussi que l'anticipation est plus qu'un acte économique. *Elle est fondamentalement liée à un type de société dont nous avons dit qu'il dévalue le futur* et centre la réalisation des désirs humains sur la consommation individuelle marchande.

2

Les échecs de la politique actuelle

Coll. Michel Rocard.org

Le pouvoir est conscient des risques que l'inflation lui fait courir. Lorsqu'il juge ceux-ci trop lourds pour les avantages qu'il tire d'elle, il agit pour la contenir. Naturellement, il ne s'attaque pas aux racines de l'inflation; celle-ci est en effet trop liée à la phase actuelle du capitalisme pour qu'une telle action soit possible. Il met donc en œuvre des politiques à vocation conjoncturelle dont on va voir qu'elles n'ont guère d'efficacité; sauf à atteindre d'autres objectifs que celui du ralentissement de l'inflation.

Coll. Michel Rocard.org

Une politique monétaire aléatoire

Par rapport à la politique des prix, à celle du budget ou à celle de la fiscalité, la politique monétaire (entendue au sens de la conjonction de la politique dite d'open market et de la politique du crédit) a de plusieurs points de vue l'avantage de la souplesse : elle est mise en œuvre par voie réglementaire; son délai de réaction est en général plus rapide et, à moins d'être utilisée sous forme d'un blocage uniforme du crédit à des fins brutalement déflationnistes, elle peut être l'instrument d'une assez fine politique sélective de la croissance; dans ce dernier cas, elle perd d'ailleurs son caractère de politique monétaire en soi pour devenir le levier d'une politique du plan ou du budget. Au-delà de ces quelques remarques de principe, l'application de la politique monétaire pose des problèmes auxquels la science économique n'a pour le moment donné aucune réponse convaincante. Ainsi, la fameuse liaison entre les prix et la masse monétaire, cheval de bataille de l'école monétariste de Chicago, ne reçoit une apparence de justification statistique qu'à la condition que la définition de la masse monétaire soit constamment révisée

pour tenir compte du développement récent de la quasi-monnaie. Qu'est-ce qu'une théorie dont la variable centrale se modifie au fil de la démonstration? Mais il y a plus grave. Il est certes légitime de penser que la liaison entre le niveau moyen des prix et la masse monétaire (entendue au sens le plus large pour écarter autant que faire se peut la difficulté d'une définition satisfaisante) est bonne dans le moyen terme, c'est-à-dire que la croissance de la masse monétaire est *une condition permissive de la hausse des prix*. Mais ceci n'est pas d'un grand secours dans la pratique de la politique monétaire à court terme car la mobilisation par les ménages et tous les agents de l'économie des énormes réserves de quasi-monnaie et des encaisses oisives peut mettre en échec une politique restrictive destinée en théorie à combattre l'inflation. Le risque d'une telle opération est que l'investissement soit touché avant que l'inflation s'essouffle; car Jean Saint-Geours a raison de dire qu'« imputer l'inflation au crédit, c'est comme expliquer la marche d'une voiture par le carburant, sans considérer ni le moteur ni le conducteur¹ ». C'est pourquoi nous avons souligné qu'une politique monétaire laxiste est une condition permissive de l'inflation mais n'en est pas la cause première : constater une liaison prix-masse monétaire à moyen terme n'explique pas pourquoi celle-ci augmente et déplacer la question en accusant d'être les fauteurs d'inflation ceux qui ont l'autorité d'émettre la monnaie, et notamment les banques, n'est qu'un enfantillage. Car si les banques font crédit et si les

1. « L'inflation, la monnaie et les banques », *Le Monde*, 7 mars 1972.

pouvoirs publics émettent de la monnaie fiduciaire, c'est parce que l'ensemble des agents économiques, engagés dans une certaine évolution des structures économiques, lesquelles sont le cadre d'un certain rythme d'activité, le leur demande. Pour reprendre la métaphore de Jean Saint-Geours, ce n'est pas d'abord parce qu'elle consomme plus d'essence qu'une grosse cylindrée va plus vite, c'est au contraire parce que son moteur est plus puissant qu'elle a la potentialité d'aller plus vite à la condition qu'on lui fournisse plus d'essence. Si nous insistons sur ce point c'est parce qu'une confusion dans le lien de causalité entre deux événements peut mener aux plus lourdes méprises; ainsi, les discussions extraordinairement sophistiquées qui ont lieu dans l'intelligentsia économique sur les modèles économétriques de l'école monétariste sont-elles probablement sans intérêt puisqu'elles laissent totalement de côté les véritables causes du phénomène observé. C'est pourquoi dans cet essai, nous avons d'abord cherché à renverser l'ordre de la réflexion en plaçant à l'origine de l'inflation les phénomènes structurels décrits au chapitre 1. Ceci ne balaie pas d'un revers de main les recherches nécessaires sur les moyens de la politique économique; il s'agit seulement — mais c'est essentiel — de rappeler que *l'inflation a d'abord sa source dans une certaine évolution des structures économiques et sociales* et qu'en conséquence, présenter comme remède une action monétaire ou toute action de politique à court terme qui n'engage pas ces structures est une entreprise de mystification idéologique.

Lorsqu'il défend le principe de l'analyse sectorielle

contre celui de l'analyse globale et notamment de l'analyse monétaire macro-économique, François Perroux nous semble parvenir à des conclusions similaires. N'écrit-il pas : « L'excès d'offre monétaire, caractéristique de l'inflation, est une résultante des balances sectorielles : il n'est intelligible que si l'on connaît les types et itinéraires des changements propagés qui émanent des foyers d'inflation. Ces types et itinéraires sont liés intimement à des facteurs réels : capitaux fixes, formation et mobilité de la main-d'œuvre, communication de l'information (...). Si l'on ajoute que, pratiquement, des incertitudes grèvent l'évaluation quantitative de l'effet attribuable à l'accroissement positif ou négatif d'un flux monétaire et le diagnostic touchant le moment exact de l'intervention opportune, on est conduit à beaucoup de réserves à l'égard de la croissance équilibrée par la monnaie et à beaucoup d'intérêt pour la croissance harmonisée par une politique économique, assortie de mesures monétaires appropriées et appliquées dans une nation et entre les nations ¹. »

Cette subordination de la politique monétaire à la politique économique a l'avantage décisif de raisonner sur un modèle réaliste de l'économie; elle tient notamment compte, comme l'explique F. Perroux à l'appui de sa démonstration, des différences considérables de rythme de hausse de prix et de rythme de croissance existant entre les différents secteurs de l'économie. Cette qualité n'efface pas bien sûr les difficultés d'application concrète que pourrait rencontrer une véritable politique secto-

1. F. Perroux, J. Denizet, H. Bourguinat, *Inflation, dollar, euro-dollar*, Gallimard, 1971.

rielle tant que la science économique n'aura pas amélioré sa connaissance des relations intersectorielles en valeur et non plus seulement en volume. Pour le moment, cette connaissance reste médiocre et c'est pourquoi les méthodes globales sont toujours à l'honneur, en particulier la politique monétaire.

Nous avons dit combien celle-ci est rendue aléatoire — notamment en France — par l'importance des liquidités oisives mobilisables en cas d'effort restrictif de la part des pouvoirs publics; elle risque surtout d'avoir un coût social élevé dans la mesure où, la rigidité des prix à la baisse aidant, le rythme de la production risque d'être touché avant celui de la hausse des prix et d'ajouter à une inflation de demande une inflation de rareté. Ainsi a-t-on vu l'économie américaine, à la fin des années soixante, où l'influence de Milton Friedmann était prépondérante sur la politique fédérale, subir un violent coup d'arrêt de la croissance sans que les racines mêmes de l'inflation soient atteintes; il n'y avait aucune raison qu'elles le soient puisque les causes structurelles du mal n'étaient même pas énoncées.

Mais à entendre le professeur de Chicago, il eût fallu poursuivre sa politique de récession plus longtemps pour que l'action sur les prix se fasse sentir; on conçoit que dans un pays où le pouvoir se garde par la voie d'élections libres, une politique consistant à sortir de la crise monétaire par la crise économique ne puisse être tenue longtemps.

Dans cette panoplie de la politique monétaire, une place particulière doit être réservée au taux de l'intérêt, d'abord

parce que l'inflation a totalement bouleversé son rôle dans l'équilibre économique et ensuite parce que nous touchons là un des points sensibles du dérèglement des comportements monétaires contemporains.

Ainsi que nous l'avons souligné, les causes premières du phénomène inflationniste sont structurelles, sociologiques et spéculatives. Il ne fait guère de doute que lorsque ce phénomène a commencé de prendre de l'ampleur, la hausse du taux de l'intérêt était une conséquence et non une cause de la demande accrue sur les marchés monétaires et financiers. Cette demande accrue était elle-même le fruit du passage de l'économie de concurrence à l'économie de domination, ainsi que tous les éléments que nous avons évoqués au chapitre 1. Comment ne pas voir qu'au début de ce processus inflationniste, on se trouvait dans l'hypothèse théorique définie par Ricardo et l'école classique du taux de l'intérêt fonction du taux de profit? Mais la situation s'est troublée lorsque avec le temps, l'économie occidentale s'est véritablement installée dans des taux d'intérêt inconnus jusqu'à présent. Malgré ces très hauts niveaux, les établissements financiers ont persisté à jouer leur rôle de transformation de l'épargne tandis que les investisseurs — ménages et entreprises — ont poursuivi leur politique d'endettement. On est ainsi passé presque subrepticement d'une situation où les bonnes perspectives de profit autorisent des achats d'argent cher à une situation où l'anticipation de l'emprunteur sur l'épargnant, c'est-à-dire la spéculation sur la hausse à venir des prix, est la seule manière de faire face aux charges de l'endettement passé. Le maintien de taux d'intérêt élevés n'est

alors plus le signe d'une conjoncture sainement expansionniste, mais au contraire celui d'un financement inflationniste du profit : de conséquence de l'inflation, les taux d'intérêt élevés en sont devenus une cause. Par là même, les pouvoirs publics qui en usent se trouvent dans une situation contradictoire; ils voudraient ralentir l'activité en élevant le coût de l'argent, selon le schéma keynésien traditionnel, mais ce faisant, ils alimentent l'inflation d'anticipation dont vivent les entreprises emprunteuses.

La seule issue capitaliste, c'est-à-dire qui ne touche pas aux racines structurelles de l'inflation, pour sortir de ce dilemme, serait de provoquer une récession de l'activité économique. Les risques sur l'emploi que comporte une telle pratique la rend difficile en période électorale, mais envisageable en période creuse. C'est très clairement l'orientation choisie par le tandem Giscard-Fourcade depuis les dernières élections présidentielles. Une telle orientation peut assainir à terme une situation inflationniste devenue trop tendue. Mais elle ne détruit pas les racines structurelles du mal et s'inscrit parfaitement dans le dualisme inflation-récession qui caractérise le capitalisme moderne.

La politique des taux d'intérêt traverse donc une crise qui a bien évidemment été aggravée par le dérèglement monétaire international; l'Allemagne fédérale en particulier a fait l'expérience de l'impossibilité de régulariser l'activité interne par les taux d'intérêt lorsque la hausse de ceux-ci attire sur le marché une masse énorme de capitaux flottants et mine de ce fait tous les efforts de contrôle de la masse monétaire.

Ainsi que nous le verrons au chapitre 4, nous pensons qu'un pouvoir socialiste devra combattre ce mouvement déraisonnable du coût de l'argent; il ne s'agit pas là d'une position de principe qui serait dictée par un quelconque dogme, mais de la constatation empirique que *l'argent cher favorise les investissements de spéculation au détriment des investissements de croissance profonde*. Il est clair qu'un tel renversement de situation n'est pas possible par l'action sur la seule variable monétaire, mais appelle une transformation générale de tous les comportements et mécanismes inflationnistes.

Une politique budgétaire sectaire

La politique budgétaire française de ces dernières années est la meilleure illustration du renversement d'optique imposé par Jacques Rueff, à la demande du général de Gaulle en 1958. L'héritage était celui d'une IV^e République où l'affaiblissement de l'autorité de l'État avait eu pour conséquence un laxisme inconséquent dans la politique budgétaire. L'orthodoxie rueffienne a eu Antoine Pinay comme premier exécutant, mais surtout Valéry Giscard d'Estaing comme zéléteur fidèle pendant onze années de responsabilités à la tête du ministère de l'Économie et des Finances. Ce qui au départ pourrait apparaître comme un coup de frein à une politique de facilité est alors devenu, sous l'appellation « équilibre budgétaire » un dogme aussi absurde que pouvait l'être la pratique systématique de déficits considérables.

Avant de s'intéresser aux implications concrètes de ce dogme giscardien, il est instructif de voir à quelles sources idéologiques celui-ci puise sa substance. Incontestablement, le discours actuel des finances publiques relève d'une conception de l'État, du droit et, en défini-

tive, de la morale, en vigueur au *xix^e* siècle. N'est-il pas symptomatique que les finances publiques soient le domaine économique le plus attaché à des règles, des formalités, des principes qui les relient plus à la science juridique qu'à la science économique? Et surtout, l'idéologie dans laquelle baigne son vocable, avec son invocation constante de la prudence, de la sagesse, de l'ordre, de la garantie, marque le chapitre de l'économie d'une étrange connotation.

Toute cette idéologie de la bourgeoisie financière du siècle passé a donc survécu intégralement pour culminer dans le principe de neutralité des finances publiques. Au nom de celui-ci, l'existence financière de l'État ne doit troubler en rien la marche « naturelle » de l'économie privée. C'est notamment la raison pour laquelle depuis quelques années, la croissance en valeur du budget de la France est inférieure à celle de sa production intérieure brute, ce qui réduit la part que l'État occupe dans les circuits économiques et financiers de la nation. Soulignons ici qu'il ne s'agit pas de réclamer la nationalisation de tout secteur en difficulté ou des subventions à toute catégorie qui revendique car un tel principe traduirait une faiblesse des structures économiques à se renforcer d'elles-mêmes; mais tout aussi redoutable est le principe contraire de désengagement systématique de l'État au nom d'une morale arbitraire et non pas au vu d'une analyse des nécessités économiques et financières du moment.

Dans la pensée giscardienne, la neutralité des finances publiques, c'est aussi et surtout l'équilibre du budget.

Nous voudrions montrer que cet équilibre est sans fondement théorique, qu'il est, du point de vue de la lutte contre l'inflation, d'une efficacité fort douteuse, et enfin, que le contenu comptable de l'équilibre prête à discussion, ce qui jette un discrédit définitif sur tout dogme de l'équilibre.

L'idée que l'équilibre budgétaire est le signe d'une « bonne gestion » n'a aucune consistance théorique. Le raisonnement keynésien est à cet égard intact, qui montre que le solde budgétaire est un moyen parmi d'autres d'agir sur la conjoncture en fonction de celle-ci. D'un point de vue macro-économique, la critique de fond que l'on peut adresser à la théorie keynésienne du solde budgétaire est de n'avoir pas distingué situation de plein emploi des facteurs de production et situation de sous-emploi. Car en plein emploi, les dépenses publiques ne font que se substituer aux dépenses privées, le multiplicateur de dépense n'entrant pas en action. Au contraire, en sous-emploi, la politique budgétaire ne se contente pas d'avoir un effet allocatif mais a un effet macro-économique dynamique¹. En revanche, la critique du niveau +5 ou du niveau - 5 du solde budgétaire au nom de la prétendue supériorité en soi du niveau 0 relève peut-être de la métaphysique mais sûrement pas de l'économie. Le niveau 0 peut être la réponse appropriée à une situation donnée de la conjoncture, mais n'a aucune raison de se maintenir si cette situation change. A moins que l'on considère — mais c'est un choix politique et non

1. Voir sur ce point S. K. Kolm, Bulletin SEDEIS, avril 1971.

pas une règle de bonne économie comme le prétend M. Giscard d'Estaing — que la société actuelle a atteint un ordre satisfaisant au sein duquel les rapports privés entre agents économiques ne doivent pas être troublés par l'intervention d'un déséquilibre du budget public. Tenir une telle position au nom de la stabilité des grands équilibres sociaux est particulièrement trompeur. Car de simple contrainte interne à la structure du budget, l'équilibre devient une finalité externe du monde économique et social alors même que la concentration du capital, le renforcement des entreprises dominantes et des firmes multinationales se font plus pressants.

Sans fondement théorique, le principe de l'équilibre budgétaire, voire la pratique de l'excédent, sont présentés de façon très critiquable comme un moyen anti-inflationniste. Car autant nous avons pu ci-dessus regretter que la politique giscardienne de neutralité du budget ignore Keynes, autant on peut l'accuser dans sa politique contre l'inflation de lui accorder trop de confiance. L'argumentation giscardienne avance qu'un budget en équilibre ou en excédent ne crée pas de monnaie supplémentaire, ce qui, *ipso facto*, doit ralentir l'inflation.

Ce schéma comporte trois erreurs. Premièrement, il accorde une importance excessive aux variations modérées de la demande monétaire dans les causes de l'inflation; nous avons suffisamment exposé les causes profondes de l'inflation pour qu'il soit utile de revenir sur ce point. Deuxièmement, il se fait une mauvaise représentation de l'importance relative des grands agrégats de l'économie car un déficit de 5 % du budget — ce qui serait

considérable dans la tradition financière récente — ne représente que 2 % de la masse monétaire, ce qui est peu par rapport aux variations que l'on peut obtenir par la politique du crédit. Troisièmement et surtout, il a une vision financière et non pas économique du solde budgétaire. Ce point est essentiel et c'est là que se situe l'insuffisance de Keynes. Car s'il est vrai que le multiplicateur de dépenses joue même lorsque la monnaie est utilisée à faire creuser des trous et à les reboucher, il est non moins vrai que la dépense a d'autant plus d'effets d'entraînement qu'elle est économiquement efficiente. Or la doctrine giscardienne suppose que faire varier le solde de + 10 ou - 10 n'a comme signification que de faire varier la masse monétaire d'un montant équivalent. On s'étonne bien sûr qu'une telle absurdité économique puisse être proférée en si haut lieu, elle emplit néanmoins tous les discours officiels en la matière.

La seule question sérieuse à se poser lorsque l'on fixe le montant des dépenses et celui des recettes est de savoir quels effets économiques auront les dépenses décidées et quels besoins économiques ne seront pas satisfaits par les projets de dépenses rejetés. La question du solde financier n'est certes pas marginale, mais ne doit pas cacher la primauté de la question économique. Cette hiérarchie des priorités n'est pas du tout un choix de principe, à la façon du choix giscardien en faveur de l'équilibre, elle résulte directement de notre analyse de l'inflation. Celle-ci, nous espérons l'avoir démontré, est d'abord un phénomène économique; elle est de façon adjacente un phénomène monétaire. Si l'on veut extirper

les racines de l'inflation, c'est donc au niveau des structures économiques qu'il faut agir en premier lieu. Or le budget de l'État a précisément vocation à agir à ce niveau, pour peu qu'on ne fasse pas de lui un instrument « neutre ». Par ses dépenses d'investissements, par son action de redistribution des richesses, il peut contribuer à réorienter la croissance, à diminuer la dépendance extérieure de notre économie dans certaines activités stratégiques, à faire avancer la justice économique et sociale. Et, on le sait bien, ces trois objectifs sont parmi les plus essentiels si l'on prétend véritablement s'attaquer à l'inflation. Le dogme de l'équilibre budgétaire a contribué par le passé à négliger de nombreux secteurs — notamment les équipements collectifs — donnant naissance chez les particuliers à des dépenses de compensation à effet inflationniste sans doute supérieur à celui qu'aurait eu la dépense publique.

<i>Année</i>	<i>Croissance des dépenses budgétaires en francs constants (en %)</i>	<i>Solde budgétaire de la loi de règlement (en milliards de francs courants)</i>	<i>Hausse des prix de la P.I.B. (en %)</i>
1968	+ 3,8	— 11,5	+ 4,2
1969	+ 3,1	— 6,4	+ 7,0
1970	+ 1,0	+ 0,5	+ 6,2
1971	+ 2,4	— 1,9	+ 5,3
1972	+ 2,3	+ 1,8	+ 5,3
1973	+ 2,5	+ 4,0	+ 7,3

Source : Rapports sur le projet de loi de règlement.

Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions si la comparaison des taux d'inflation et des soldes budgétaires ne laisse apparaître aucune corrélation. *Le faible effet monétaire stabilisateur de l'équilibre a toujours été compensé par son effet économique inflationniste*, le tout donnant un résultat hybride, qui tranche étonnamment avec les discours officiels sur la grande performance de l'équilibre.

	<i>Projet de loi de finances pour 1974</i>	<i>Projet de loi de finances pour 1975</i>	<i>Taux d'augmen- tation 1975-1974</i>
A. Recettes fiscales	238,1	290,9	+ 22,2 %
B. Recettes non fis- cales	15,9	20,0	+ 26,1 %
C. Fonds de concours et recettes assimi- lées	mémoire	mémoire	—
Sous-total « brut »	254,0	310,9	+ 22,4 %
D. Prélèvements (col- lectivités locales, C.E.E., divers)	-19,2	-29,8	
Total général des res- sources (dites) brutes	234,8	281,1 ¹	+ 19,7 %

Le sectarisme théorique de la politique budgétaire giscardienne trouve ainsi sa condamnation devant le tribunal des faits. Il ne peut faire appel au nom de la pureté

1. Ce total « brut » n'est plus que de 259,4 milliards de francs après déduction pour remboursements et dégrèvements d'impôt.

de ses intentions car l'incohérence du cadre comptable qu'il utilise n'est pas toujours fortuit. Pour ne pas entrer dans de longues considérations techniques n'évoquons à titre d'illustration qu'une seule des « anomalies » comptables du projet de loi de finances pour 1975. Elle concerne l'évaluation des ressources dites brutes du budget général de l'État, telles qu'elles sont présentées dans les états législatifs annexés dans chaque projet de loi de finances, à l'article relatif à l'équilibre général. Le tableau page 113 reproduit les principales rubriques de ces ressources (en milliards de francs courants) pour les années 1974 et 1975, en précisant le taux d'augmentation 1975-1974.

On observe de la sorte que les ressources officielles (figurant dans l'article d'équilibre de la loi de finances) ont augmenté d'une année sur l'autre de 19,7 % alors que le total brut des diverses recettes fiscales et non fiscales a augmenté de 22,4 %. Cet apparent paradoxe repose en fait sur un simple artifice de présentation des recettes de l'État pour 1975, par rapport à 1974¹.

Si on analyse en effet l'évolution des divers prélèvements sur les recettes de l'État, on est conduit à distinguer d'une part trois postes principaux correspondant à la destination de ces prélèvements, d'autre part deux postes relatifs à l'évolution de prélèvements antérieurs ou à des prélèvements nouveaux (milliards de francs courants).

1. Cette modification de présentation n'est pas explicite dans le projet de loi de finances, lui-même, mais apparaît dans le fascicule annexe sur l'« évaluation des voies et moyens ».

	<i>Projet de budget pour 1974</i>	<i>Projet de budget pour 1975</i>	
		<i>Évol. des prélèv. anciens</i>	<i>Prélèv. nouveaux</i>
Collectivités locales	16,3	18,9	
C.E.E.	2,9	3,5	+ 3,4
Autres prélèvements	0	—	+ 4,0
Total des prélèvements	19,2	22,4	+ 7,4

Ces prélèvements nouveaux correspondent soit à une modification dans le financement du budget des communautés économiques européennes, soit à la mise en œuvre nouvelle d'un régime de protection sociale. Dans les deux cas, ils signifient que l'on substitue une diminution de recettes à des dépenses préalablement inscrites au budget général de l'État. De la sorte, on diminue tout à la fois l'enveloppe globale des ressources de l'État et celle des dépenses, sans modifier l'équilibre budgétaire. Il n'en reste pas moins que la progression des ressources budgétaires de 1974 à 1975 est de l'ordre de 23 % et non pas de 19,7 % comme le projet de loi de finances le laisse abusivement penser. Cet exemple ne fait qu'illustrer la mosaïque d'artifices comptables qui, en fait, retire aux masses budgétaires leur portée économique. Il montre au contraire comment le pouvoir « aide » les chiffres à fortifier sa philosophie politique.

Une politique des prix inefficace

Politique des prix est une expression ambiguë. Derrière elle se sont cachées des politiques économiques diverses dont l'ambition première n'était pas toujours la stabilisation des prix.

On conçoit aisément que toute action économique ait à plus ou moins longue échéance une conséquence sur les prix. Aussi, lorsque l'on parle de politique des prix, on veut désigner un champ plus restreint concernant l'expression du prix et non pas tous ses déterminants structurels. Cette définition même suggère la critique maintes fois adressée à la politique des prix de ne s'attaquer qu'aux conséquences des mécanismes inflationnistes au niveau de l'écriture des étiquettes et non pas à ses causes. Nous verrons en quoi cette critique est fondée mais nous pensons devoir d'abord en dénoncer l'apparente logique. Car si l'inflation est une chaîne dont chaque maillon soutient le suivant, il n'est pas indifférent de peser *aussi* sur l'extrémité de la chaîne, là où le prix prend son expression définitive; la surveillance directe des prix, par l'administration et les organisations de consomma-

teurs, est le signe que le corps social prend en charge ce levier de l'orientation économique et qu'il n'admet plus qu'il soit la soupape de sûreté des transformations sociales.

Cette perspective n'a guère été celle des pouvoirs publics français pas plus d'ailleurs que celle de leurs homologues occidentaux dans les expériences récentes de politique des prix. Celles-ci n'ont pu bien sûr se dérouler seules car on imagine mal les prix restant immobiles dans un univers économique où toutes les autres variables seraient en mouvement. C'est pourquoi le contrôle des prix a été le plus souvent associé à un contrôle des revenus. Il paraît inutile de s'étendre sur les raisons désormais bien connues pour lesquelles les travailleurs ont toujours vu d'un mauvais œil la mise en place d'une politique des revenus et des prix : la pratique a montré qu'il est plus facile de contourner la réglementation des prix que d'obtenir une augmentation de salaires bloqués; c'est ainsi que les expériences les plus célèbres de politique de ce genre se sont achevées par une explosion des salaires, ceux-ci étant avides de rattraper le retard pris pendant la période dite de blocage des prix (Grande-Bretagne en 1969, Pays-Bas en 1971). Le paradoxe en la matière est que le patronat est tout aussi hostile que le sont les salariés à une politique des prix et des revenus; Ambroise Roux s'en explique : « Le contrôle des prix, permanent sous des formes diverses depuis 1963, fait peser sur les entreprises la contrainte des décisions externes dont elles ne sont pas maîtresses et qui faussent leur gestion. Cette intervention administrative constante limite la faculté d'autofinance-

ment¹. » Ainsi, toutes les parties sociales se déclarent perdantes au jeu de la stabilisation : les salariés parce que le contrôle des salaires est plus rigoureux que celui des prix et les entrepreneurs parce que le ralentissement de l'inflation les prive du moteur principal de l'autofinancement, comme le dit sans détour le vice-président du C.N.P.F. Où est la vérité dans ce qui apparaît comme contradictoire? Les statistiques montrent de façon incontestable que dans les expériences de stabilisation telles qu'elles ont été menées jusqu'à présent, la contribution demandée aux salariés a toujours été la plus forte; par exemple l'échec de l'expérience hollandaise de stabilisation commencée en 1964 a été consommé lorsque les salariés des Pays-Bas se sont aperçus que leurs revenus *en termes réels* se dégradaient par rapport à ceux de leurs voisins étrangers. Si l'on ajoute à cela le fait que l'éducation économique de la population est encore faible et que l'attrait des hausses nominales de salaires reste très fort, on imagine que toute politique de stabilisation soit une tâche ardue. La position patronale se comprend par rapport à une situation théorique de blocage total des prix; alors en effet les voies de la croissance inflationniste par l'autofinancement sont menacées. Mais la réalité est autre car il y a de multiples façons de contourner une réglementation des prix; non seulement en obtenant des dérogations officielles mais aussi en modifiant quelques caractéristiques du produit ce qui permet de le prétendre nouveau et de lui affecter un prix

1. Interview d'A. Roux aux *Échos*, 18 janvier 1972. Cité par J. Charpy, *La Politique des prix*, Calmann-Lévy, 1973.

naturellement supérieur à celui du produit précédent.

Une autre cause de l'échec des politiques de prix menées jusqu'à présent réside dans les distorsions intersectorielles dont elles menacent l'économie. Cette difficulté vient de ce que les prix industriels — notamment au niveau des prix de gros — sont assez facilement contrôlables tandis qu'il est beaucoup plus malaisé à un service administratif des prix de contrôler les prix des services, en particulier ceux de l'appareil de distribution. C'est pourquoi une politique des prix qui ne tient pas compte d'une telle hétérogénéité va favoriser la croissance des activités tertiaires au détriment des activités directement productives; un tel résultat est d'autant plus regrettable que depuis dix ans, la responsabilité des prix de gros dans l'inflation est bien moindre que celle des prix de détail. Paradoxalement, une mauvaise politique des prix risque d'aboutir aux mêmes résultats négatifs que la poursuite de l'inflation, c'est-à-dire à diminuer l'incitation au progrès. En régime inflationniste, les entreprises et secteurs dominants du marché assurent une large part de leur croissance par la hausse des prix; en cas de contrôle des prix trop grossier, les activités tertiaires reçoivent un bonus de croissance du fait de la moindre surveillance exercée sur elle. Dans les deux cas, l'incitation au développement par l'innovation et les progrès de productivité est anesthésiée. Voilà qui met une nouvelle fois en lumière la nécessité de dépasser la simple notion de contrôle administratif des prix pour donner au consommateur une meilleure garantie de stabilité. Ce principe nécessite d'une part que l'information sur les produits soit privilégiée

par rapport à la publicité et d'autre part que les groupements de consommateurs aient en droit et en fait la capacité de surveiller eux-mêmes les prix et la qualité des produits et de saisir les pouvoirs publics des infractions à la réglementation. Un tel renforcement du droit de regard des consommateurs est d'autant plus nécessaire qu'il n'est pas possible, ni souhaitable, qu'un contrôle administratif rigide soit appliqué en permanence. Mais jusqu'à présent cette intermittence de périodes de contrôle et de périodes libres a annulé les effets déflationnistes du contrôle car les entreprises ont pratiqué des hausses massives immédiatement avant l'ouverture de la période de contrôle ou immédiatement après sa clôture. Il faut éviter que ces hausses anticipées ou de rattrapage puissent se produire; et c'est pourquoi les groupements de consommateurs peuvent avoir le double avantage de constituer des groupes de pression très utiles sans renforcer la bureaucratisation de l'économie.

Une politique fiscale injuste

Le Français n'aime pas l'impôt. Il dit toujours en payer trop. Face à cette réalité psychologique, les gouvernements passés, en particulier leur ministre des finances, ont joué dangereusement de la démagogie. Car depuis quelques années, l'évolution de la fiscalité française se fait dans un double sens : premièrement le poids global de la charge fiscale (exprimée en pourcentage de la Production intérieure brute) diminue et deuxièmement, le poids relatif des impôts indirects par rapport aux impôts directs est maintenu identique. Quelles sont les conséquences de ces deux phénomènes pour le sujet qui nous occupe?

La lutte contre l'inflation galopante, la recherche d'une solution aux difficultés du commerce extérieur et la remise en cause de notre modèle de croissance exigeront à coup sûr dans l'avenir un effort des finances publiques en matière de reconversion industrielle, de recherche, d'équipements collectifs. Cette échéance est prévisible depuis plusieurs années et la sagesse eût été de la prévoir en habituant les Français à une contribution fiscale pro-

gressivement plus forte, pour atteindre le niveau que certains pays — ceux du groupe scandinave par exemple — ont atteint et grâce à quoi ils sont mieux à même d'affronter la nouvelle ère économique qui s'annonce. Il existe bien sûr, qui le nierait? une limite supérieure à la pression fiscale, au-delà de laquelle l'incitation à l'effort risque d'être touchée. Cette limite dépend des traditions nationales; il ne semble pas que la France l'ait atteinte. C'est pourquoi les pouvoirs publics ont commis une lourde erreur non seulement en n'exigeant pas une participation accrue mais au contraire en pratiquant un mouvement de recul à la veille d'une période difficile. Il est toujours facile de revenir en arrière mais il l'est moins de progresser. De ce point de vue, la bataille contre l'inflation est déjà compromise.

Il est vrai que ce n'est pas seulement la démagogie électorale qui a guidé le gouvernement dans ce mauvais pas; c'est aussi une philosophie dite libérale de la place de l'État dans l'économie. Pour le socialisme autogestionnaire, il n'est pas question de substituer l'action de l'État à celle des entreprises : l'autogestion ne trouve au contraire tout son sens qu'à travers l'autonomie maximale de l'entreprise compatible avec l'intérêt collectif. Mais il n'est pas non plus question d'attendre la réalisation des équilibres économiques fondamentaux de la seule gestion optimale des entreprises. L'État doit se donner les moyens d'imposer les orientations essentielles. Or, la conception dite libérale du rôle de l'État lui interdit en fait toute intervention véritablement efficace, constante, ce qui engendre la pénurie de biens collectifs. Celle-ci est une

des causes les plus fondamentales de l'inflation moderne car elle secrète le phénomène de compensation qu'est la course à la consommation. Ne pas voir ce mécanisme et se cantonner à une défense sénile de la théorie dite libérale est un étrange entêtement. Si étrange de la part de dirigeants réputés intelligents qu'on se demande s'il n'est pas délibéré et si cette pratique de la stabilité (voire de la régression) fiscale, apparemment stabilisatrice et en réalité inflationniste, n'est pas perpétrée à bon escient. Car, ainsi que le montre ce livre, la bourgeoisie est gagnante au jeu de l'inflation.

La situation relative des impôts directs par rapport aux impôts indirects n'est pas non plus sans incidence sérieuse sur l'inflation. Chacun sait qu'en France la fiscalité indirecte, c'est-à-dire celle qui frappe le revenu au moment où celui-ci est dépensé, est proportionnellement beaucoup plus lourde qu'à l'étranger. (*A contrario*, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est beaucoup plus faible. En pourcentage du Produit national brut, il représente 3,6 % en France, 9 % en Allemagne et aux États-Unis, 11 % en Grande-Bretagne et 18 % au Danemark et en Suède.) Seule l'Italie devance la France; mais son revenu par tête est inférieur de moitié au nôtre : l'Italie a la structure fiscale de son niveau de développement. La France, non. Or, et c'est une simple constatation arithmétique, la fiscalité indirecte, lorsqu'elle est exprimée en pourcentage de la dépense (ce qui est le cas de la T.V.A.), croît en fonction directe de la hausse des prix. Ainsi, cette procédure fiscale ne se contente pas de contribuer directement à la hausse des prix mais elle gonfle d'autant plus

ses recettes que la hausse est élevée. Si cet impôt ne tenait pas une place importante, on ne s'appesantirait pas sur une telle mécanique; mais la réalité étant différente, il faut s'étonner de ce que les caisses de l'État soient à ce point bénéficiaires d'une situation inflationniste alors qu'elles devraient avoir pour mission de l'enrayer.

Ces remarques que l'on vient de formuler n'abordent en rien le problème de la justice fiscale. Or, ainsi qu'on l'a démontré à propos de l'inflation sociologique, l'écart hiérarchique très important qui existe en France en matière d'échelle des revenus, porte une large responsabilité dans la propagation de l'inflation. On pourrait croire que le principe de progressivité de l'I.R.P.P.¹ français permet une forte réduction de cette échelle des revenus. L'effet réducteur est certes réel mais à deux réserves près qui enlèvent beaucoup de son intérêt au système : premièrement l'impôt ne s'applique que sur les revenus connus et deuxièmement, des dispositions particulières affectent fortement le principe de progressivité. L'objet de ce paragraphe n'étant pas de faire une critique détaillée du système fiscal français, nous nous contenterons, à titre d'exemple, de rappeler d'une part que le Conseil national des Impôts, nommé par le président de la République, estime à 50 % la part du revenu des professions libérales soustraite au fisc et d'autre part que le quotient familial, l'avoir fiscal, le prélèvement libératoire sur les intérêts des placements à revenus fixes sont des dispositions contraires à la justice sociale dans leur fonctionne-

1. Impôt sur le revenu des personnes physiques.

ment actuel. On comprendra qu'il n'est pas possible dans ces conditions de demander un effort fiscal supplémentaire à ceux qui n'ont pas la possibilité de frauder ni, dans le même temps, de lutter contre l'inflation sociologique. Mais il y a pire. Une statistique de l'O.C.D.E. fait en effet valoir que l'inégalité dans la répartition des fortunes en France est trois fois plus grande que celle qui existe dans la répartition des revenus. Ainsi, 10 % des ménages accaparent 30 % des revenus distribués, tandis que 5 % des ménages possèdent 40 % du patrimoine privé français. Cette statistique prête bien sûr à contestation puisqu'il n'existe pas dans notre pays d'évaluation officielle de la valeur du patrimoine. Mais elle donne un ordre de grandeur dont il est permis de penser qu'il est vraisemblablement en dessous de la vérité. Du point de vue fiscal, il suffit de dire que pratiquement rien n'est fait pour atténuer cette fantastique concentration des richesses : l'imposition du capital est quasiment inexistante en France alors qu'elle n'est pas négligeable chez plusieurs de nos voisins. Or il n'est pas douteux que l'inflation sociologique se nourrit également, et peut-être essentiellement, de cette concentration du patrimoine; car il est fort probable, par exemple, que le mouvement actuel d'extension des résidences secondaires est en grande partie un phénomène d'imitation sociale de la part d'une bourgeoisie moyenne désireuse d'afficher, au niveau du patrimoine, un standing équivalent à celui de la grande bourgeoisie (alors que, dans le même temps, la moitié des résidences principales françaises n'ont ni douche ni baignoire). Il en est vraisemblablement de même pour ceux qui n'ont pas les reve-

nus suffisants pour investir mais qui, par compensation, pratiquent une consommation inutile ou ostentatoire. A tous égards la politique fiscale des pouvoirs publics est donc une carence dans la lutte contre l'inflation.

« Les causes véritables de l'inflation actuelle ne se trouvent pas dans la croissance excessive du volume de la monnaie ni dans la gestion budgétaire trop laxiste. Certes peut-on considérer l'une et l'autre comme des « passages obligés » de l'inflation encore que les variations de la vitesse de circulation de la monnaie puissent modifier considérablement l'optimum souhaitable de liquidités. L'origine de l'inflation se trouve, en amont, dans la transformation des règles de fonctionnement de l'économie moderne. Dans une certaine mesure, elle se situe au niveau des mentalités elles-mêmes avec « l'inflation des désirs » soulignée par Riesman¹. Ainsi les politiques visant à réduire la masse monétaire et à diminuer le taux d'activité ont-elles réussi à arrêter la croissance économique sans mettre fin pour autant aux tensions économiques². » Si nous empruntons la conclusion de ce chapitre à Jean Charpy, c'est que se trouvent ici bien résumées les raisons pour lesquelles les politiques anti-inflationnistes menées jusqu'à présent ont échoué. *Elles n'ont jamais agi sur le structurel* et par structure, il faut entendre à la fois structure économique (concentration des entreprises, distribution du capital par

1. David Riesman, *L'Abondance, à quoi bon?*, R. Laffont, 1969.

2. Jean Charpy, *La Politique des prix*, Calmann-Lévy, 1973.

secteurs, etc.) et structure sociologique (effet d'imitation, de rattrapage, imposition du code social de la consommation marchande, etc.). Et même sans agir sur le structurel, elles ont manié la politique économique sur la foi de théories depuis longtemps inadaptées aux réalités actuelles — à supposer qu'elles aient été un jour la théorie d'une réalité. Est-ce à dire, pour reprendre les deux exemples de J. Charpy, que politique monétaire et politique budgétaire soient devenues des instruments vides, incapables du moindre effet correcteur. Certes non, et nous montrons en proposant des éléments d'une politique socialiste contre l'inflation (§ 42) qu'elles peuvent au contraire aider à retrouver la bonne voie. Encore fallait-il au préalable avoir chassé de l'esprit l'idée saugrenue que le budget de l'État se gère comme celui d'un particulier et y avoir remis l'évidence que les variations de comportement par rapport aux encaisses rendent inopérant le postulat monétariste de croissance constante de la masse monétaire.

Coll. Michel Rocard 019

3

*La société d'inflation
ou société à croissance sauvage*

Coll. Michel Rocard.org

Les économistes de l'après-guerre admettaient tous qu'une faible dose de hausse des prix — l'inflation rampante — n'était pas un mal et favorisait même la croissance. L'optimisme resta de rigueur jusqu'à la fin des années soixante où l'inflation s'aggravant, les mécanismes de la croissance commencèrent à s'enrayer. 1974 est une année de récession aux États-Unis et partout la situation de l'emploi est la plus grave depuis la guerre. La crise pétrolière survenue entre-temps est rendue responsable de tous les maux. La vérité est qu'elle a servi de révélateur en portant la maladie de la croissance inflationniste à son paroxysme. Mais révélateur de quoi? Des deux impasses dans lesquelles cette croissance s'est engagée. *Une impasse théorique* d'abord dans la mesure où les postulats anciens de la science économique s'avèrent inadaptés à la réalité moderne. *Une impasse politique* ensuite dans la mesure où la nature du pouvoir et des rapports sociaux secrétés par cette croissance l'empêche de concevoir un développement plus harmonieux pour l'équilibre des individus et du corps social.

Coll. Michel Rogard.org

Crise de la science économique

Les amateurs de rapprochements noteront qu'au moment où les économistes hédonistes triomphaient, Gide écrivait Les Nourritures terrestres. Le malheur est qu'après trois quarts de siècle d'hédonisme bourgeois, Nathanaël ne peut plus se plonger dans des rivières pures. Mangeant des fruits sans saveur, il respire un air vicié et n'entend plus le chant du rossignol.

Paul Fabra,
L'Anticapitalisme, 1974.

Dans le phénomène de l'échange..., la demande doit être considérée comme le fait principal, et l'offre comme un accessoire.

Léon Walras,
*Éléments
d'économie politique pure, 1874*
(cité par P. Fabra).

Certains pourraient croire que croiser le fer avec le modèle actuel de croissance au niveau théorique ne peut offrir que des satisfactions d'intellectuels. Nous sommes convaincus pour notre part que contester à la théorie en

vigueur aujourd'hui sa version des concepts de valeur, d'utilité, de besoin ou de rentabilité, pour ne prendre que ces exemples, est d'une importance concrète considérable.

Lorsqu'on aura réussi à se débarrasser du vice intellectuel qui a nom théorie marginaliste et qui ronge depuis près d'un siècle l'intelligence économique occidentale, on sera stupéfait qu'une construction si dépourvue de base scientifique ait pu à ce point stériliser la science. Le marginalisme pose deux postulats : la valeur est fonction de l'intensité du besoin (c'est-à-dire de l'utilité du bien produit), l'utilité est exprimée par la demande monétaire. Le premier postulat est scientifiquement inconsistent, et le second est le fondement d'une économie arbitraire.

Des livres ont été écrits sur la question de la valeur. Il ne s'agit pas d'en ajouter un autre d'autant que, sur ce point, « L'Anticapitalisme » de Paul Fabra¹, par une argumentation implacable, clôt la controverse sur la loi psychologique de la valeur. Il faut espérer que cette exécution aura rapidement pour conséquence dans les universités de muter les cours d'économie portant sur ce thème au département d'histoire de la philosophie. Car fonder une théorie sur la notion d'utilité, qui est économiquement indéterminée, ne peut avoir qu'une prétention philosophique. On en voit d'ailleurs le fruit aujourd'hui puisque la théorie marginaliste (psychologique) est incapable d'expliquer quoi que ce soit de l'évolution économique moderne qui se moque bien de l'utilité sociale. Plus gravement, la propagande dominante s'appuie sur la théorie

1. Édité chez Arthaud, 1974.

marginaliste pour dire que cette évolution résulte de la volonté du consommateur exprimée à travers les lois du marché. Le second postulat de cette école vient compléter le premier sur le terrain concret du marché. Lorsqu'elle pose que l'utilité est exprimée par la demande monétaire, elle renouvelle l'idée que c'est la demande — et la demande seule — qui guide la marche de l'économie, cette théorie donne par-là un pouvoir absolu d'orientation de l'économie à ceux qui peuvent influencer la demande par la pression psychologique. La racine d'une telle erreur est de faire reposer un concept à vocation objective (la valeur ou le prix) sur un concept subjectif (l'utilité); cette incohérence conceptuelle ne peut pas rendre compte de la réalité des prix dans l'économie actuelle, lesquels sont manipulés par les offreurs qui exercent une position dominante.

Ce règne de l'arbitraire dans lequel la théorie psychologique de la valeur a fourvoyé l'économie occidentale est sur le plan théorique l'aspect central de la crise de cette économie. Le malheur est qu'il n'existe pas véritablement d'alternative théorique adaptée à la complexité économique moderne; d'autres théories antérieures continuent d'apporter de solides éléments de référence mais ne peuvent rendre compte de la totalité d'un système économique qui s'est à ce point complexifié. Parce qu'elle interprète correctement le rapport entre l'offre et la demande, parce qu'elle souligne que la valeur d'échange est liée au coût de production, donc à la valeur du travail incorporé, parce qu'enfin elle a mis en évidence l'amputation progressive des taux de profit par la croissance du capital fixe, la théorie marxiste reste la plus

pertinente et la plus actuelle des théories qui nous ont été léguées par le *xix^e* siècle. Mais, instrument de combat autant qu'instrument d'analyse, elle a été figée en de multiples dogmatismes contradictoires, et a pratiquement cessé de progresser dans bien des domaines essentiels. Ainsi, la théorie de la monnaie, celle des prix, celle de l'épargne et de l'investissement sont en friches; et d'une façon plus générale, *la théorie des secteurs, par opposition à la macro-économie nationale, reste à faire*. Les jalons posés par François Perroux y seront utiles.

Un élément d'optimisme vient néanmoins de ce que les impasses de la situation actuelle vont obliger à un retour à des principes plus sains : ce que le combat intellectuel contre la théorie psychologique a échoué à faire, la crise économique peut le permettre. Le plus important de cette nécessaire transformation des esprits est certainement de revenir à la loi objective de la valeur, celle qui s'appuie sur les constituants de l'offre. La valeur est fonction de la quantité de travail dépensée et de la durée d'immobilisation du produit accumulé du travail (le capital). *Cette définition théorique fait clairement apparaître le lien entre valeur et coût social de production et c'est ce lien qu'il faut aujourd'hui rétablir pour sortir du gaspillage et des incohérences de la « société de consommation »*. En effet, notre économie est malade du primat que ses fondateurs ont donné à la demande et que Keynes, en dépit de critiques positives sur d'autres points, est venu renforcer. La loi psychologique de la valeur a fait complètement oublier le coût réel de la production en termes d'utilisation du travail, du capital et des ressources naturelles.

Et c'est ici que l'on retrouve l'actif et le passif de l'héritage des classiques (essentiellement Smith et Ricardo).

A l'actif figure une conception de la valeur fondée sur certains facteurs réels de l'offre, le capital et le travail. Dans le modèle classique, la demande n'intervient en rien dans le processus de formation de la valeur. Cet actif est considérable car il met au premier rang le fait que les limites et les contraintes de la production ne sont pas dues à une prétendue psychologie des comportements qui guiderait la demande en toute liberté, mais bien aux quantités de travail et de capital qu'il faut mettre en usage pour réaliser ladite production. *Cette attention au réel est ce dont notre économie a le plus besoin.*

Au passif figure bien sûr une ignorance radicale du facteur monétaire en tant qu'acteur autonome des relations économiques, mais là n'est pas notre propos actuel. L'essentiel du passif est l'oubli des ressources naturelles parmi les facteurs de l'offre. Le postulat de l'école classique, incontesté jusqu'à ces dernières années, selon lequel la nature est inépuisable, apparaîtra sûrement aux yeux de l'histoire comme une des plus surprenantes aberrations de ces deux derniers siècles. Aucune autre civilisation n'avait vécu dans une telle ignorance de la nature et la nôtre est en train de payer cet étrange oubli au prix d'une remise en cause douloureuse.

Pour être plus proche de la vérité, il faudrait dire que dans la pensée des classiques, le travail non plus n'a pas l'attention qu'il mérite et que seul en définitive le capital a tenu une place privilégiée. La révolution théorique qui attend serait sans doute dans une réhabilitation du travail

(à laquelle s'attache déjà la théorie marxiste) et de la nature dans le processus de production. Elle aurait à coup sûr d'immenses implications pratiques comme le laissent apparaître ces propositions du Professeur René Passet¹ :

« Supposons, par exemple, que nous appliquions à la nature et à l'homme la notion simple d'amortissement. Ceci impliquerait, pour nous limiter à quelques conséquences évidentes :

« — que la part d'une production qui altère les possibilités de renouvellement d'une ressource (ou qui implique un épuisement trop rapide d'un gisement non reproductible) soit traitée non point comme un revenu, mais comme une destruction du patrimoine ouvrant, au bénéfice de la collectivité, un droit à compensation;

« — qu'il en soit de même de toute atteinte (pollution, dégradation de site, amputation d'espace vert, etc.) portée à l'environnement;

« — que la part des revenus correspondant au minimum vital des hommes soit considérée, du point de vue de la comptabilité nationale et de la fiscalité, non comme un produit net, mais comme un simple amortissement indispensable au maintien d'un facteur de production. La justice fiscale y gagnerait et la clarté des comparaisons de niveaux de vie aussi.

« On s'apercevrait alors qu'il existe des nations ou des catégories sociales dont le revenu est négatif, c'est-à-dire dont le potentiel humain, technique ou naturel s'épuise plus que ne s'accroissent leurs ressources apparentes. »

1. « Une science tronquée », *Le Monde*, 12 janvier 1971.

Les aspects de la théorie économique que nous avons évoqués font de celle-ci une science en crise. Incapable dans ces postulats centenaires de rendre compte de la réalité, elle la mutile et la mène dans une impasse dont le mur apparaît chaque jour plus épais. Mais bien que ces éléments de critique soient une charge très lourde contre la science économique officielle, ils ne constituent peut-être pas l'essentiel de la remise en question. On peut en effet se demander si toutes les doctrines économiques connues à ce jour n'ont pas eu pour effet, voire pour ambition, de marquer l'ensemble des rapports humains du sceau du productivisme. Qu'on relise Smith, Ricardo et Walras, on y trouvera toujours, avec le vocable propre à chacun, l'idée que le développement des forces productives est le déterminant de la libération humaine, du bonheur. La lecture économiste de Marx tombe sous la même critique. Il y a là une confusion entre le domaine moral, le domaine politique et le domaine économique tout à fait préjudiciable à la liberté elle-même. Il va de soi que cette critique de la confusion des genres ne retire rien à cette évidence : toute pensée économique, en tant que chapitre des sciences humaines, ne peut exister en soi, en dehors de tout lien à une référence politique et morale qui lui soit hiérarchiquement supérieure; mais cette référence doit apparaître explicitement.

Ainsi, ce n'est pas seulement le procès de la science économique qu'il faut tenir, mais aussi celui de ses limites. D'un côté, elle a tenu pour scientifiques des propositions de nature idéologique — c'est le cas du postulat productiviste dont on verra l'étendue des implications

au § 400 consacré au sens de la production dans une société de croissance profonde. De l'autre côté, elle a rendu suspectes de connotations idéologiques des propositions à caractère scientifique; la polémique sur le rôle du calcul marginal en économie fut à cet égard exemplaire et ne fut tranchée qu'après une difficile bataille par l'école soviétique moderne : « Les instruments mathématiques sont formels, c'est-à-dire privés de contenu. C'est pourquoi on peut se servir des mêmes instruments mathématiques dans des théories économiques différentes, vraies ou fausses. L'idée selon laquelle le marxisme serait incompatible avec le recours à des multiplicateurs marginaux est fondée sur une simplification dogmatique du marxisme¹. »

La société à venir aura à faire face à certaines contraintes matérielles plus sévères que les époques passées ne connaissaient pas. La science économique doit en tenir compte et intégrer à son champ de travail tout le domaine de ce qu'on a appelé l'économie externe, c'est-à-dire les effets à la marge de l'utilisation du capital et du travail. Car ces effets à la marge sont devenus si importants qu'ils ne peuvent plus être négligés : pollution, allongement du temps de travail par le temps de transport, épuisement de certaines ressources naturelles et de nombreux autres phénomènes nouveaux doivent désormais occuper une place conséquente dans le calcul économique sous peine de frapper celui-ci de nullité.

Ce plaidoyer pour une extension de la sphère du calcul économique vaut-il validation des thèses de l'Institut de

1. V. Novojilov, *Questions controversées pour l'emploi de multiplicateurs auxiliaires dans l'économie socialiste*.

Technologie du Massachussets (M.I.T.) en faveur de la croissance zéro? Il ne saurait en être question et voici pourquoi.

La première raison est de bon sens comptable. Depuis plusieurs années, les instruments de mesure de la croissance font l'objet d'une vive critique dont l'oubli de la partie externe des phénomènes économiques, telle que la pollution, n'est qu'un aspect. Dès lors, il serait absurde de se servir de cette mesure qu'est le taux de croissance du P.N.B. pour guider la nouvelle politique. Il faut abandonner ce fétichisme du zéro qui d'un point de vue économique n'a pas plus de sens que moins un, plus un ou n'importe quel autre niveau arbitrairement arrêté.

La seconde raison concerne la justice dans la répartition des richesses. Il est envisageable, il est même nécessaire, que les pays développés cessent de concevoir le monde comme leur seule propriété. Il est nécessaire également de mieux répartir dans le temps la contribution à la croissance que l'on demande aux richesses naturelles; à cet égard, une meilleure utilisation du progrès technique (c'est-à-dire sa moindre soumission à la logique du profit) pourrait contribuer à parer aux défaillances de la nature. Mais ce qui n'est pas admissible, c'est de décréter l'état stationnaire au nom d'une prétendue égalité de chacun devant le sacrifice. Car la croissance zéro ne serait pas du tout la réalisation de cette égalité. Au contraire, elle figerait pour un temps indéterminé l'injustice actuelle de la répartition des richesses. Si, pour des raisons impératives une réorientation de la croissance doit s'opérer (ce qui n'a aucun rapport avec la croissance zéro), c'est

dans le cadre d'une politique de justice économique et sociale. En dehors de ce cadre, le combat écologique risque de devenir un instrument du maintien des rapports sociaux d'inégalité et de domination.

La troisième raison est la plus profonde car elle touche à l'angle politique par lequel on attaque le débat écologique. En effet, si l'on ne met l'accent que sur les conséquences physiques du développement industriel pour l'équilibre naturel, on se dirige vers la recherche de solutions visant à limiter la nocivité de ces conséquences plutôt qu'à s'attaquer à leurs causes. Or ces causes tiennent surtout à l'impératif exclusif du profit et au cloisonnement croissant de la vie sociale, lui-même induit par la division du travail. *C'est pourquoi le problème de la croissance est d'abord celui de la forme de notre société* : pour régler la question des objectifs quantitatifs de production, il faut au préalable s'occuper de la nature de l'appareil de production et de ses conditions de fonctionnement. Présenter l'avenir de la croissance sous la seule lumière technique fait donc courir un risque de diversion politique par rapport au problème central : quel type de société faut-il construire? Ce risque est d'autant plus grand que le dossier scientifique sur lequel s'appuient les prévisions apocalyptiques est incertain. En effet, si l'explosion démographique paraît la question la plus redoutable¹, celle de la pollution comme celle de l'épuisement de certaines matières premières restent l'objet de controverses entre les spécialistes. Il ne faut donc pas minimiser le risque

1. Cf. F. Meyer, *La Surchauffe de la croissance*, Fayard, 1974.

que le capitalisme soit capable, par la lutte antipollution et la mise au point de produits de substitution, d'intégrer ces nouvelles données à sa logique. L'opportunité de réorienter la croissance qu'offrent à notre société les difficultés présentes serait alors gâchée.

Dans cette difficulté à saisir la réalité, l'inflation ne facilite pas la tâche de la science économique. Modifiant les comportements des agents économiques, faussant les bases du calcul monétaire, l'inflation perturbe les beaux agencements des théories passées. Mais elle ne fait pas que cela : elle est l'auxiliaire d'une société à croissance sauvage où prévaut l'uniformité et la centralisation du pouvoir.

Croissance sauvage, uniformité et pouvoir

Une raison majeure pour laquelle l'inflation doit être combattue est qu'elle détruit la neutralité du temps dans l'échange économique. Et elle ne la détruit pas d'une manière indifférente : *elle dévalorise le long terme au profit du court terme*. C'est en cela qu'elle est le symbole et la réalité d'un type de société qui accroît certaines satisfactions immédiates en les finançant par une dévaluation de l'avenir.

Ce n'est pas un hasard si la « société de consommation » est aussi une société d'inflation. Car il y a de nombreuses raisons pour que l'une et l'autre soient liées.

La première raison, la plus technique mais non la moins grave, est que l'inflation perturbe le calcul économique. Une des conditions pour que celui-ci puisse s'opérer correctement est en effet que les éléments sur lesquels porte ce calcul conservent à peu près leur valeur au cours du temps. Ce principe est évidemment approximatif car c'est la loi d'une société en mouvement que les biens qui la composent changent progressivement de valeur relative. Mais l'inflation, lorsqu'elle atteint les taux actuels,

accélère tellement les rythmes de dévalorisation que le calcul à long terme est rendu impossible, et ce d'autant plus que la dévalorisation connaît des taux très variables suivant les secteurs. Ce dérèglement croissant du calcul à terme donne lui-même naissance à un cercle vicieux inflationniste puisque devant le risque de plus en plus considérable des opérations à long terme, les entreprises préserveront des marges bénéficiaires anormalement élevées... ce qui est une nouvelle source d'inflation. Mais l'effet le plus grave du biais inflationniste dans le calcul économique est de tarir les projets à long terme. Telle est la première raison pour laquelle *l'inflation favorise les réalisations immédiatement rentables par rapport à celles qui demandent de longs délais de maturation*; déjà au niveau technique du calcul économique, l'inflation donne le primat à la consommation sur l'investissement.

La seconde raison, est-il encore nécessaire de le souligner?, est que l'inflation est la responsable de l'effritement du marché de l'épargne longue. Nous avons décrit le mécanisme de cet effritement; il suffit ici d'insister sur le fait que l'existence d'une telle épargne est une condition indispensable au développement des investissements collectifs, sociaux ou à maturation économique longue, qui font le plus défaut aujourd'hui. *A contrario*, le financement de l'investissement par l'épargne courte entretient lui aussi un cercle vicieux inflationniste, et surtout favorise la tendance aux investissements à maturation économique courte. Pour ne citer qu'un exemple, l'expansion très rapide de l'électroménager, appuyée par les facilités de crédit, correspond à des immobilisations indus-

trielles rapidement amorties. Elle peut aisément cohabiter avec une situation inflationniste. L'ennui est que le taux d'équipement des ménages en biens de consommation durables ou semi-durables courants approche du plafond et l'on voit ainsi que l'inflation crée cette situation aberrante d'une économie qui ne peut financer que la production des biens dont elle n'a plus besoin tandis que des productions d'utilité urgente ne trouvent pas de financement approprié. Le dérèglement profond des mécanismes financiers oblige donc à donner la priorité de l'activité économique à la production de biens de consommation; pire même, pour que cette production soit plus sûrement rentable, elle doit porter sur des biens qui se renouvellent rapidement, c'est-à-dire des biens de mauvaise qualité, ou de forme inutilement variée (cas des détergents ou de certains produits pharmaceutiques, par exemple), dont le besoin est souvent imposé par la publicité. Si l'inflation ne détruisait pas la neutralité du temps dans la répartition de l'épargne, celle-ci n'hésiterait pas à recouvrer la forme longue, détruisant ainsi les assises financières de la « société de consommation ».

La troisième raison qui fait de la « société de consommation » une société d'inflation, est que l'inflation alimente ce que nous avons appelé l'économie de domination. La nature de cette domination n'est pas indifférente car, on peut rêver; elle pourrait favoriser les équipements collectifs au détriment des gadgets. Mais c'est le contraire qui est vrai. Car les entreprises dominantes sont celles qui ont la possibilité de vendre leurs marchandises à un prix supérieur au coût de production grâce à la persua-

sion psychologique et au climat idéologique général qui marque la société et aussi grâce au fait que l'inflation fournit les consommateurs en liquidités suffisantes pour qu'ils continuent à acheter malgré la hausse des prix. On retrouve ici les méfaits de la théorie psychologique de la valeur et ceux d'une économie inégalitaire où la fuite en avant par la consommation marchande est le seul procédé de compensation sociale de ces inégalités. Les forcenés du libéralisme économique répondent à cette argumentation que si les ménages ne désiraient pas les biens qu'on leur propose, ils ne les achèteraient pas et les producteurs seraient obligés de produire autre chose, plus satisfaisant pour la demande. Tel est en effet le schéma théorique de la loi de l'offre et de la demande. La meilleure preuve, en définitive, que celle-ci est incapable de réguler correctement l'activité économique est que dans la réalité concrète, elle a fait faillite; il ne sert plus guère de s'enliser dans de vastes argumentaires théoriques à son propos et tous les universitaires qui croient la faire revivre par une nouvelle formulation plus mathématique, ne font qu'embaumer un mort. On ne peut indéfiniment discourir sur une partie de l'univers économique (les mécanismes de formation des prix) en ignorant l'autre (les mouvements de concentration du capital) sans se retrouver un matin dans la situation parfaitement absurde qui consiste à conserver au prix son rôle d'arbitre entre l'offre et la demande alors que la demande est totalement manipulée par l'offre et que le système des prix ne reflète plus que l'arbitraire des rapports de force camouflés derrière une idéologie dominante. Malgré les avertissements

venus de partout, malgré l'appauvrissement évident que notre système de consommation cause aux rapports des hommes entre eux et aux rapports des hommes avec la nature, ce système est toujours en place. C'est bien la preuve qu'une économie prétendument ordonnée en vue de la satisfaction de la majorité peut fonctionner pour les intérêts de quelques-uns. Seules ces contraintes matérielles que les contradictions de la croissance font naître depuis un an (déficit commercial, pollution, coût social exorbitant du transport automobile, etc.) ont des chances d'avoir des effets tels que ce type d'économie se remette en cause ou, au moins, se transforme. Ce sera au prix d'efforts difficiles tellement on a tardé. Ce sera la dure revanche de l'économie objective sur les errements de l'économie psychologique.

Dans cette économie de domination où la hausse des prix permet aux entreprises dominantes de renforcer leurs positions, quels sont les gagnants et les perdants?

La réponse à cette question s'éclaire à partir du mécanisme de l'inflation en économie de domination. En effet, l'inflation doit se définir comme une technique d'emploi de la valeur ajoutée. Une technique parmi d'autres, mais pas une technique comme les autres; et c'est là que le bât blesse! Si l'on observe bien ce qui se passe lorsqu'une entreprise dominante (c'est-à-dire, selon notre définition, celle qui a le pouvoir de décider la première sur le marché une hausse de prix sans diminution de son volume d'affaires) augmente ses prix, on s'aperçoit qu'il s'agit d'une ponction supplémentaire sur les revenus des autres agents économiques. C'est une épargne forcée. Au contraire, dans

une économie où la domination serait combattue par une compétition réelle entre les entreprises, dans le cadre de la planification, et par le contrôle des consommateurs sur les produits, les revenus des agents économiques seraient affectés selon une volonté délibérée; dans ce cadre, la partie de l'autofinancement des entreprises qui subsisteraient correspondrait à un emploi normal de la valeur ajoutée. L'autofinancement inflationniste — ou, plus généralement, l'accroissement de la valeur ajoutée grâce à la hausse des prix — est au contraire une ponction forcée sur les revenus de la production des autres activités.

Il est clair dans ces conditions que le premier gagnant de l'inflation est l'investissement des entreprises dominantes. On a vu que ces entreprises ont un type de production qui est le symbole des aspects négatifs de la « société de consommation ». C'est à notre sens le défaut le plus grave de l'inflation que de favoriser ce type de production.

Une des conséquences de la victoire du capital dominant sur le capital disséminé des petites entreprises est que les entreprises dominantes peuvent plus facilement céder aux revendications salariales des travailleurs que les autres. Il est vrai que l'inflation sociologique, c'est-à-dire les phénomènes de rattrapage, est aujourd'hui puissante et favorise la généralisation des hausses de revenus à travers toutes les unités économiques. Néanmoins, cette généralisation n'est ni totale ni immédiatement réalisée et c'est pourquoi les salariés des secteurs dominants sont en situation avantageuse par rapport aux autres. L'existence d'une telle situation est une des

raisons pour lesquelles l'inflation de domination menace aussi une société de transition au socialisme car des salariés peuvent avoir la tentation grâce à l'inflation de s'approprier indûment une partie de la valeur ajoutée nationale, au détriment des autres salariés et des consommateurs.

Sans minimiser le tort qu'elle leur cause, nous ne nous attarderons pas sur le rôle de l'inflation dans la dévalorisation des revenus fixes. C'est un phénomène bien connu dont souffrent surtout les retraités et les personnes âgées, ce qui accentue l'injustice de l'inflation. De même, il est inutile d'insister sur la véritable expropriation que l'inflation fait subir aux petits épargnants; la droite prend des airs offusqués lorsque la gauche propose de n'indemniser qu'au niveau strictement nécessaire les propriétaires richissimes des capitaux qu'elle nationalisera, mais chaque année ce sont des milliards de francs d'épargne populaire qu'elle exproprie purement et simplement. Car, tandis qu'à la fin de 1974 la Caisse d'Épargne offre 6,5 % et les banques 4 % à titre de rémunération des dépôts sur livret, ces mêmes dépôts peuvent être placés sur le marché monétaire (où les particuliers n'ont pas accès) à 12 % au jour le jour. Un calcul officieux des services du ministère des finances donne les résultats suivants : l'inflation a opéré sur les placements des ménages un prélèvement égal à 45 % de l'impôt sur le revenu (I.R.P.P.) en 1967 où la croissance des prix fut de 3,6 % et égal à 100 % de l'I.R.P.P. en 1973 où la croissance des prix fut de 7,9 %. On aimerait connaître le chiffre de 1974 ! Ainsi, l'inflation ne se contente pas de jouer un rôle économique néfaste en

tarissant les sources d'épargne longue; elle a aussi un effet social négatif vis-à-vis des petits épargnants. Au contraire, les personnes assez fortunées pour placer leurs capitaux dans des « valeurs sûres » telles que les terrains et les immeubles ont réalisé depuis vingt ans des plus-values exceptionnelles dont il est étonnant que la fiscalité ne vienne pas récupérer une part au profit de la collectivité.

Tels sont, au niveau des individus et des groupes sociaux les gagnants et les perdants au jeu de l'inflation. Mais n'oublions pas, tellement cet aspect des choses est essentiel, qu'il y a aussi des gagnants et des perdants au niveau des grandes fonctions économiques : on ne répétera jamais assez que la fonction d'investissement à long terme est toujours pénalisée par l'inflation. Nous avons eu l'occasion d'indiquer les responsabilités des théoriciens dans ces mauvais résultats, mais sans doute avons-nous été trop silencieux sur Keynes. Il est de bon ton aujourd'hui de crier haro sur Keynes au nom de la priorité qu'il accordait à la relance par la demande. Nous-mêmes, en préconisant de revaloriser les acquis de la théorie objective de la valeur qui porte d'abord son attention sur le coût de l'offre, n'avons-nous pas participé à cette critique? Oui s'il s'agit d'accuser la conception trop courte que Keynes avait de l'économie en déclarant « *in the long run, we are all dead*¹ ». Une telle position n'est désormais plus possible; au contraire — et c'est là le bouleversement nécessaire — toutes nos attitudes économiques doivent

1. « A long terme, nous serons tous morts. »

être dictées par le souci de préserver l'avenir. Non s'il s'agit d'accuser la méthode par laquelle, à son époque, Keynes a préconisé la relance d'une économie dépressive; car son analyse des moyens d'action conjoncturels en régime capitaliste, reste d'une façon générale valable.

Si cette liste des gagnants et des perdants devait s'arrêter là, elle oublierait sans doute l'essentiel qui est que *les grands vainqueurs de la bataille inflationniste, ce sont l'uniformité de la vie et la concentration du pouvoir*. Cette constatation découle bien sûr des analyses précédentes mais elle mérite d'être traitée à part tant son importance est grande.

Pendant de nombreuses années les étudiants en économie ont débattu de la question « un certain taux d'inflation ne favorise-t-il pas la croissance »? La réponse est aujourd'hui claire : l'inflation favorise les projets rentables à court terme et décourage les projets de développement de longue maturation. On peut donc affirmer qu'inflation et croissance vont de pair mais à la condition immédiate de préciser de quelle croissance on parle. Quant à son contenu, il s'agit d'une croissance qui privilégie les biens de consommation individuels; quant à la forme il s'agit d'une croissance orientée par les entreprises dominantes.

La critique « médiévale » de la société actuelle ne fait pas partie de notre analyse, même si les mouvements de retour à une vie agricole et artisanale sont un signe de rupture qui doit retenir l'attention. C'est pourquoi la dénonciation de la croissance par la consommation indi-

viduelle n'a ici aucunement pour perspective de revenir à un état antérieur du niveau de vie économique. Elle trouve son fondement dans trois constats : premièrement, cette croissance n'est très positive que sur la base d'un calcul de rentabilité *financière* pour le *producteur*; mais si l'on s'avisait de faire un calcul de rentabilité *économique* pour la *société*, le coût de cette croissance s'avérerait sûrement beaucoup plus lourd et certaines productions apparaîtraient comme ayant un effet destructeur supérieur à leurs effets de satisfaction de besoins. Deuxièmement, malgré une grande diversité des produits mis en vente, cette croissance secrète une redoutable uniformité. *L'emprise de la valeur marchande est devenue telle que la forme-marchandise est désormais plus prégnante que le contenu de la marchandise*; autrement dit, cette croissance a véhiculé une idéologie selon laquelle la seule façon d'accroître le bonheur individuel est d'acheter des biens marchands. Elle a ainsi opéré une sévère régression des rapports entre les hommes à des rapports entre les choses, quelle que soit la variété apparente de ces choses¹. Et l'une des conséquences de cette emprise de l'uniformité marchande est un certain désarroi des jeunes, lesquels perçoivent avec une force particulière combien l'extension de cette forme-marchandise ne peut tenir lieu d'unique joie de vivre quotidienne ni donner sens au travail. Il est facile de dire que les jeunes profitent de cette abondance de biens de consommation; il est plus difficile de concilier cette évidence avec la profonde crise d'es-

1. Cf. K. Marx, *Le Capital*, t. 1. Bibliothèque de la Pléiade, p. 606.

pérance qui est aussi la marque de cette société. Il serait tout à fait faux et prétentieux de vouloir réduire cette crise à une seule de ses causes mais on peut assurer que cette uniformité est une cause majeure. Et cela d'autant plus qu'elle apparaît comme une fatalité. On rejoint ici notre troisième constat critique de la croissance inflationniste. En effet, si le pouvoir économique qui secrète cette orientation de la croissance ne cesse de se concentrer, il ne cesse également de devenir moins perceptible, moins identifiable. La puissance accrue de firmes multinationales insaisissables et du système bancaire, l'éloignement constant des centres de décision font que « l'individu de base » ne sait plus qui décide quoi ni par quels moyens changer la situation. Dans le même temps, les institutions autrefois bien localisées comme la famille, l'Église, voire la hiérarchie de la petite entreprise tendent à perdre de leur pouvoir ou, lorsque celui-ci s'est maintenu, à apparaître comme anachroniques. Par opposition, le pouvoir du système économique et de son idéologie acquiert une force plus grande, d'autant plus qu'il est non identifiable. Concentration du pouvoir économique capitaliste, dilution apparente de son lieu d'exercice et diffusion de son idéologie sont les trois aspects de cette réalité sociale qui la font percevoir comme une donnée définitive parce qu'insaisissable.

Alors que l'état des techniques et le niveau culturel moyen des hommes en pays développés permettraient une participation plus dense de chacun aux décisions qui le concernent, alors que la créativité individuelle et collective pourrait être libérée, cette concentration du pouvoir

et cette uniformité des rapports sociaux marchands étouffent toute initiative.

Pour le moment, les fruits naturels de cette société de croissance inflationniste sont la résignation et les révoltes sans lendemains puisqu'elle a réussi à imposer la dictature du court terme. Dans les formes éphémères des marchandises qu'elle produit, dans la dévalorisation accélérée des valeurs matérielles et idéologiques qu'elle impose, dans la monétarisation des rapports sociaux qu'elle répand, la croissance inflationniste sape les fondements d'un développement conscient et ordonné. C'est pourtant ce développement, cette croissance profonde qui sont notre espoir d'aujourd'hui parce qu'ils sont ce qui fera un demain meilleur. Il faut préparer le chemin qui puisse conduire à sa construction.

Coll. MichelRocard.org

4

Pour une croissance profonde

Coll. MichelHocard.org

Coll. MichelRocard.org

Tout au long des pages qui précèdent, nous nous sommes faits les observateurs de la société actuelle, mettant en valeur ses lumières et ses ombres. Si celles-ci nous ont paru couvrir le plus vaste champ, c'est que l'inflation structure désormais une certaine forme de croissance qui concentre le pouvoir et uniformise les désirs. Voici maintenant venu le temps de proposer.

Mais l'objet de ce livre n'est pas d'évoquer sous tous ses aspects le projet de société pour lequel nous menons le combat politique. Que l'on se reporte, le cas échéant, au document publié à l'occasion des Assises du socialisme en octobre 1974¹. Il est cependant indispensable, pour montrer le sens de notre combat contre l'inflation, d'en indiquer l'esprit, c'est-à-dire le but. Telle est la raison d'être du § 40 intitulé : la croissance profonde, autre croissance. Nous dirons ensuite, instruits par notre analyse, pourquoi l'inflation doit être étrangère à la croissance profonde (§ 41). Il nous faudra décrire enfin (§ 42)

1. Cf. le projet de société *Pour le socialisme* adopté par les Assises du socialisme, *op. cit.*

des éléments d'une politique économique contre l'inflation, dans la perspective de notre projet de société; une nouvelle fois, on n'attendra pas de ces propositions une revue complète des moyens à mettre en œuvre pour construire le socialisme autogestionnaire car il manquerait des éléments essentiels tels que la planification ou la socialisation des moyens de production qui constituent un acquis décisif du programme de la gauche¹. Cette revue n'est pas ici notre propos. Nous souhaitons seulement évoquer certaines méthodes de politique économique susceptibles de permettre une lutte efficace contre l'inflation, lesquelles s'inscriront évidemment dans le cadre plus général de la transformation socialiste des rapports de production.

1. Cf. Le programme commun de gouvernement.

*La croissance profonde, autre croissance*¹

400. LA CROISSANCE, POURQUOI ?

La V^e République a pu se vanter jusqu'à 1973 de certains résultats économiques relativement satisfaisants : augmentation annuelle importante du P.N.B., niveau global de l'emploi élevé, rééquilibrage des échanges financiers et commerciaux avec l'extérieur. Malgré ces acquis positifs, nous n'avons cessé de mettre en garde contre l'imprévoyance dont faisaient preuve les pouvoirs publics à l'égard des problèmes depuis longtemps prévisibles et dont celui de l'énergie n'est que la meilleure illustration. Les difficultés économiques et financières graves dans lesquelles se débat l'économie occidentale depuis le début de 1974 montrent que le laisser-faire n'était pas la bonne politique.

1. Nous développons ici des thèmes qui figurent également dans *Le Manifeste du P.S.U.*, Éd. Tema, 1972, dans *Changer la vie*, programme du Parti socialiste, Flammarion, 1972, et dans deux articles publiés sous la signature de Michel Rocard respectivement dans *Le Monde* du 13 avril 1974 et *Le Monde* des 30-31 octobre et 1^{er} novembre 1974.

Nous avons raison de poser la question : la croissance, pourquoi? Nous n'entrerons pas ici dans le procès détaillé de la croissance capitaliste dont les attendus sont désormais bien connus. Rappelons-en seulement les principaux aspects : exploitation, accroissement de la pollution, gaspillage d'énergie et de matières premières, déséquilibre accru entre une partie du monde et l'autre, dégradation du cadre de vie et notamment du cadre urbain, soumission de tous les aspects de la vie à l'économie de profit.

Toutes ces tares de la croissance capitaliste étaient en gestation depuis longtemps et c'était le devoir des pouvoirs publics de prévoir qu'il y aurait une fin inéluctable à cette pente naturelle des choses. Il eût fallu en particulier comprendre que l'élément clé permettant le jour venu d'opérer un redressement dans de bonnes conditions était la préservation de l'indépendance nationale. Or l'imprévision s'est ici donné rendez-vous avec l'inconséquence. Le contrôle des investissements étrangers en France a pratiquement cessé. Dans des branches essentielles comme la machine-outil ou l'informatique rien n'a été fait pour réduire la dépendance française. Mais c'est dans le domaine de l'énergie que l'incurie a atteint son comble. Voici plus de dix ans que les experts annonçaient la fin de la période rose d'un prix de pétrole très sous-évalué par rapport à l'évolution de la moyenne des prix des produits manufacturés. On a continué d'agir comme si le prix du pétrole était immuable et c'est sur la base comparative de ce prix sous-évalué qu'on a déclaré non rentables les autres formes d'énergie. Les recherches en la matière ont donc été négligées. Dans le domaine du

nucléaire, on a commis la même erreur de ralentir les programmes sur la foi de ce calcul de rentabilité qui n'avait de chance de rester valable que sur le court terme; mais, persévérant dans ces mauvais calculs, les pouvoirs publics ne se sont pas arrêtés en si bon chemin. Ils ont abandonné la filière française au graphite-gaz pour se lancer dans la filière américaine à l'uranium enrichi, avec le double résultat de tomber sous la dépendance des États-Unis et de généraliser une technique qui est la plus dangereuse quant à la sécurité de son fonctionnement. Alors qu'un silence gêné se fait sur ce problème en France et aux États-Unis, le Canada a mis au point une filière à l'eau lourde dont les dangers sont assurément moindres. Un choix d'une gravité exceptionnelle a ainsi été opéré avec légèreté.

L'imprévoyance a donc été la règle du passé et le retard avec lequel s'engagera la bataille d'une autre croissance sera lourd à surmonter. Car c'est bien d'une autre croissance dont il s'agit, face aux problèmes du déficit extérieur, de la pollution et de l'inflation. Le modèle de civilisation dans son ensemble est remis en cause de façon latente et si les aspects économiques de la crise sont dans le court terme les plus actuels, il ne faut pas oublier que la contestation du sens du travail et de son organisation bouillonne au fond de chaque travailleur et peut comme la lave du volcan retrouver tout à coup sa violence. On a d'ailleurs observé que l'inflation, ce mal caractéristique du capitalisme moderne, ne retentit pas seulement sur les mécanismes économiques mais sur beaucoup d'autres composantes de la structure sociale.

Est-il possible de proposer une autre croissance, celle que nous appelons la croissance profonde? La réponse est sûrement négative si l'on entend cette proposition comme une description rigide de ce qui sera si le capital est écarté du pouvoir. Car ce qui sera, c'est ce que la volonté populaire décidera. Et personne ne peut dire à l'avance ce qu'elle conservera de l'héritage du passé et ce qu'elle s'efforcera de construire à neuf. En revanche, la réponse est affirmative si nos propositions ne sont qu'une contribution à des avenir possibles. Une contribution qui a l'ambition de traduire les espoirs populaires mais qui se refuse à les figer dans un programme rigide : « L'émancipation de la classe des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes¹. »

La gauche a trop pris l'habitude de raisonner uniquement en termes de « besoins », qu'ils soient individuels ou collectifs. Cette logique a des conséquences : elle conduit à combattre les inégalités, les frustrations et les contradictions engendrées par le capitalisme par le biais d'un vaste appareil d'assistance. En matière d'emploi, de formation, de santé, voire d'information et de culture, la logique de la seule « satisfaction des besoins » conduit à créer au-dessus du corps social une sorte de vaste système de compensation qui accroît — qu'on le veuille ou non — les risques de centralisation et de bureaucratie. A cette logique, il faut ajouter dans un premier temps, substituer progressivement dans un second, une logique de l'expression et du désir. Il ne suffit pas de « loger », il

1. Statuts de la première Internationale, rédigés par K. Marx.

faut que les hommes puissent « habiter » un espace individuel ou collectif. Il ne suffit pas de « soigner », il faut aussi « se » soigner, reprendre possession de son corps, de la maladie, de la mort même devenue étrangère comme la vieillesse que l'on parque dans l'espace et dans le temps. Il ne suffit pas de « circuler » il faut pouvoir communiquer. Il ne suffit pas d'enseigner, il faut pouvoir « se » former... Les exemples ne manquent pas. Ce que l'on appelle le « temps libre » même est devenu non plus cet espace d'autonomie et de création pour chacun, mais le surplus, la compensation arrachée à ce qui devient du coup le temps « non libre », celui du travail, du transport, de la formation.

On est tenté de dire avec Jean Baudrillard qu'en plus du mécanisme traditionnel de formation de la plus-value, le capitalisme impose une nouvelle domination qui est celle de la *forme-travail*. La forme-travail est cette situation sociale dans laquelle tous les aspects de la vie viennent se perdre et où le travailleur n'a jamais l'initiative. Le principe général de réalité par lequel le système de production s'impose marque tout désir d'une passivité qui tue les rapports sociaux. Ainsi, dans le capitalisme actuel, la forme-travail qui a pris naissance dans l'organisation de la production étend son règne hors du monde du travail. On a noté à cet égard l'apparition de grèves ouvrières apparemment mal coordonnées, à l'écart des forces syndicales et dans lesquelles les revendications n'apparaissent pas très précisément : on a parlé de « grève pour la grève » qui se termine par la seule exigence de remboursement des journées perdues. On a pu

croire que ce genre de mouvement est absurde parce qu'il a un effet économique nul pour les grévistes. Mais c'est oublier l'aspect idéologique du problème. Car en définitive, la grève pour la grève est l'exact symétrique du principe patronal du profit pour le profit : par ce mouvement les travailleurs ne réclament pas une meilleure situation financière; mais ils refusent beaucoup plus radicalement leur statut de travailleur tel que le capitalisme l'a défini. Le système n'est pas attaqué ici au niveau de ce qu'il produit, de ses outputs, mais au niveau de la forme-travail qui le constitue.

A cet égard, il est remarquable que « la domination idéologique du capitalisme a réussi à briser les formes de communication, le langage commun, la culture à travers lesquels peut s'élaborer et se développer une conscience de classe¹ ». La crise de civilisation en cours pourrait ainsi s'analyser comme une perte d'identité collective de la part de nombreux groupes sociaux; les valeurs et les croyances qui leur étaient communes ont été brisées parce que le droit à la différence a été balayé par la domination de la forme-travail, par le « miroir de la production² » : tout a été traduit dans le langage de la valeur-marchande produite par le travail.

Un individu ne peut se constituer que si lui est assurée la capacité de maîtriser et d'unifier sa vie. Il n'existe pas par la seule addition des fonctions : travailler, se loger, se nourrir, se soigner, se transporter. Il n'existe pas si les outils qu'il a créés lui deviennent à ce point étrangers

1. Manifeste du P.S.U.

2. Cf. Jean Baudrillard, *op. cit.*

que, pour reprendre l'expression de Marx sur le fétichisme de la marchandise, les rapports entre les hommes se transforment en rapports entre les choses. L'enjeu fondamental est de transformer la nature du rapport des hommes aux outils et aux institutions, non de les surcharger ou de les multiplier à l'infini. *A chaque fois que l'on dit plus, plus d'école, plus d'hôpitaux, plus de logements, plus de maisons de jeunes, il faut dire simultanément qui contrôle et pour quoi faire*; comment accroître dans chaque cas la capacité d'autonomie, de création, de décision des individus et des collectivités.

Apprendre à connaître, à communiquer, à fraterniser, tel est le contenu de l'espoir populaire. Mais si beaucoup dépend de la volonté des individus, beaucoup se joue aussi dans la possibilité d'agir sur les structures sociales. Et c'est ici que le choix de la croissance profonde doit s'opérer. *« On peut dire qu'aujourd'hui il existe, schématiquement, deux types de stratégies de développement. L'une fondée sur l'exacerbation des besoins marchands par l'inégalité, conduit à la concentration urbaine, à la centralisation des pouvoirs en un petit nombre de centres de décisions, privés et publics. Une telle stratégie permet une croissance très rapide du P.N.B. et entraîne une aggravation simultanée des coûts sociaux. L'autre stratégie, collective et égalitaire, fait du consensus collectif le moteur de la croissance. Elle s'accompagne en général d'une grande décentralisation économique, géographique et politique. Les coûts sociaux de cette évolution sont d'une autre nature : pression sociale, uniformisation des comportements, nivellement des aspirations. »*

« La première stratégie, adoptée par la plupart des pays industriels développés ou sous-développés, socialistes ou capitalistes, conduit sans aucun doute à des évolutions du type de celle que décrit le Club de Rome, car c'est à ses lois que se sont référés les constructeurs du modèle. La deuxième, mise en œuvre à des degrés divers dans quelques rares pays — Norvège, Nouvelle-Zélande, Cuba, Tanzanie, Chine — conduit peut-être à une croissance moins rapide de la production marchande, mais à un plus grand respect de la nature, à une réduction considérable de l'inégalité et à une meilleure adaptation des techniques de production aux exigences du milieu naturel, pas éloignée de ce que des rêveurs occidentaux appellent la " soft technology ". Il y a donc des rapports profonds entre environnement et croissance, d'une part, organisation du pouvoir et répartition des richesses, d'autre part¹. » C'est pourquoi la croissance profonde dans l'égalité nous paraît aujourd'hui être la réponse la plus cohérente à la crise sociale que connaît le capitalisme et aux dérèglements inflationnistes qu'elle entraîne. Ce choix est nécessairement original car le droit à la différence que nous revendiquons pour les individus et les groupes vaut également, bien sûr, pour les collectivités nationales. Aucune des expériences évoquées par Jacques Attali, pas plus qu'aucune autre, n'a de titre à devenir un modèle. Il s'agit seulement de porter notre attention sur ceux qui ont le courage de chercher un monde dont l'homme et la nature puissent dire : c'est ma demeure.

1. Jacques Attali, article paru dans le numéro 52, septembre 1973 de *La Nef* : « Les objecteurs de croissance. »

Si ce nouveau cours passe prochainement par la France, celle-ci disposera d'atouts sérieux. Quatre générations d'alphabétisation ont donné à ce pays un niveau culturel dont aucune autre expérience socialiste n'a pu bénéficier à son début. De même, le haut degré de développement économique de la France bouleverse totalement le cadre dans lequel ont été pensées les tentatives précédentes. Ceux qui aujourd'hui, avec le retard caractéristique de la critique dogmatique, rêvent encore du socialisme français avec les mots, les institutions et les stratégies du socialisme en pays agricole se trompent de siècle et de monde : la théorie selon laquelle le développement des forces productives est la seule condition du socialisme a montré ses limites définitives. La science et la technique en société développée ne doivent plus servir d'abord à maximiser la production mais à permettre au plus grand nombre de minimiser les contraintes de la production, en particulier par la décentralisation du pouvoir et la participation aux décisions. Cette perspective ne laisse pas du tout de côté le fait indiscutable que nombreux sont ceux qui, dans notre pays même, vivent dans un état de misère. Au contraire, nous prétendons que la croissance profonde est le mode de développement qui répond désormais le mieux à l'exigence d'un niveau de vie acceptable pour tous. Car la démonstration n'est plus à faire que le mode de croissance actuel reproduit les inégalités quand il ne les aggrave pas. Il y a certes de plus en plus de biens de consommation mais le cadre de vie se détériore; dans ces conditions il est très difficile de dire si l'on vit mieux aujourd'hui qu'hier. Pour certaines catégories sociales

qui hier n'avaient pas le minimum biologique vital, l'amélioration est évidente. Mais pour ceux — et ce sont désormais les plus nombreux — qui disposent d'un minimum matériel, la question se pose; car en face de la croissance de la production mesurable, combien de dégradations qui ne se mesurent pas? A-t-on encore la liberté d'entendre la voix qui nous dit : *« Il se peut que notre monde n'ait de sens que par les contemplatifs; et qu'en somme tout labeur en vue de la vie meilleure n'ait d'autre fin, sans que nous nous en doutions, que l'accroissement d'un certain silence. Pour peu que nous y réfléchissions, nous verrons qu'il est la source de toute parole vraie, de toute attention à l'autre, de toute bonne entente, de toute acuité sensible, de toute intuition, de toute harmonie. Alors peut-être souhaiterions-nous être formés à la méditation en même temps qu'à la connaissance. Alors nous verrons même que la mort, que nos sociétés modernes camouflent jusqu'à feindre d'en ignorer l'existence, n'est un facteur de mortalité qu'aussi longtemps que l'homme la refuse ou l'oublie; mais que sa pensée, pour qui l'intègre à sa vie, est au contraire un des moteurs de l'humble et belle créature de soi quotidienne comme de la conquête universelle du sens¹. »*

Le modèle de croissance capable de répondre à cet appel n'est pas celui que nous connaissons. Car la centralisation de l'économie et la production, lorsqu'elle n'a pour seul but qu'elle-même, ne produiront jamais la société que nous évoquons. L'objectif de la croissance

1. Pierre Emmanuel, numéro 52 de *La Nef*, op. cit.

profonde est de donner aux individus et aux groupes le temps et la liberté d'esprit de créer leur vie et non plus de la subir. Pour cela, trois conditions doivent être remplies. La première est que la production des biens de consommation dans le cadre de la logique du profit cesse d'être le centre de l'activité sociale. Ceci signifie non seulement que le temps libre doit gagner du terrain sur le temps de travail mais aussi que la forme-travail au sens que nous lui avons donné de passivité dans l'action, cesse d'imprimer sa marque à tous les domaines de la vie. La seconde condition est que l'égalité sociale, culturelle et économique soit effectivement réalisée. Cette égalité nécessaire n'entame en rien la légitime diversité des talents naturels. Elle ne veut briser que le mécanisme par lequel le capitalisme impose son modèle de production et de consommation. On a vu en effet que l'économie inégalitaire et la structure hiérarchique des rapports sociaux capitalistes sont étroitement liés à la reproduction du système et constituent d'autre part les fondements de la croissance inflationniste. Comment imaginer enfin qu'une croissance profonde — où la satisfaction consummatoire ne sera pas la première priorité sociale — puisse être désirée et construite alors qu'une partie de la population manquerait de l'essentiel à côté d'une minorité qui jouirait seule du droit de gaspiller? Cette contradiction serait insurmontable et c'est pourquoi la lutte contre l'inflation par l'engrenage d'une croissance profonde est inséparable d'une réduction énergique des inégalités.

La troisième condition est la décentralisation des pouvoirs. Dans la perspective de la croissance profonde, elle est la réponse à la question : la croissance, comment?

401. LA CROISSANCE, COMMENT?

Le propos de ce livre n'est pas de décrire en détail un projet de société dont les grands traits déjà rappelés ici, ont été esquissés par ailleurs. A la question « produire, comment? » nous ne répondrons donc pas par la présentation complète d'un nouveau type d'organisation sociale, mais seulement en évoquant les raisons pour lesquelles une société d'orientation autogestionnaire a plus de chances que toute autre forme sociale connue de pouvoir éviter l'inflation comme principe régulateur central.

Nous tenterons en outre d'apporter cette démonstration à partir non pas des vertus propres d'un système clos, logique et fini, beau rêve auquel il n'y aurait plus qu'à conformer la réalité, mais à partir des transformations qu'il est possible d'obtenir par étapes successives à partir de la société actuelle.

Les moyens que la gauche doit se donner pour transformer le mode de production sont de trois ordres : la nationalisation des pôles essentiels de domination de l'économie, la mise en œuvre d'une planification active, et la rénovation des dispositifs d'encadrement et d'orientation de l'économie : fiscalité, crédit, douane et si néces-

saire, contrôle des changes. Sans aller — il ne se fixait pas cet objectif — jusqu'à la définition des politiques précises ainsi rendues possibles, le programme commun prévoit le rassemblement de ces moyens, et cela fait partie de ses acquis qu'il convient de préserver.

Cela fait, un gouvernement d'orientation socialiste sous condition que la mobilisation populaire qui l'a porté au pouvoir, se soit réalisée autour d'objectifs clairement définis, pourra ensuite entreprendre une transformation profonde des structures sociales du pays. Pour ne s'en tenir qu'aux objectifs intéressant la lutte contre l'inflation, on y distinguera deux catégories : des objectifs strictement économiques, visant à diminuer les tensions inflationnistes par leur effet « mécanique » direct, et des objectifs plus sociologiques, visant à transformer les comportements collectifs qui aujourd'hui poussent à l'inflation.

Les objectifs économiques.

Dans la première catégorie se regroupent trois types d'objectifs. Les premiers tendent à diminuer le degré de dépendance extérieure, à la fois pour diminuer les tensions qui viennent d'une balance des paiements déficitaire et pour importer moins d'inflation. Il s'agit du développement de l'agriculture — assurance pour l'avenir — des énergies nouvelles, nucléaire notamment, mais sans oublier la recherche sur d'autres formes d'énergies, et de l'encouragement aux industries soit exportatrices soit surtout réductrices d'importations, en particulier machines-outils et biens d'équipement de toute nature.

Les objectifs du second type tendent à rééquilibrer par augmentation de l'offre les marchés intérieurs à forte tension inflationniste pour cause de rareté, et d'abord celui du logement. Comme les précédents, ces objectifs sont encore affaire de planification.

Enfin, les objectifs du troisième type visent à la réorganisation générale du système financier : limitation, notamment par voie fiscale, de l'autofinancement, aux profits et réserves constitués sans hausses de prix, aménagement du crédit tel que tout investissement puisse être financé par des crédits couvrant toute sa durée de vie économique utile, et surtout indexation de l'épargne autre qu'à vue et des prêts à moyen et à long terme, avec abaissement (contrôlé) des taux d'intérêts à un niveau inférieur à l'augmentation annuelle de productivité de l'économie nationale. Il s'agit par cette dernière mesure d'obliger les emprunteurs à rembourser la vraie valeur de ce qu'ils empruntent et par là de leur interdire des calculs et des opérations fondés sur le fait qu'ils ont intérêt à l'inflation. Nous y reviendrons.

Pour être tout à fait essentiels, ces objectifs n'en définissent pas pour autant un projet de société, ils ne concernent que la phase initiale d'une expérience sociale. C'est la seconde grande catégorie d'objectifs, celle qui vise la transformation des comportements collectifs, qui est à long terme décisive.

De nouveaux comportements collectifs.

Ces objectifs de la seconde catégorie sont tous écono-

miques par leur nature, et par les moyens qu'exige leur réalisation. Mais leur finalité concerne l'essence même de la vie en société, les rapports des hommes entre eux et avec leur environnement. Ce sont eux qui esquissent l'aspect « modèle de production » d'un projet de société, lequel doit évidemment être complété par un « modèle d'organisation sociale » dont il ne sera question ici que par incidence puisque notre propos reste limité à l'économie et à la lutte contre l'inflation.

On peut regrouper ces objectifs sous quatre aspects : le premier concerne la nature des objets mécaniques utilisés par les sociétés développées. Il faut ici clairement annoncer la couleur. Le système d'appétits et d'aspirations engendré par le capitalisme a créé chez la totalité des familles vivant sur le territoire d'un pays développé l'espoir de vivre prochainement avec un parc important d'esclaves mécaniques : voiture, télévision, téléphone, électrophone ou dispositif d'écoute pour disques ou bandes enregistrées, aspirateur, réfrigérateur, cuisinière, machine à laver le linge, la vaisselle, robot mécanique de cuisine pour l'essentiel. A peine 20 % des familles vivant en France disposent de la totalité de ce parc, mais toutes y aspirent. Le manque de telle pièce essentielle du dispositif est ressenti comme une inégalité grave. Les zéloteurs de la croissance zéro oublient tout simplement que le consensus politique à l'exercice d'une autorité publique dans une société se joue sur la capacité à satisfaire les aspirations principales qui s'y font jour. La lutte des classes aujourd'hui se mène explicitement entre une bourgeoisie qui consent dans ce domaine aux classes

populaires les miettes d'une croissance très inégalitaire et préservatrice de ses privilèges, et des couches populaires rassemblées autour de la classe ouvrière qui en demandent davantage. Il ne peut par conséquent être question ni de décevoir les aspirations ni de figer par un arrêt brutal de la croissance (qui, d'ailleurs, serait en mesure de l'imposer?) l'actuelle distribution inégalitaire de ces biens. Les aspirations collectives à ce niveau d'équipement sont peut-être le produit du système, elles n'en sont pas moins légitimes. Les travailleurs de France ne conserveront leur confiance en un pouvoir socialiste que si celui-ci prend en considération leurs aspirations, à commencer par les plus quotidiennes, les plus immédiates.

Comment rendre ces aspirations compatibles avec un projet de société différent, et d'abord ont-elles une relation directe avec la pression inflationniste croissante de nos sociétés? Une forte pression de la demande est le moteur d'évolution de toute société, et le restera en société socialiste. Mais on peut agir sur sa vitesse d'accélération et sur son orientation, qui toutes deux expliquent l'emballement inflationniste de ces dernières années. En ce qui concerne les éléments matériels du bien-être, c'est d'abord la vitesse d'augmentation qui peut et doit être endiguée. Réserveons un cas : l'automobile. La diminution de son importance dans la vie quotidienne passe par le développement préalable d'un système de transports collectifs rapide, confortable, dense et abondamment ramifié. On en est loin.

Pour le reste, deux orientations sont souhaitables. La première, qui ne peut prendre qu'une importance limitée, est l'encouragement à l'usage collectif de certains de ces

biens. Les ménagères françaises ne sont guère favorables aux machines à laver communautaires par immeuble, c'est vrai. Pourtant, cette formule fonctionne bien dans certains pays scandinaves, et elle n'a guère été essayée chez nous. Pourquoi ne pas la tenter dans les ensembles neufs? De nombreuses familles pourraient accéder plus rapidement à ce type d'équipement. Elles réaliseraient une forte économie pour leur pouvoir d'achat, économie aussi sur le nombre de machines à fabriquer et par conséquent limitation des consommations de matières et d'énergie et des pollutions liées à cette énergie. Cela serait encore bien plus vrai des congérateurs!

La seconde orientation — beaucoup plus importante — doit être un encouragement systématique (au besoin par le moyen de normes de qualité minimales obligatoires, pour obtenir le droit d'être mis à la vente) à la qualité et surtout à la solidité et à la durée de vie des produits. Les objets qui sont produits aujourd'hui pour la consommation mécanique des familles ont en général une durée de vie de l'ordre de cinq ans. Mais les automobiles et les réfrigérateurs que l'on fabriquait avant la dernière guerre mondiale vivaient 25 ou 30 ans. On rencontre encore des voitures de cet âge, alors qu'on n'en voit plus des modèles suivants, sauf les plus récents. Ce raccourcissement de la durée de vie des produits a été systématiquement recherché par les firmes pour maintenir un flux de profit suffisant provenant des renouvellements. Certains laboratoires de recherche de l'industrie automobile ont consacré bien des efforts à diminuer la longévité des châssis, pièces coûteuses qu'il était à leurs yeux néfaste de fabriquer

de manière à ce qu'elles durent beaucoup plus longtemps que les carrosseries qu'elles supportent. Telle multinationale puissante dans le pneumatique a eu beaucoup plus de mal à réduire de 100 000 km à 30 000 km la longévité d'une nouvelle catégorie de pneumatiques qu'à mettre au point l'extraordinaire brevet qui permettait précisément de fabriquer un produit moins cher et plus solide. Les exemples sont innombrables.

En multipliant systématiquement et rapidement par quatre ou cinq la longévité de tous les produits mécaniques d'usage courant, on obtiendrait cumulativement les résultats suivants :

- augmentation initiale des prix de vente pouvant atteindre jusqu'à 50 %;
- compte tenu de cette augmentation, division par au moins trois des frais de renouvellement;
- forte économie pour le pouvoir d'achat des familles qui pourront de ce fait soit (en première période) accélérer leur accession à un parc complet et de longue durée, soit orienter ce pouvoir d'achat vers des consommations de services;
- division par quatre ou cinq de la masse des matières à consommer et de la pollution correspondant à la satisfaction des besoins mécaniques des familles;
- forte détente de la demande sur les marchés des produits en cause et par voie de conséquence diminution de la pression inflationniste.

Il va de soi que l'obtention de ces résultats suppose à la fois une planification accompagnée de normes réglementaires très fermes, complétée d'une intervention

directe de la puissance publique sur le marché par le canal des entreprises nationales, et un contrôle efficace de la publicité qui tend à en limiter (par voie fiscale) le volume à un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires et surtout à en éliminer les appels aux motivations pour la ramener tant que faire se peut à sa fonction première : l'information commerciale.

Les organisations de consommateurs doivent pouvoir jouer un très grand rôle dans ce processus de réorientation, par leur présence dans les conseils d'administration d'entreprises produisant pour la consommation, par leur effort propre d'information du public, et par le droit récemment acquis de se porter parties civiles en justice pour la défense des consommateurs.

On retrouve ici un aspect de la grande cohérence qui fait de la perspective socialiste autogestionnaire un moyen efficace de lutte à court et moyen terme contre l'inflation en même temps qu'un projet à long terme de société plus harmonieuse.

La malédiction économique.

Le deuxième aspect des objectifs à finalité socio-politique, mais à mise en œuvre économique, concerne les équipements nécessaires à la vie collective. Ce secteur est dans les sociétés développées, et tout particulièrement en France, victime d'une double malédiction financière et sociologique. Financièrement, ce que l'on convient d'appeler les équipements collectifs (appellation déjà porteuse de la malédiction sociologique) constitue la par-

tie électoralement la moins sensible du budget de l'État, et par conséquent la partie la plus propice aux « économies », aux sacrifices nécessaires à la mythologie de l'équilibre budgétaire. La France tient le record du monde de l'équilibre budgétaire et corrélativement, elle tient en Europe le record de l'insuffisance en matière d'équipements collectifs, qu'il s'agisse du niveau absolu, comparé aux pays à revenu par habitant analogue, ou qu'il s'agisse de la vitesse de progression de ces équipements, critère par rapport auquel nous sommes en queue de la Communauté européenne.

On peut distinguer trois catégories parmi les équipements en cause. Tout d'abord, ceux qui sont nécessaires à l'activité de production : infrastructure énergétique, infrastructures de transports et communications (air, rail, route, voies d'eau, mer), infrastructures de télécommunications. Bien que négligées dans certains cas, ces infrastructures sont les moins mal traitées, et dès qu'une insuffisance grave apparaît, elle est plus ou moins prise en charge.

Ensuite, les équipements nécessaires à la vie collective des habitants dans leur rapport avec le bon fonctionnement de l'appareil productif : santé, éducation, recherche scientifique. Dans ces domaines déjà, le sacrifice budgétaire annuel a été en France répété pendant quinze ans. La réalisation sur le terrain a régulièrement été inférieure aux prévisions toujours édulcorées de nos plans successifs. Tout cela explique la situation dramatique de notre système sanitaire, la crise quantitative permanente de notre système éducatif et surtout la paralysie croissante de notre recherche scientifique maintenue à bout de bras

par des bricoleurs de génie, mais en fait systématiquement sacrifiée.

Enfin, les équipements nécessaires à la bonne qualité de la vie collective, sans rapport direct mesurable avec le système de production : accueil, prise en charge et soins aux handicapés, aux personnes de grand âge, accueil de la petite enfance; animation culturelle, moyens matériels et financiers pour les associations. C'est aussi un aménagement urbain capable non seulement de réduire encombrements et pollutions, mais de préserver pour les habitants une relation suffisante avec la nature, qui leur permette de consacrer leur temps libre à l'épanouissement de leurs qualités sportives, intellectuelles, artistiques. Un aménagement urbain surtout qui exprime les capacités de création, d'invention, le souci de la beauté, le plaisir de vivre d'un peuple. Dans ces domaines, l'apport de la collectivité publique à la vie privée est extraordinairement faible en créations et financements nouveaux chaque année, et cet apport est rendu négatif par le fait que la collectivité ne cherche pas à maîtriser des évolutions géographiques et économiques immensément destructrices : étouffement de la dimension associative et culturelle par encombrement et apoplexie dans le cadre des métropoles urbaines, par désertification progressive dans le cadre de vie rural.

Qu'à travers ces critiques nous esquissons un modèle futur de société, c'est l'évidence même. Mais tout ceci a-t-il le moindre rapport avec l'inflation? Nous prétendons que oui et même que ce rapport est de première importance à moyen terme.

Dans le cas des infrastructures ayant un rapport soit direct et immédiat (première catégorie) soit indirect et à long terme (deuxième catégorie) avec la production, l'insuffisance grave est sensible sur le système. Ou elle est comblée, ou elle ne l'est pas. Si elle est comblée, c'est par des financements privés : autoroutes, téléphone, cliniques privées, enseignement professionnel privé. Il en coûte le plus souvent plus cher à la collectivité; la sélection des besoins ne sera pas la même, elle se fera aux dépens des besoins les moins facilement solvables même s'ils sont les plus indispensables (sur le plan routier le désenclavement de la Bretagne par exemple) et surtout le coût annuel de satisfaction de ces besoins augmentera plus vite à cause des exigences du profit : c'est directement inflationniste.

Ou l'insuffisance ne sera pas comblée : elle se paiera en encombrements, en fatigue nerveuse dans des transports en commun surchargés, en charges de charité sociale, en absentéisme, en pertes de productivité et en coûts supplémentaires de toutes sortes. C'est encore directement inflationniste. Pour ne prendre qu'un exemple, on sait aujourd'hui que le handicap moteur profond qui affecte certains enfants tient à un accident respiratoire hélas banal et fréquent qui peut survenir au nourrisson dans les deux premières minutes de sa venue au monde, comme suite du choc de l'accouchement. Il existe aujourd'hui un matériel mécanique assez simple qui permet de faire face à ce drame dont est victime un nourrisson au moins sur mille. Mais 15 % à peine de nos maternités en sont équipées : équilibre budgétaire! Moyennant quoi, la France produit

plusieurs milliers d'handicapés moteurs par an et la société va les entretenir, fort mal d'ailleurs, leur vie durant. Au-delà du scandale moral et humain que constitue cette situation, il faut souligner qu'elle constitue une pression inflationniste par création d'une demande sans contrepartie productive.

Enfin, dans le cas des infrastructures sans rapport apparent avec la production, celles qui n'ont pour but que d'améliorer le confort et la richesse de communication et d'échange de la vie privée, leur rapport avec l'inflation est simple : c'est celui de la compensation. Si les enfants ne peuvent pas jouer aux abords du logement familial, il faudra les emmener souvent sur une zone de loisirs : transports, frais d'entrée, consommation de services devenus marchands puisque soumis à l'échange monétaire, tout cela constitue une demande supplémentaire et inutile, qui disparaîtrait en grande partie dans un cadre urbain amélioré. Lorsque la vie chez soi devient impossible, il faut aller chercher ailleurs l'isolement, la nature, voire la vie communautaire vraie. Et ce sont les grandes migrations de week-end ou d'été auxquelles s'ajoutent progressivement les migrations vers les champs de neige. Là encore, la surutilisation des services publics aux périodes de pointe, l'apparition d'une demande artificielle mais pressante et en croissance rapide sont des facteurs de pression inflationniste.

La prise en charge systématique par la collectivité publique de ces besoins d'infrastructure de la vie collective, dans leur sens le plus général, serait donc un facteur de détente sur bien des marchés de consommation, de limi-

tation des pertes de productivité, d'augmentation du temps libre personnel et familial, bref de décompression sociale.

La malédiction sociologique.

Mais on se heurte ici à ce que nous appelions plus haut la malédiction sociologique. L'exemple de la petite enfance le fera bien comprendre. Très nombreuses sont les mères de jeunes enfants qui souhaitent, pour pouvoir travailler, faire garder leurs enfants. D'innombrables solutions sont possibles : les faire garder au domicile familial par une personne rémunérée, rassembler les enfants de plusieurs familles pour les faire garder à tour de rôle par chacune des mères concernées, créer des haltes garderies, équipements sommaires pour un petit nombre d'enfants ouverts sur une grande période de la journée pour que les enfants puissent être déposés et repris à n'importe quelle heure, enfin les crèches, équipements plus lourds fournissant une surveillance médicale relativement élémentaire et un encadrement pédagogique assez qualifié. Chacune de ces solutions a ses conditions et ses contraintes; la première suppose la déduction du salaire de la gardienne dans le revenu fiscal de la famille; la deuxième suppose l'existence dans chaque immeuble collectif d'un local réservé à cet usage et le droit pour les mères en cause d'obtenir sans que l'employeur puisse s'y opposer ce congé rotatif. La troisième suppose un minimum d'équipement, mais surtout des frais de fonctionnement importants puisque les servitudes d'ouverture à horaires amples suppose pour les gardiennes un horaire

en deux postes. Enfin, les crèches, quatrième solution, exigent des équipements beaucoup plus lourds et un corps de personnel formé de manière beaucoup plus stricte.

Devant cette situation, à quoi assiste-t-on? L'intérêt des familles serait de pouvoir choisir à leur guise, selon leurs ressources, l'horaire de travail des mères, le temps de parcours entre logement et lieu de travail, et le caractère isolé ou concentré de l'habitat familial. Réserver cette possibilité de choix exigerait que les décisions de financement soient prises au plus bas niveau possible, le plus près possible des familles concernées : au mieux au niveau du quartier, en tout cas à celui de la commune. Mais intervient ici la malédiction sociologique : notre pays est centralisé, si bien que tout s'y décide en haut, c'est-à-dire au niveau national, et son administration est découpée par secteurs isolés. On n'y connaît guère la famille, car elle touche à trop de choses, mais on y connaît la petite enfance, qui dépend du ministère de la Santé publique et de la Population. Aucun médecin de ce ministère n'acceptera, pour des raisons de maintien du monopole professionnel, de choisir une solution qui ne donne pas les meilleures garanties médicales et pédagogiques techniquement possibles, même si elles sont bien au-delà du nécessaire et du souhaité. Les trois premières solutions ne sont même pas accueillies comme concevables, et le problème se résume à celui des crèches. Et l'on édicte des normes, souvent trop luxueuses, puis on passe au plan type agréé, derrière lequel s'abrite la puissance des corps d'ingénieurs qui les font et qui les agréent, au besoin en liaison avec les entreprises, qui les construisent. Résultat : les

solutions choisies seront les plus chères, les plus longues à mettre en place, les plus lourdes en servitudes horaires et financières pour les familles, et bien entendu, on ne couvrira qu'une très insuffisante partie des besoins...

A titre d'exemple, on peut rappeler que chaque commune yougoslave possède dans son budget annuel un crédit ouvert aux groupements de mères de famille pour financer le gardiennage de la petite enfance comme ces groupements le souhaitent. C'est plus rapide, plus diversifié, moins coûteux.

L'exemple vaut pour tous les équipements sociaux : écoles, moyens sanitaires élémentaires tels que dispensaires et centres de soins, etc. Les maisons de la culture, ces cathédrales de béton ingérables et souvent vides ont englouti un argent considérable qui aurait été beaucoup plus efficace s'il avait financé de petits équipements mobiles et diversifiés, mais beaucoup plus nombreux. Mais quels ingénieurs, quels architectes, quels chefs de service et quels directeurs s'y seraient fait une réputation et y auraient consolidé leur pouvoir?

Il y a là une loi sociologique : un pouvoir très concentré maintient et élargit sa domination par le choix de techniques lourdes, par une division très poussée du travail, favorisée par ces techniques lourdes, par la mise en place d'une hiérarchie très développée permise justement par l'excès de cette division du travail qui appelle contrôles et coordinations, et par l'entretien constant d'inégalités importantes de revenu, de savoir, et de pouvoir pour préserver la fidélité de cette hiérarchie.

Clairement décelable dans le domaine des équipements

collectifs, cette loi est en fait bien plus générale. Si la France, pauvre en énergie, n'a pas poussé au maximum l'utilisation de la seule source qu'elle possède de manière importante, qui est la géothermie, c'est qu'il s'agit là d'une forme d'énergie peu transportable, utilisable surtout sur un plan local et de manières diversifiées selon les caractéristiques locales propres de la ressource et des besoins. Bien qu'ils y pensent aujourd'hui sous l'empire de la nécessité, nos corps d'ingénieurs ont négligé cette forme que leur culture et le caractère centralisé des institutions où ils travaillent rendaient extérieure à leurs préoccupations...

Or la rareté provoquée par cette sélection très particulière des besoins, le coût considérable des investissements lourds que produit cette sociologie administrative, la pression constante d'une demande toujours insatisfaite aussi longtemps qu'une solution « nationale » n'est pas trouvée à son problème, tout cela provoque des effets économiques directement inflationnistes. Voici terminé le temps où l'autogestion n'était qu'un rêve, elle devient une nécessité urgente; mais n'anticipons pas sur nos conclusions.

Au-delà des équipements nécessaires à la vie collective, il faut faire place à un troisième objectif toujours économique par sa nature et socio-politique par sa finalité. Nous voulons parler des services nécessaires à la vie collective. Cette notion est presque absente de notre organisation sociale. Elle est pourtant de première importance. Qu'il s'agisse des handicapés, des malades temporaires ou chroniques, des personnes âgées ou de la petite enfance,

tous les problèmes les concernant sont toujours posés en termes d'équipements d'accueil et pratiquement jamais en termes de service social à domicile. Il en va de même pour l'animation culturelle. La pratique personnelle, dans les domaines sportifs et culturels ne fait l'objet d'aucun encouragement sérieux, l'obligation scolaire étant dans ces domaines dévoyée jusqu'au ridicule. Ces besoins d'épanouissement prennent alors la forme d'une consommation marchande de services privés, avec la pression inflationniste que cela suppose sur des marchés où la rareté demeure toujours grande. Une grande souplesse est ici nécessaire. Elle suppose le développement de cette masse de services sociaux à partir d'initiatives si possibles locales et au maximum régionales. Cela implique une forte décentralisation, des pouvoirs accrus pour les collectivités régionales, l'obligation pour elles de travailler en liaison étroite avec toutes les associations représentatives de la population, et naturellement l'augmentation importante de leurs ressources budgétaires : celles-ci seront enlevées à un État central qui restera chargé de définir les grandes orientations et de préserver les grands équilibres, mais qui sera dégagé de toutes attributions de gestion courante.

Le temps libre.

Enfin, le quatrième objectif à finalité socio-politique concerne le temps. Il serait urgent à cet égard de changer la variable étudiée quand on parle du temps. On ne songe d'ordinaire qu'à la durée du travail. Les organisations

syndicales ont raison de faire du retour aux quarante heures un objectif central de leurs luttes dans la période. Le repos, la tranquillité des familles, le fait de préserver la possibilité de lire et de se cultiver dépendent de la diminution des horaires hebdomadaires. Mais l'objectif réel est la préservation d'un « temps libre personnel » suffisant pour que la vie sociale prenne la dimension de la communication, de l'enrichissement mutuel par l'échange, de la culture, du travail manuel, de la pratique sportive, artistique, cinématographique, etc. Entre le temps de travail et le vrai temps libre s'interposent deux obstacles. Le premier est celui du temps de transport, qu'il faut réduire à long terme par une politique de logement et d'aménagement de l'espace telle que la distance moyenne entre l'habitat et le travail se réduise, et à court terme par l'amélioration des réseaux de transports publics.

L'autre obstacle est celui des démarches. Qu'il s'agisse de remplir le dossier de bourse d'un enfant, de demander une carte d'identité ou un passeport, d'emprunter pour acheter son logement... ou finalement de n'importe quoi, le temps perdu à l'occasion de telles démarches est incroyable. L'obligation faite aux administrations de traiter par correspondance, la réduction du nombre des documents d'identité à un seul, la simplification générale des procédures, la création d'un fichier social individuel où soient suivis, quels que soient les changements éventuels de régime, les rapports d'un individu avec la sécurité sociale et les Allocations familiales, telles sont quelques-unes des innombrables dispositions qui doivent permettre à chacun de préserver son temps.

Il va de soi que la mise en œuvre de ces orientations, qui définissent la réponse à la question « produire, comment », ne peut être menée dans l'improvisation. Ces différentes pistes ne peuvent être suivies séparément, elles exigent au contraire une coordination étroite, qui ne peut être menée que dans le cadre d'une planification aux choix très fermes et aux moyens d'exécution puissants. Le programme commun en définit les bases et les moyens essentiels. Il en esquisse même quelques-unes des orientations sectorielles. On peut les reprendre et les compléter. Pour mémoire, ces orientations sectorielles principales porteront sur l'agriculture, l'énergie, les industries exportatrices, les industries économisatrices d'importations, l'ensemble des services, notamment les services d'aide à domicile pour les handicapés, les personnes du troisième âge, les malades chroniques voire temporaires et la petite enfance, et tout ce qui tourne autour de l'habitat et du cadre de vie.

Le problème le plus difficile, et en fait l'axe autour duquel s'organisera la planification de cette réorientation des structures économiques est l'emploi. L'allongement important de la durée de vie des objets mécaniques provoquera une diminution des volumes de production dans les branches concernées. La réorientation progressive des travailleurs ainsi libérés vers d'autres activités (par exemple : bâtiment, ameublement, embellissement du foyer et surtout services de toutes natures) suppose une grande rigueur dans l'ajustement des plans de production par branche et par entreprise, des plans de formation professionnelle, et des plans de financement des nou-

velles activités. Les besoins dans ces secteurs sont tels à long terme (pour ne citer qu'un exemple, le passage d'un enseignant pour 25 à 30 élèves à un enseignant pour 15 dans l'ensemble du système éducatif appelle au moins 300 000 emplois nouveaux), qu'il n'existe aucun risque sérieux de chômage permanent. Les difficultés portent sur le maintien du plein emploi au niveau régional pendant la période de redéploiement de l'activité économique. C'est un problème de technique de planification, qui ne relève pas du sujet du présent livre.

Enfin, il n'est pas possible de mettre en œuvre une orientation aussi profondément novatrice à partir d'une impulsion et d'un commandement centralisés. La clé des équilibres sera régionale, et les initiatives en matière de services sociaux, de formation permanente et d'aménagement urbain seront mieux ajustées si elles sont communales dans certains cas, régionales au maximum dans les autres. La planification centrale sera d'ailleurs plus harmonieuse si elle limite son objet aux grandes orientations et à l'établissement de la cohérence entre les plans régionaux que si elle prétend établir elle-même le détail des objectifs sectoriels et locaux. Tous les organismes vivants sont faits d'éléments (cellules, organes, systèmes) qui ont une forte autonomie de régulation interne, et sont reliés les uns aux autres et avec l'extérieur par un système nerveux central qui agit comme transmetteur généralisé d'information permettant d'améliorer ces régulations. On peut se demander s'il ne devrait pas en être de même des systèmes sociaux, et c'est une des intuitions centrales du socialisme autogestionnaire.

Mais sans aller jusque-là, cette décentralisation très poussée, nécessaire à l'organisation de redéploiement aura aussi deux autres effets, celui de fournir des points d'appui au contrôle ouvrier et au contrôle populaire, et celui de commencer à briser la logique évoquée plus haut qui lie la priorité aux choix technologiques lourds, la division excessive du travail, la concentration du pouvoir et l'inégalité.

L'inflation contre la croissance profonde

La société à croissance profonde n'est pas immobile : retrouver le goût de la communication ou du silence participe plus du véritable développement que l'agitation fébrile de la « société de consommation ». Si elle n'est pas immobile, elle est cependant équilibrée. Car elle ne se nourrit pas des violentes oppositions de statuts économiques et sociaux qui font le jeu de la croissance actuelle. Cet équilibre repose sur l'égalité et n'existe que par la volonté commune de préserver les nouvelles valeurs collectives d'un retour au règne de la marchandise, c'est-à-dire au règne de la production pour la production.

Compte tenu de l'extraordinaire emprise idéologique qu'exerce aujourd'hui la croissance acquisitive, le renversement culturel qui s'impose aux côtés des changements de finalité économique sera un processus de longue période. Ce n'est pas du jour au lendemain que se perdent de vieilles habitudes, même lorsqu'on les sait nuisibles à soi-même et à la collectivité. Seule une révolution violente et brutale peut brusquer les choses mais jusqu'à présent ce type de situation historique s'est toujours payé d'un prix inacceptable sur le plan de la liberté. Le conformisme

imposé par la pression policière est en effet le seul moyen, aux yeux des nouveaux pouvoirs, de réduire l'immense incertitude sociale qui pèse sur une collectivité après de tels sursauts. Mais l'objet de la croissance profonde est précisément d'augmenter la diversité des expériences sociales et de diminuer le poids du commandement centralisé. Cette révolution-là gagnera à être évolutive, progressive et souple.

C'est pourquoi la société autogestionnaire à croissance profonde sera une société à maturation lente. Comme on l'a vu, l'inflation s'accommode de la croissance acquisitive, elle en est même un des moteurs. Elle est mortelle en revanche pour la croissance profonde. Car l'inflation est le signe de l'éclatement des solidarités sociales et entretient les luttes d'influence. L'inflation est la manifestation qu'aucune autre forme d'arbitrage n'a pu être trouvée pour conclure un accord de répartition du revenu national entre ceux qui y ont droit. L'arbitrage de l'inflation, c'est la fin de la raison politique, c'est la loi de la jungle où le plus fort domine le plus faible. Voilà pourquoi l'équilibre économique, social et culturel qui cherche à s'instaurer en société de croissance profonde ne peut tolérer l'inflation sous peine de se rompre. La solidarité collective dans le partage des gains de productivité doit être un des fondements de ce socialisme. Si cette solidarité est rompue par l'influence de l'ancien modèle de croissance alors, chaque groupe, chaque collectivité, chaque entreprise cherchera à prospérer au-delà de ce que son propre travail lui permet, par la pratique de la hausse des prix. Il y aurait ainsi, à l'instar de ce qui se passe de nos jours,

vol du travail et des richesses d'autrui, c'est-à-dire tentative par certains de recréer une société inégalitaire. L'équilibre de la société à croissance profonde serait alors sur le chemin de la rupture.

Il est une seconde raison pour laquelle l'inflation devra absolument être combattue. C'est le risque qu'elle soit adoptée comme méthode de financement des investissements. On sait qu'en régime capitaliste cette méthode est largement utilisée. Mais il faut voir aussi que l'inflation capitaliste est un processus d'arbitrage entre ouvriers et patrons au profit de ceux-ci; en effet, la hausse des prix est la méthode la plus simple pour récupérer d'une main ce que l'autre a accordé en matière de revendications salariales. La démocratisation de la gestion des entreprises en régime socialiste doit aider à résoudre ce problème. En revanche, elle laisse entier celui de l'arbitrage entre salaire et investissement, c'est-à-dire entre court terme et moyen terme. Si les travailleurs ne parviennent pas à décider une répartition entre salaires et investissements qui préserve les capacités de développement ultérieures de l'entreprise, c'est l'inflation qui rétablira l'équilibre. Autrement dit, si les travailleurs opèrent un arbitrage trop favorable au court terme, le financement du moyen terme sera inflationniste. Et il est clair que cette voie par laquelle l'inflation peut se réintroduire mène au même titre que les autres à des tensions redoutables.

Ainsi, les menaces dont l'inflation est porteuse en régime capitaliste n'épargnent pas la société socialiste à croissance profonde. C'est pourquoi la définition d'une politique socialiste contre l'inflation est nécessaire.

Cette politique s'inscrit bien sûr dans le cadre général de la transformation sociale dont nous venons d'esquisser les principes. L'autogestion, la planification et la socialisation des pôles dominants de l'économie sont les premiers de ces principes. Mais il ne suffit pas de décrire un projet de société; il faut aussi maîtriser les mesures capables de l'engager. La définition d'un ensemble cohérent de mesures à court terme est une tâche immense à laquelle le parti socialiste et le parti communiste se sont attelés pour la première fois en élaborant le Programme commun de la gauche. Notre ambition dans les paragraphes qui suivent est beaucoup plus modeste. Elle cherche, sur le seul terrain de la lutte contre l'inflation, à approfondir quelques éléments d'une politique socialiste pour la période qui suivrait immédiatement la prise du pouvoir.

*Éléments d'une politique socialiste
contre l'inflation*

420. DES PRIX STABLES, UNE ÉPARGNE LONGUE

On a déjà noté certains indices d'inefficacité de la politique des prix, puisque la structure relative des prix entre groupes de biens et services est analogue entre les pays qui ont une tradition interventionniste en la matière (France, Pays scandinaves) et les autres (États-Unis, Allemagne fédérale)¹. On conçoit en effet que la variable productivité soit beaucoup plus déterminante sur les prix relatifs de l'agriculture, de l'industrie, et des services qu'une quelconque intervention administrative, surtout lorsqu'elle manque de fermeté. Mais cette inefficacité partielle est loin de valoir condamnation de toute action directe sur les prix. Celle-ci est en effet un des moyens de l'action structurelle qui, ainsi que le préconise François Perroux, doit prévaloir sur la politique monétaire; il y a bien sûr ici un principe préjudiciable à la fameuse libre

1. Cf. Jean Cartell, *Inflation permanente ou marché dirigé?* Projet, mars 1974.

détermination des prix par le marché. On a trop vu ce qu'un tel mythe peut recouvrir pour ne pas savoir qu'aujourd'hui, un nombre important de prix nationaux sont déterminés soit par les firmes dominantes, soit par les prix directeurs étrangers, c'est-à-dire par les entreprises dominantes étrangères. Le prix libre de la théorie marginaliste n'a donc plus guère de réalité et dès lors, il s'agit de savoir à quelles directives le prix du marché répond, celles des groupes privés dominants ou celles des pouvoirs publics.

Il n'est pas douteux qu'en la matière, une solution heureuse serait d'améliorer les conditions de la compétition entre les entreprises afin que la concurrence par les prix retrouve une certaine efficacité. Il est clair qu'un tel espoir ne peut se fonder sur un quelconque retour aux règles antérieures du capitalisme, à l'époque où celui-ci ne connaissait pas le stade de l'économie de domination dont nous avons décrit la structure. Car les mêmes causes produisant les mêmes effets, la concurrence de type capitaliste mènerait à nouveau à la domination de quelques-uns. Il semble qu'au contraire il soit aujourd'hui possible d'envisager une économie nationale qui intégrerait les avantages de l'émulation inter-entreprises et ceux d'un certain nombre de principes directeurs qui planifieraient le développement de l'économie. Ces principes concerneraient bien sûr les prix des produits, mais aussi leur qualité et leur nombre, deux variables qui interviennent dans le processus inflationniste. La baisse de la qualité à prix constant peut en effet être comparée à une hausse de prix à qualité constante; de même, dans certaines branches

industrielles telles que la pharmacie, la production d'un bien strictement similaire, aux différences d'emballage près, à un bien déjà existant est une ponction sur le revenu national qui s'apparente à la ponction inflationniste. C'est pourquoi les principes directeurs dont nous proposons la mise en place devront veiller à ce que la stabilité des prix ne soit pas tournée de la sorte.

Hormis cette action sur la qualité et le nombre des produits, la détermination du prix lui-même reste le levier principal d'une politique des prix. Le régime actuel utilise d'ailleurs ce levier dans le domaine agricole où le laisser-faire aboutirait à une liquidation immédiate de la petite et moyenne paysannerie, compte tenu de la concurrence internationale. Nous pensons que des interventions de ce genre peuvent être faites dans d'autres secteurs pour en favoriser la croissance; en matière de transport par exemple, il est évident que c'est une fausse conception de la liberté des prix qui a amené le développement déraisonnable de la voiture individuelle par rapport aux transports collectifs : il eût mieux valu bloquer les tarifs des transports ferroviaires (trains et métro) et accepter de lourdes subventions budgétaires pour équilibrer la gestion et développer les investissements, tout en taxant le transport routier individuel plutôt que de laisser l'automobile proliférer. Certes, le coût apparent du transport automobile est moindre, mais lorsque l'on somme les heures perdues, la fatigue nerveuse, le coût de l'entretien (de la voiture et du réseau routier), celui des accidents, et aujourd'hui, le gaspillage d'énergie, on s'aperçoit que le choix individuel a de lourds inconvénients pour la collec-

tivité. Cet exemple du prix des transports n'est qu'une illustration de la nécessité d'une politique autoritaire des prix à l'égard de secteurs où il y a état d'urgence. Mais il ne faudrait pas généraliser cet exemple : en aucun cas, nous ne pensons qu'une planification autoritaire de tous les prix doive s'instaurer en France; cette méthode a eu la faveur de certains pays en voie de développement accéléré qui aujourd'hui en viennent eux-mêmes à plus de souplesse. Il ne s'agit pas de faire de la France une terre de bureaucratie. La règle générale doit être la décentralisation des décisions dans le cadre éventuel d'un régime de liberté surveillée des prix. Ce n'est que lorsqu'une action structurelle impérative doit être menée rapidement que la tutelle directe des prix est mise en œuvre en coordination avec les autres moyens de la politique économique.

Il est un avantage de cette planification des prix qu'il faut enfin souligner, c'est son rôle dans la répartition du revenu national à la fois entre les entreprises et à l'intérieur de celles-ci, entre le salaire et l'investissement. Des études menées aux États-Unis, où les syndicats ouvriers sont très puissants, ont montré que syndicat et patronat d'une même entreprise pouvaient avoir un intérêt commun à la hausse des prix des produits fabriqués par ladite entreprise. On conçoit en effet que toutes choses égales par ailleurs, cette hausse des prix permet à l'entreprise à la fois d'accorder de meilleurs salaires et de s'autofinancer davantage. Concrètement, si l'entreprise considérée est déjà puissante et capable d'imposer un prix sur le marché sans que la demande faiblisse (c'est ce que nous

avons appelé une entreprise dominante), elle a globalement intérêt à ce que ses prix croissent plus vite que la moyenne des prix, car elle perçoit alors une véritable subvention de la part de l'extérieur. La planification souple des prix vise à lutter contre ces conséquences aberrantes de l'économie de domination en évitant qu'une collusion d'intérêts internes aux entreprises dominantes vienne fausser les mécanismes de répartition du revenu.

Si cette collusion peut exister et existe objectivement dans certains cas, la situation la plus fréquente reste celle d'une tension entre investissements et salaires; et si cette situation nous préoccupe ici, c'est qu'elle peut se reproduire dans le cadre d'un régime de transition au socialisme. Dans ce régime, les travailleurs acquerront une responsabilité de plus en plus large dans la gestion de l'entreprise; ainsi seront-ils confrontés au problème traditionnel de la répartition du revenu de l'entreprise entre masse salariale et financement de l'investissement. Les exemples historiques montrent le sens de la responsabilité dont font preuve les travailleurs en de telles circonstances et donnent tort à ceux qui les croient incapables — par on ne sait quelle tare congénitale — de défendre une politique d'investissement ambitieuse. Cependant, il est possible qu'à investissement égal, les travailleurs de telle ou telle branche, ou même de toute économie, souhaitent accroître rapidement les salaires pour compenser la compression constante à laquelle les soumettait le capitalisme. Si des progrès de productivité conséquents n'ont pas lieu, il est clair qu'alors la seule issue à cette distribution supplémentaire de revenu

sera l'inflation. Dans ce cas, la planification souple des prix doit servir d'indicateur pour rappeler que l'amélioration des revenus ne doit pas être recherchée par un financement inflationniste, mais (toujours déduction faite des progrès de productivité) par des économies réalisées sur les autres charges de l'économie nationale.

Nous avons dit qu'une politique efficace des prix ne doit pas s'appuyer seulement sur les rouages administratifs, mais doit faire appel à la participation des consommateurs. En période de transition au socialisme, cette participation sera d'une nécessité absolue dans la mesure où les tenants du régime antérieur mettront tout en œuvre, y compris l'inflation, pour faire échouer les premières étapes de la transformation socialiste.

Quelle place peut tenir dans cet ensemble une éventuelle politique d'indexation? *A priori*, on serait tenté de dire que tout ce qui peut contribuer à ce que personne n'ait intérêt à l'inflation est une bonne chose; car l'inflation est pour ceux qui en bénéficient une sorte d'assurance de s'enrichir en dehors de tout travail supplémentaire. Mais si le principe est clair, son application soulève des difficultés de toutes sortes. Des expériences d'indexation ont déjà été réalisées en France, et à l'étranger, qui livrent certaines leçons, mais qu'il faut interpréter avec prudence, étant donné la diversité des situations. En ce qui concerne les salaires, la IV^e République avait mis en œuvre des clauses d'indexation; de nos jours, il n'existe pas de régime officiel d'indexation. Mais la réalité en est parfois proche — du moins pour ce qui concerne les salaires — puisque les conventions collectives d'entre-

prises ou de branches garantissent très souvent un taux minimum de progression du pouvoir d'achat réel. Il est vrai que ce qui vaut pour les grandes entreprises et pour celles où les organisations représentatives des travailleurs sont puissantes, ne vaut pas toujours, tant s'en faut, dans les petites entreprises. Là, le salarié se trouve soumis au bon vouloir de la direction. Et surtout, le principe de l'indexation conventionnelle de fait laisse en blanc le problème du décalage temporel entre hausse des prix et hausse de salaire. Ainsi, lorsqu'une négociation patronat-salariés réunie au titre normal de la convention collective décide par exemple 5 % d'augmentation à titre compensatoire de l'inflation, il s'agit d'une mesure de rattrapage. Autrement dit, pendant la période comprise entre l'avant-dernière et la dernière négociation salariale, le pouvoir d'achat du salaire risque en fait d'avoir baissé. Il ne s'est amélioré que si au taux d'augmentation compensatoire de l'inflation passée s'est ajouté un taux d'augmentation compensatoire de l'inflation future.

Pour que cesse ou au moins s'atténue cette injustice de l'augmentation compensatoire, il convient de ne pas trop espacer les négociations salariales. Reste bien entendu le problème des revenus non salariaux qui ne sont pas protégés par une indexation; certains, notamment ceux de la plupart des professions libérales, n'en ont pas besoin pour occuper en permanence le haut de l'échelle des revenus. D'autres comme les revenus des personnes âgées, des retraités, des rentiers sont au contraire très menacés. Une société de solidarité telle que se veut la société socialiste, s'efforcerait non seulement d'indexer

les retraites et les revenus des personnes âgées sur les prix, mais aussi d'opérer une politique de progression rapide en ce qui les concerne. La situation des rentiers et d'une façon générale des personnes qui tirent des ressources du placement de leur capital pose tout le problème de l'indexation de l'épargne sur lequel nous allons revenir. Auparavant, nous voudrions répondre à la question suivante : l'indexation réelle des revenus salariaux est-elle un frein ou un encouragement à l'inflation ? La logique théorique de l'indexation est anti-inflationniste puisque les entreprises ne peuvent plus espérer dévaluer leurs charges en valeur relative par l'augmentation de leurs prix. En pratique, l'opposition d'intérêt qui existe en régime capitaliste entre patronat et salariés est telle que ce frein peut lâcher et laisser place à une course poursuite entre salaires et prix plus grave encore que s'il n'y avait pas indexation. En régime socialiste, cette opposition peut être dépassée par la prise de responsabilité des travailleurs dans l'entreprise, l'indexation des salaires peut alors jouer un rôle de garantie de stabilité, surtout si elle est complétée par un régime de planification souple des prix dont nous avons déjà décrit la fonction. En définitive, la réussite d'une opération d'indexation réelle des salaires exige que les divergences d'intérêt entre groupes sociaux se soient atténués et c'est pourquoi le patronat capitaliste lui est opposé : il ne peut trouver sa place dans ce système de tension stabilisatrice puisque précisément la réalisation du profit trouve son avantage dans la déstabilisation des prix.

Nous retrouvons donc à propos de l'indexation des

salaires une conclusion qui vaut pour l'ensemble de l'étude de l'inflation : l'éclatement du corps social en groupes antagonistes est un puissant facteur d'inflation et c'est en réalisant une justice économique meilleure que l'on peut espérer extirper les racines de la compétition sociale inflationniste.

L'indexation générale des revenus peut former un premier verrou contre l'inflation; ce verrou n'est pas inébranlable. Si un des partenaires de l'entreprise s'avise de vouloir prendre de vitesse l'évolution moyenne des revenus ou des prix de l'ensemble de l'économie, la mécanique d'indexation risque de tourner à fou. C'est pourquoi elle n'annule en rien la nécessaire action des pouvoirs publics par les autres moyens de la politique économique. L'exemple brésilien montre bien que c'est l'association de l'indexation aux mesures anti-inflationnistes plus classiques qui porte ses fruits (ce qui ne vaut pas approbation de l'indexation brésilienne dont on sait par ailleurs qu'elle a sans cesse défavorisé les bas salaires¹). Ce verrou n'est pas non plus suffisant. Car si l'on veut briser les comportements inflationnistes, ce n'est pas seulement sur le couple prix/revenus qu'il faut agir : mais aussi sur celui que forment la dette et la créance, dont l'aspect le plus important est celui de l'investissement et de l'épargne. Mais avant de l'aborder, il ne faut pas négliger le rôle du crédit court concernant les biens de consommation durables ou semi-durables : à leur égard aussi, doit être rétablie l'égalité dans le temps entre la

1. Cf. *L'Expérience brésilienne de lutte contre l'inflation*. Notes et études documentaires, décembre 1973.

somme empruntée par le consommateur et celle qu'il doit rendre de façon à ce qu'il n'ait plus intérêt à l'inflation.

Il reste que cette question de l'indispensable neutralité du temps dans l'échange économique prend une acuité particulière lorsqu'elle porte sur le couple investissement/épargne. Nous avons déjà souligné d'une part le paradoxe de la crise de liquidités en situation inflationniste et d'autre part la préférence accordée aux investissements spéculatifs dans cette même conjoncture. Il est clair que pour retrouver un climat sain, il faut supprimer à l'emprunteur l'intérêt qu'il a à rembourser sa dette en monnaie dépréciée. L'indexation des dettes et des créances longues est le second verrou majeur à la poursuite de la spirale inflationniste. Elle comporte deux qualités complémentaires. En ce qui concerne l'épargne, elle permet de recréer l'incitation à l'épargne longue; en effet, le risque de voir son capital se déprécier est pour l'épargnant la raison principale de préférer le placement à court terme car la propension à épargner a atteint un niveau suffisamment élevé en Occident pour qu'il soit structurellement possible de dégager un fort volume d'épargne à long terme. C'est possible, à condition de garantir la neutralité monétaire du temps. Si le flot d'épargne longue est reconstitué, alors disparaît l'aspect inflationniste du financement actuel de l'investissement et c'est la seconde qualité de l'indexation.

Les adversaires de l'indexation de l'épargne font valoir l'échec de l'expérience finlandaise en 1968. On se souvient en effet que la Finlande avait institué un système d'in-

dexation mais qu'à la suite de la dévaluation de la monnaie nationale en 1967, une spirale inflationniste propagée par la chaîne des indexations avait annulé les effets de la dévaluation sur la balance des paiements. L'expérience d'indexation fut interrompue un an plus tard. Cet échec ne doit pas être négligé, mais peut au contraire servir de leçon : la lutte contre l'inflation, pour être gagnée, doit être prise en charge par tous les groupes sociaux et professionnels; les pouvoirs publics ont la charge de briser les mécanismes par lesquels certains bénéficient de l'inflation, mais ce n'est pas suffisant. L'inflation étant à la fois un phénomène économique et sociologique, elle ne peut être touchée par la seule arme économique; et si, comme lors de l'expérience finlandaise, une certaine discipline n'est pas respectée, alors, en effet, l'indexation ne fait qu'empirer le mal en facilitant sa progression.

A un moment où des investissements à très longue durée de maturation sont indispensables (développement de nouvelles formes d'industries de production d'énergie, de l'industrie des biens d'équipement, etc.), il est inconcevable qu'à l'effet inflationniste de l'investissement en soi¹ vienne s'ajouter celui d'un financement à court terme pour cause de tarissement de l'épargne longue. Rappelons ici les chiffres du Conseil national du Crédit selon lesquels

1. « Tout investissement est inflationniste : il livre des liquidités, il promet un produit. » F. Perroux, *Le Monde*, 7 septembre 1971. Une telle appréciation ne veut être qu'un constat comptable. Elle ne prend bien sûr pas en considération les effets de l'investissement sur les capacités ultérieures de l'appareil productif.

entre 1952 et 1971, les placements nets sur le marché financier ont été multipliés par 8 et les dépôts bancaires à terme ainsi que les bons de caisse par 96 ! Certains avancent que si l'investissement a pu se maintenir à un niveau relativement élevé jusqu'à présent, c'est précisément parce que l'emprunteur, en situation d'inflation, ne rembourse pas la valeur réelle de sa dette ; indexer la dette serait donc signer la mort de l'investissement. En effet, la fonction d'investissement serait compromise si un taux d'indexation sur les prix venait s'ajouter au taux actuel de l'intérêt : la charge de remboursement risquerait fort d'être trop lourde. Mais pourquoi le taux de l'intérêt est-il si élevé ? Nous l'avons déjà dit, parce que l'inflation provoque une crise de liquidité qui à son tour devient source d'inflation. Si l'on reconstruit par l'indexation un circuit de formation d'épargne longue, il est possible en toute logique, de ramener le taux de l'intérêt au niveau modéré que l'on connaissait avant la fin des années soixante. Dans cette hypothèse, il n'y a aucune raison pour que l'indexation soit un frein à l'investissement ; il y a même une raison supplémentaire de croire le contraire. Tout ce système de l'indexation de l'économie vise à redonner à l'aspect réel de l'économie le primat sur l'aspect monétaire et à permettre une comparaison juste entre le coût de l'avenir et celui du présent. Il faut cesser de vivre sur l'inflation qui est « une avance sur croissance que la société se fait à elle-même¹ », car il est dangereux de briser les ressorts de l'investissement

1. François Perroux, *op. cit.*

long. Indexer les dettes, c'est encourager l'épargne; contenir le taux de l'intérêt, c'est rapprocher celui-ci du taux de productivité réelle de l'économie, c'est donc contribuer à harmoniser les phénomènes réels et leur traduction monétaire. Telles sont les deux facettes indissociables d'une politique anti-inflationniste du prix de l'argent. Si l'on fait référence aux débats de la théorie économique, on peut dire que les dérèglements monétaires actuels marquent les limites — peut-être la fin — de l'économie psychologique introduite à l'issue du siècle dernier par l'école marginaliste. La lutte contre l'inflation passe par un renversement de tendance et une attention accrue portée aux coûts réels des facteurs de l'offre que sont le travail et le capital. L'inflation est bien à cet égard la vengeance de Ricardo et de Marx. Il est à craindre que nos gouvernements actuels ne l'aient pas compris. Car leur politique de restriction aveugle du crédit en vigueur depuis le plan d'action de juin 1974 va dans le sens inverse de ce qui serait souhaitable. En effet, cette politique s'appuie sur la conviction que la vigoureuse croissance du taux d'investissement dans l'économie française depuis 1962 est la grande responsable de l'inflation récente. Or si nous regardons le cas spécifique des dix dernières années, nous constatons d'une part — fait positif — que cet effort d'investissement a permis à la France de grimper dans le classement des nations industrielles et d'autre part (fait négatif) que cet investissement a souvent été mal affecté, sans égard aux véritables besoins à long terme de l'économie. Dans ces conditions, casser l'investissement, comme semble le vouloir le gouverne-

ment¹, c'est à coup sûr casser l'emploi sans pour autant préparer les bases d'un développement plus sain. C'est au contraire affaiblir l'appareil de production et ses capacités à l'autonomie ou à l'exportation. Or, la faiblesse de certains secteurs industriels français est une source d'inflation et de faiblesse de la balance commerciale. L'actuelle politique française est donc contradictoire. C'est pourquoi nous préconisons à l'inverse le maintien d'un fort courant d'investissement, financé notamment par une épargne de durée égale à celle de la maturation de l'investissement, et déterminé dans le cadre d'une planification active.

421. UNE FISCALITÉ JUSTE, UN CRÉDIT SÉLECTIF

La qualité fondamentale d'une « bonne » politique fiscale est d'allier justice sociale et efficacité. Dans ce paragraphe, comme dans tous ceux qui composent ce chapitre 42, notre ambition n'est pas de construire tous les pans d'une politique fiscale socialiste. Il y faudrait un livre. Elle se limite aux aspects de la fiscalité susceptibles de participer à la lutte contre l'inflation.

La politique fiscale adéquate à la lutte contre l'inflation est inscrite en creux dans les failles de la politique

1. Tirant une leçon erronée de certaines thèses pertinentes développées par le professeur Alain Cotta dans son livre *Inflation et Croissance en France depuis 1962*, P.U.F., 1974.

actuelle. Son principe général est de réduire les disparités de revenus et de fortunes. Ainsi que nous l'avons déjà souligné, cette nécessité absolue d'une société plus égalitaire ne peut pas passer par une taxation forcenée de tous les revenus. Là n'est pas notre objectif; le serait-il qu'aucune autorité politique ne pourrait le faire appliquer. Il existe un seuil de pression fiscale à ne pas dépasser sous peine de sécréter des mécanismes de fuite devant l'impôt pire encore que la fraude actuelle et qui finiraient par annuler les effets du supplément d'imposition.

Tout en respectant ce seuil, il reste beaucoup à faire dans le domaine de la fiscalité des revenus. L'élément majeur d'une nouvelle politique serait une meilleure connaissance de ces revenus. Il s'agit d'écarter la situation aberrante actuelle créée par *des taux d'imposition parmi les plus élevés du monde et au rendement fiscal parmi les plus faibles*. Une lutte draconienne contre la fraude doit donc être entreprise. Elle passe par l'aggravation des sanctions contre la dissimulation de revenus, mais également par la modification de la réglementation actuelle; il faut, par exemple, réviser les bases d'imposition des revenus agricoles dont l'extrême sous-estimation actuelle a pour objectif officiel de permettre aux petits exploitants de survivre et dont l'effet réel est de créer un paradis fiscal pour les grosses exploitations.

Il est aisé de supprimer ce privilège, quitte à rétrocéder ensuite aux petits exploitants une part de ce nouvel impôt calculé sur des bases réévaluées.

Un autre exemple de la révision nécessaire de la réglementation sur la fraude concerne la nature des hauts

salaires. Nous proposons de limiter à un certain multiple du S.M.I.C. la part du revenu des salariés du sommet de l'échelle considérée comme un salaire. L'éventuel complément serait considéré comme un bénéfice distribué et imposé comme tel, au niveau de l'entreprise d'abord, au niveau des bénéficiaires ensuite.

Cette façon de procéder serait d'abord plus conforme à la vérité de la valeur du travail et constituerait ensuite un ferme encouragement à la réduction de l'éventail des rémunérations.

Mis à part ceux qui ne vivent pas de leur travail, mais de celui des autres, toute la collectivité a intérêt à ce que cette tendance à la réduction de l'éventail se développe, y compris les cadres qui y sont dans l'ensemble hostiles aujourd'hui; ils ont dans une certaine mesure raison de l'être puisqu'ils n'ont pas le « privilège » de pouvoir frauder le fisc à la manière de leurs supérieurs des Conseils d'Administration; ils se sentent ainsi lésés alors qu'une politique menée dans la vérité des revenus et des fortunes doit permettre à chaque catégorie sociale d'apporter sa juste contribution à la construction d'une société égalitaire. De même accepteraient-ils dans ce nouvel esprit que le caractère antisocial du système actuel du quotient familial soit révisé.

Le cas de la fiscalité de l'entreprise montre là aussi que pour parvenir à une société plus juste, il faut lutter contre le mensonge : mensonge de la fiscalité et mensonge de l'inflation sont ici réunis. En effet, il ne devrait pas être admis qu'un aussi grand nombre d'entreprises fassent valoir plusieurs années consécutivement des résul-

tats déficitaires. Il y a là une volonté manifeste de frauder le fisc. Mais d'autre part, les entreprises qui ne se prêtent pas à ce mauvais jeu sont victimes du mensonge de l'inflation qui, en dévalorisant rapidement le capital fait apparaître des bénéfices fictifs, lesquels sont cependant imposés comme les autres. L'égalité devant l'impôt implique donc d'abord que la répression de la falsification des écritures soit sévèrement renforcée, mais aussi que la réévaluation des bilans vienne rétablir les éléments de passif à leur juste valeur. Cette dernière mesure contribue certes à la définition d'une politique générale de justice fiscale et par là même de la lutte contre l'inflation, mais elle s'adjoint également à la politique de préservation de la valeur dans le temps que nous avons esquissée au paragraphe précédent en proposant des mesures d'indexation.

En effet, les chances de succès d'une politique socialiste contre l'inflation reposent pour une part sur la dynamique du couple « meilleure justice sociale/préservation de la valeur dans le temps ». On le comprend bien dans le domaine fiscal qui nous occupe lorsque l'on examine les possibilités de supprimer les avantages fiscaux accordés aux revenus de l'épargne et qui, dans le système actuel, sont à contresens de la progressivité de l'impôt (avoir fiscal, prélèvement libératoire de 25 %, etc.). Il est clair que ces avantages ont un sens lorsqu'il s'agit de susciter à tout prix une épargne découragée par l'inflation. Mais dans un univers économique où serait assurée une meilleure neutralité du temps par rapport à la valeur, ces privilèges fiscaux n'ont plus de raison d'être.

Dans notre souci d'abattre l'inflation, nous venons

donc de plaider pour une meilleure connaissance des revenus des particuliers associée à une réduction de leur éventail ainsi que pour la vérité de la comptabilité des entreprises. Il faudrait, pour être complet, aborder de nombreux autres points, en particulier le nécessaire recul de la part de la T.V.A. dans les recettes de l'État. Il s'agit de donner moins d'importance à un impôt dont l'effet sur le plan social est neutre, voire légèrement antiprogressif et qui accompagne l'inflation. Mais nous n'insisterons pas sur ce point car la gauche en a déjà largement débattu publiquement.

En revanche, nous voulons ajouter deux autres objectifs dont nous n'énonçons ici que le principe et qui sont moins souvent étudiés : la taxation des plus-values et l'imposition du capital. Leur philosophie est simple. La taxation des plus-values vise à revaloriser les revenus du travail par rapport aux autres revenus, et par-là, à décourager la spéculation dont on a vu la responsabilité comme cause de l'inflation. L'imposition du capital — déjà appliquée dans la plupart des grands pays industriels — vise à établir plus de justice dans la participation des citoyens aux charges de la nation : il est anormal que la répartition de ces charges ne tiennent presque aucun compte de la très grande dispersion de la propriété du capital. Hormis cet intérêt de principe — mais qui a beaucoup de conséquences pratiques! — l'impôt sur le capital a trois avantages majeurs. Le premier est qu'en permettant un recensement de la valeur du capital français, il induit une meilleure connaissance des revenus : cet impôt est même une condition fondamentale d'une bonne connaissance

des revenus réels. Le second avantage est de favoriser la rentabilité du capital alors qu'actuellement, le système fiscal encourage plutôt le capital non rentable. Le troisième avantage est de lutter contre un des plus graves fléaux de la société d'inflation, la spéculation foncière.

La lutte contre la spéculation foncière poursuit deux objectifs. D'une part, il s'agit de redonner à la collectivité la maîtrise du sol afin de permettre une vie urbaine conforme à l'esprit de justice et de responsabilité qui anime le projet socialiste. La situation actuelle de ségrégation spatiale et de pauvreté, voire de vacuité, des rapports entre les hommes doit cesser : la lutte contre la spéculation foncière en est une condition de base. Mais cette lutte a aussi pour objectif de réduire les profondes inégalités de patrimoine qui dans certains cas permettent de combattre toute politique économique fondée sur la recherche de la justice sociale et la lutte contre l'inflation.

Le projet socialiste doit prévoir une appropriation collective des sols dans les cas où leur disposition immédiate est nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle logique du développement urbain. Il en va ainsi dans la plupart des centres urbains. Ailleurs, c'est par l'instauration d'un véritable impôt foncier déclaratif, assis sur la valeur réelle des terrains, et associé à un droit de préemption des collectivités publiques que doit être combattue la spéculation. Cet impôt foncier, outre que son montant ne sera pas négligeable, pour assurer le financement de l'urbanisation, sera calculé de telle façon qu'il soit impossible de céder un terrain à un prix supérieur au prix

d'achat, ou au prix évalué, ajusté, le cas échéant, en fonction de la hausse des prix.

L'impôt sur le capital touche bien sûr de près au problème des droits de mutation sur les successions et les donations. Il n'a jamais été question de supprimer l'héritage, comme nos adversaires de mauvaise foi nous le reprochent dans des joutes électorales douteuses. Celui qui a travaillé toute sa vie pour que ses enfants aient une vie moins dure que la sienne a le droit légitime de leur léguer ses biens. C'est pourquoi les droits de mutation doivent être allégés lorsqu'ils concernent des fortunes modestes. Ils doivent au contraire être renforcés sur les successions et les donations importantes et tenir compte — par exemple par une imposition à taux progressif — de la fortune préalable du bénéficiaire. Ils doivent surtout être établis de manière telle que devienne petit à petit impossible la transmission par héritage de la propriété des grands moyens de production et d'échange.

Ainsi que nous l'avons dit, ces quelques éléments de politique fiscale n'ont pas la prétention de constituer le tout d'une réforme fiscale socialiste. Ils ne constituent qu'une base minimum d'action anti-inflationniste par la fiscalité.

D'autre part, il est clair que l'ampleur de la réforme fiscale possible dépendra au premier chef de la volonté de la majorité populaire. A cet égard, la décentralisation des instances de décision et de contraintes que le projet autogestionnaire traduit favorise une réforme fiscale d'envergure. Car si les recettes publiques sont aujourd'hui si difficilement admises, c'est en particulier parce que

l'individu ou le groupe social ne voit pas clairement les bénéfices qu'il peut tirer en retour des dépenses publiques. On observerait une meilleure participation des citoyens à l'effort financier collectif à trois conditions. Premièrement, si cet effort était plus justement réparti; nous l'avons déjà souligné. Secondement, si l'avis des personnes concernées était plus souvent et plus précisément demandé sur les dépenses à réaliser. Troisièmement, si le cadre géographique de ces dépenses et des recettes correspondantes était réduit à l'échelle où s'exercent les solidarités locales et régionales. Il subsisterait bien sûr une part importante des finances publiques sous la responsabilité de l'État central, mais la participation des Français aux besoins financiers des collectivités auxquelles ils appartiennent serait améliorée.

Ce chapitre 42 consacré à une politique économique socialiste contre l'inflation n'a bien sûr pas la prétention de couvrir tous les aspects de la politique économique. Il cherche seulement à apporter sa contribution sur quelques points qui s'avéreront sûrement des points forts de la lutte anti-inflationniste en régime de transition au socialisme. Parmi eux, nous avons déjà relevé la politique des prix, celle de l'épargne et celle de la fiscalité. Il convient naturellement d'y ajouter celle du crédit.

En la matière, la politique passée a fait preuve d'une grande incohérence, substituant des phases de restriction sévère à des phases de laxisme total; elle a également été marquée par une trop grande confiance dans les effets strictement monétaires du crédit sur l'activité économique sans souci de sélectivité. Ce n'étaient pourtant pas les

moyens qui manquaient puisqu'en plus de la nationalisation de certaines grandes banques, la période issue de la Libération avait mis en place d'importants organes de contrôle du crédit, notamment le Conseil National du Crédit. A son arrivée au pouvoir, un gouvernement de gauche ne se trouverait donc pas dépourvu d'instruments d'action à cet égard, mais il conviendrait d'abord de mettre réellement les instruments déjà existants au service de la collectivité en imposant aux banques et établissements nationalisés des orientations plus strictes et surtout plus sélectives; il conviendrait ensuite d'élargir les moyens d'action des pouvoirs publics en nationalisant les grandes banques de dépôts non encore nationalisées (Crédit Industriel et Commercial, Crédit Commercial de France) ainsi que les grandes banques d'affaires (Banque de Suez, Banque de Paris et des Pays-Bas).

La maîtrise d'un tel dispositif suffirait à l'État pour faire prévaloir au niveau du crédit les orientations du Plan. Elle permettrait dans cette optique la création d'une banque nationale d'investissement, disposant elle-même de filiales régionales, de façon à financer les investissements prioritaires du plan. Le contrôle du crédit dans le cadre des objectifs du plan, telle est la pierre angulaire de toute politique socialiste du crédit, celle qui permet de pratiquer une véritable sélectivité du crédit. Car, toujours dans le but de s'attaquer à l'inflation, le problème est bien là. Nous espérons avoir démontré que l'inflation est à la fois le fruit et la source d'une certaine croissance, d'un certain mode de vie. Liquider l'inflation, c'est donc mettre en place une autre logique de développement. Mais

pour amorcer ce nouveau développement, il faut se donner les moyens de le financer, c'est-à-dire de favoriser certains secteurs de l'activité économique au détriment de secteurs moins prioritaires ou franchement parasitaires. C'est pourquoi, lorsqu'en juin 1974, le gouvernement a décrété un blocage sévère du crédit pour, disait-il, limiter l'inflation, il a commis une erreur d'analyse. Car ce blocage va arrêter la croissance, engendrer le chômage et, peut-être à court terme, ralentir l'inflation mais il ne s'attaque en rien aux structures fondamentales de l'inflation telles que nous les avons définies. Est-ce à dire que le gouvernement croit encore à la doctrine monétariste éculée selon laquelle la masse monétaire globale est le meilleur moyen d'action sur l'économie? C'est possible; mais il est plus probable que par son opération de blocage, il ait voulu mettre en difficulté de nombreuses entreprises assez fragiles de façon à faciliter leur prise de contrôle par les entreprises dominantes et permettre ainsi une nouvelle phase de concentration du capitalisme français. Au contraire la politique du crédit sera bien évidemment utilisée par les socialistes pour favoriser un développement sélectif de l'économie.

422. UNE POLITIQUE MONÉTAIRE INTERNATIONALE ÉQUILIBRÉE

On a vu le rôle des phénomènes monétaires internationaux dans l'inflation contemporaine et notamment, dans l'accélération de celle-ci (§ 103). On a vu également

combien toute avancée en ce domaine est fonction du rapport des forces en présence, c'est-à-dire constitue un problème politique et n'est que très accessoirement un débat de techniciens, contrairement à ce que certains cherchent à faire croire à l'opinion publique. C'est donc sur ce terrain qu'il convient de chercher les voies d'une politique monétaire internationale équilibrée.

Constituer une entité géographique susceptible de résister à l'emprise de la monnaie américaine, tel est, à notre sens, le seul objectif décisif en la circonstance. Si le dollar peut en effet être à ce point puissant — y compris au moment de ses dévaluations de 1971 et 1973 — ce n'est évidemment pas sur le fondement des privilèges techniques que lui donnait le gold exchange standard mais sur celui de l'économie américaine. Les privilèges techniques ne furent que les conséquences logiques de la force économique de même qu'aujourd'hui, le cours forcé du dollar n'est possible que parce qu'aucune puissance mondiale intéressée n'est susceptible de le contester. Dans ces conditions, il est parfaitement vain d'espérer, par de simples réformes techniques, un rééquilibrage du système monétaire international, si on ne s'est pas engagé dans la constitution d'une force capable de faire face — sur tous les plans — à la puissance américaine. Cette force, qui s'inscrit naturellement dans le cadre européen, doit recouvrir un ensemble de pays suffisamment vaste pour se doter d'un potentiel économique compétitif. Plus précisément, cet ensemble européen doit être crédible sur le plan extérieur ce qui implique que sa solvabilité soit assurée. Une telle condition est tout à fait fondamentale si

l'objectif est bien de se dégager de la tutelle financière du dollar. Elle requiert au premier chef une politique industrielle capable de promouvoir les secteurs qui assoient la puissance économique ainsi que ceux qui assurent l'indépendance énergétique. Mais elle requiert également un infléchissement de la politique commerciale afin de créer une zone d'échange qui soit le plus possible dégagée du dollar, ainsi qu'une solidarité monétaire.

Si une telle perspective politique est envisageable en Europe — et cela passe par une lutte commune de tout le mouvement socialiste — alors un rapport de forces nouveau est créé, le déséquilibre international actuel peut être combattu, et il devient utile de songer aux clauses de ce rééquilibrage. Au niveau des instances internationales, il passe bien sûr par un élargissement du F.M.I. aux pays socialistes qui prennent un poids de plus en plus grand dans le commerce mondial; de même, il faut revoir la place relative qu'y tiennent les pays du Tiers-Monde et les pays de la force européenne que l'on vient d'évoquer. Cette révision doit se faire au détriment des États-Unis qui disposent actuellement de la maîtrise de toutes les décisions. Conjointement à cette lutte contre l'influence politique américaine, il faut limiter la liberté de jeu du dollar dans toutes les opérations dont il est le véhicule. Il s'agit en particulier de contrôler les investissements américains à l'étranger, d'opérer une différenciation entre mouvements commerciaux et mouvements financiers libellés en dollars et de prendre des mesures antispéculatives; toute cette politique vise en définitive à lutter contre les privilèges dont jouit le dollar en tant que monnaie

d'échange universelle. Elle est indispensable si l'on veut mettre fin au financement de l'inflation par l'excès mondial de liquidités.

Ces dispositions ne règlent pas le grave problème de l'émission des moyens de paiements internationaux : qui en a la charge? comment en est déterminé le volume? Il serait prématuré d'entrer dès à présent dans le détail des réponses à ces questions puisque, comme on l'a souligné, l'évolution du rapport de force politique est déterminante. On ne peut donc qu'évoquer quelques brèves perspectives.

Certains voient dans le rétablissement du rôle de l'or au centre des mécanismes d'émission une solution de sagesse au dérèglement actuel. Selon eux, une dépendance structurelle entre le volume des moyens de paiements et le volume de l'or produit constitue un mécanisme objectif capable de freiner les tentations inflationnistes de tout moyen de paiement dématérialisé. Cette argumentation a trois faiblesses graves bien connues. Premièrement, elle lie le développement du commerce international à la production d'un métal, ce qui est absurde; et si, pour éliminer cette absurdité, on dit qu'on changera périodiquement la parité des monnaies par rapport à l'or, on ne voit plus bien où se trouve la différence entre l'or et la monnaie dématérialisée. Deuxièmement, on introduit dans l'économie des échanges internationaux une rigidité redoutable qui risque de retentir sur l'activité interne à chaque pays. Troisièmement, on risque de donner à la spéculation une place de choix dans la fixation des parités des monnaies. Par ailleurs, les pays producteurs d'or

jouissent dans un tel système d'un pouvoir exorbitant par rapport à ce qui devrait être normalement le leur.

Telles sont les raisons pour lesquelles l'or ne doit pas reconquérir une place déterminante dans un système monétaire international rééquilibré même s'il doit conserver une certaine fonction d'indicateur. Il est vrai que certaines des conséquences prévisibles d'une réhabilitation de l'or sont aussi celles que l'on constate dans le système actuel, notamment le retentissement sur le rythme de l'activité nationale du désordre monétaire international. Mais il y a là une situation qui est due à la politique américaine. La nécessité d'un nouvel équilibre anti-inflationniste ne passe pas par la soumission à des mécanismes monétaires aveugles mais par la création d'un pôle européen capable, au sein d'un institut d'émission mondial, de contrecarrer toute volonté hégémonique et de plaider en faveur d'une politique d'émission conforme aux besoins du développement de chacun des partenaires internationaux.

Coll. Michel Rocard.org

Conclusion : l'alternative

*Les fruits de ce sol illustre ont cessé
de mûrir.*

Sophocle, *Œdipe-Roi*.

Coll. MichelRocard.org

« Le poids dans le bien-être des effets " utilitaires " est en général d'un ordre de grandeur très inférieur au poids des effets relatifs à l'insertion socioculturelle, ou à la qualité des relations entre les hommes. Dès que le stade de la souffrance physique est dépassé, tout ce qui peut être obtenu en améliorant l'utilitaire devient dérisoire au regard des traumatismes créés par une perturbation sérieuse de cette insertion, ou de cette qualité. Dès qu'elle n'est pas très lente, la croissance a donc de grandes chances d'avoir un effet total négatif. (...) Toutes ces observations ne sont nullement en contradiction avec le fait que, dans nos sociétés, un individu qui augmente sa consommation de manière isolée y gagne manifestement (...). Une augmentation de consommation individuelle ayant des effets positifs et la croissance des effets souvent négatifs, un individu peut sans contradiction ni hypocrisie, être attaché à sa consommation et hostile à la croissance¹. »

Tel est, exprimé en quelques mots, le paradoxe de notre

1. Philippe d'Iribarne, *La Politique du bonheur*, Seuil, 1973.

époque. Suivant que l'on met l'accent sur l'un ou l'autre des deux aspects de ce paradoxe, on est taxé de partisan ou d'adversaire de la croissance¹. Il est clair que de telles invectives contribuent plus à obscurcir le débat qu'à le faire avancer. Pour notre part, nous avons au contraire dans ce livre cherché à l'approfondir, en proposant une analyse de notre société d'inflation et des perspectives pour une société de croissance profonde.

L'analyse souligne le passage de l'économie de concurrence à l'économie de domination. Ce passage éclaire l'inadéquation du concept courant de « société de consommation », qui laisse entendre que la consommation est le pôle déterminant de l'univers socio-économique actuel. La vérité est que cette société est une société de production de masse dans laquelle les entreprises dominantes ont réussi à domestiquer la consommation par le contrôle de la production. L'ambiguïté des termes vient de ce que l'exercice de ce pouvoir de domination se traduit par la substitution de l'objet au langage; cette substitution donne l'impression que le consommateur est roi alors qu'il n'a aucun pouvoir de contester l'équation bonheur égale consommation, s'il en a même de contester le contenu qualitatif de cette consommation.

Ainsi se réalise ce qu'il faut considérer comme *un projet totalitaire de réduction des relations sociales à des relations marchandes*.

1. Un autre paradoxe, qui montre que les contradictions de notre société atteignent aussi les classes dirigeantes, n'est-il pas que l'auteur de ce texte ait pu être membre du cabinet de G. Pompidou...

Cette réduction porte en elle le germe de l'inflation. *Car si la communication sociale ne s'exprime plus que par le signe des objets, alors ceux-ci perdent leur valeur économique objective — celle qui s'exprime à travers un coût en travail, en capital, et en prélèvement sur le patrimoine naturel — pour acquérir une valeur subjective manipulée par les entreprises dominantes.* De même, si la croissance acquisitive est l'étalon du mieux-être individuel et social, la tentation d'emprunter sur l'avenir pour financer le présent, c'est-à-dire de vivre de l'inflation, est irrésistible. Chaque couche sociale, chaque unité géographique du monde capitaliste est alors touchée par cette logique inflationniste, construisant sur le territoire de l'économie ce village planétaire dont Mac Luhan décrit la genèse par les mass media.

Une fois lancée, la mécanique inflationniste s'entretient d'elle-même, favorisant la concentration du pouvoir qui l'a rendue possible et pervertissant l'innovation technique vers les activités les plus rentables à court terme. Nourrie par l'injustice sociale qui aiguise sa composante sociologique, l'inflation jette les fondements d'une société uniformément vouée à la croissance acquisitive dans laquelle ce que nous avons appelé la « forme-travail » moule toutes les activités. L'inflation éclaire la complémentarité entre injustice et uniformité, donnant ainsi la meilleure définition du projet totalitaire de ce type de société. Est-ce à dire que l'inflation va durer en France au rythme de ces dernières années? Est-ce à dire également que cette vocation totalitaire quant aux choix économiques peut prochainement s'étendre au domaine des libertés publiques?

A vrai dire, nul ne le sait; car pour répondre à la première question, il faudrait pouvoir connaître le moment où les couches dirigeantes estimeront que certaines conséquences de la croissance inflationniste (dégradation du milieu naturel, déséquilibre des échanges extérieurs, ...ou la hausse des prix en soi) deviennent politiquement dangereuses. Et pour répondre à la seconde, il faudrait savoir jusqu'où une classe politique d'aspect libéral peut laisser un mouvement populaire mettre en cause ses privilèges. Toutes choses que l'on peut difficilement estimer avec précision.

Les propositions découlent de l'analyse. Nous avons qualifié de « société de croissance profonde » l'alternative à la société d'inflation. Il s'agit en effet d'illustrer la voie française de transition au socialisme par ce qu'elle comporte de plus neuf. La justice d'abord parce qu'en dehors d'elle, rien ne mérite d'être tenté. Ensuite, le développement de toutes les capacités créatrices de l'homme, ce qui implique de transformer le cadre dans lequel l'homme travaille ainsi que les objectifs de ce travail; cela implique aussi de concevoir des espaces de temps libre où l'activité n'ait plus aucun lien avec l'impératif de productivité, avec la forme-travail, que celle-ci consiste en le travail lui-même, le repos récupérateur en vue du travail du lendemain, ou la consommation imposée par l'économie de domination qui produit la forme-travail. Le socialisme français veut apporter enfin, et peut-être d'abord, une plus grande attention aux facteurs réels de la croissance. Il faut reconsidérer le coût de l'offre en termes de travail, de capital et de ressources naturelles afin que l'avenir ne

soit pas gâché par le gaspillage présent; cette volonté doit s'appuyer sur une conception plus sociale de la rentabilité et notamment sur une reconstruction des indicateurs statistiques et sociaux.

Justice, créativité, et objectivité économique, tels sont les trois aspects de la croissance profonde sur lesquels nous avons le plus insisté. Nous avons constamment rappelé que l'objectif qui sous-tend cette réflexion d'ensemble est la redistribution du pouvoir à tous les niveaux où des choix engagent des collectivités. Car le partage des responsabilités est le meilleur stimulant de la liberté de création en même temps qu'il est le rempart le plus solide contre toute réaction autoritaire de la bourgeoisie. En revanche, nous avons peu insisté, parce que ce n'était pas notre propos, sur certains moyens ou certaines méthodes d'action : la planification, les nationalisations, etc. Il y a là des thèmes extrêmement importants sur lesquels le mouvement socialiste a déjà travaillé, mais qu'il convient d'approfondir.

Si l'analyse entraîne les propositions, celles-ci évoquent à leur tour des difficultés d'application. Énoncer ces difficultés, c'est marquer la limite des investigations de ce livre; c'est faire un appel à un travail de recherche supplémentaire. Limitons cet appel à deux domaines, sans prétendre que ce livre a résolu tous les autres! mais parce que de là naîtront rapidement les plus graves difficultés d'une transformation ambitieuse de notre société. Le premier domaine concerne le contexte économique international; en effet, si la France tente seule une expérience socialiste de croissance profonde, ses nouveaux choix

entreront à court terme en contradiction avec la logique inchangée du reste du monde capitaliste, et notamment celle de l'impérialisme américain. Il importe donc de préciser les conséquences de chacun de ces choix et de les replacer dans le cadre de nouvelles solidarités internationales. Le second domaine concerne l'équilibre général de l'emploi. La réorientation d'une croissance dont les travailleurs profitent peu aujourd'hui impliquera des transformations de l'appareil de production ; il importe de réfléchir selon quelles modalités et dans quels délais les structures actuelles de l'emploi pourront être modifiées afin à la fois de définir de nouveaux objectifs de production et d'assurer à tous de meilleures conditions de travail.

Ces pages ont voulu contribuer à alourdir la charge d'espoir dont le mouvement socialiste est porteur devant la France. L'avenir dira si elles ont été dignes de l'appel du poète :

« La prévoyance, la clairvoyance, la création seraient désormais sans efficacité et la beauté sans leçon? Ayons le courage de ne pas nous laisser jeter à bas ici, de redouter l'avenir mais de ne pas renoncer¹. »

1. René Char, *Alliés substantiels*, 1958.

Annexe : les Français et l'inflation

Coll. MichelRocard.org

Apporter notre contribution à la lutte contre l'inflation par l'ébauche d'une société transformée, telle est l'ambition des pages qui précèdent. Il faut, pour que cette contribution soit efficace, qu'elle s'appuie sur une analyse juste de la situation sous ses aspects théoriques et concrets; il faut également que cette analyse et les propositions d'action qui en découlent soient bien acceptées par la population à laquelle elles s'adressent.

C'est dans cet esprit que nous avons demandé à la COFREMCA¹ de réaliser un sondage sur l'inflation auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus. Ce sondage a été réalisé au mois de juin 1974 et a porté sur quatre questions. Les réponses à celles-ci ont été ventilées suivant cinq critères : le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle (C.S.P.) du chef de ménage, le revenu mensuel du ménage et le type d'habitat.

1. 55 rue Hermel, Paris XVIII^e.

Les causes de l'inflation

La question posée était : « Voici un certain nombre de raisons qui sont avancées pour expliquer la montée des prix. Pourriez-vous indiquer les deux raisons que vous considérez comme les plus importantes? »

Les réponses sont exprimées *en pourcentage* de la population. Le total fait plus de 100 % puisque chaque personne interrogée avait droit à deux réponses.

- . Les prix des produits qui viennent de l'étranger (les minerais par exemple) augmentent et se répercutent en France. 54
- . Les prix montent parce que les grandes entreprises augmentent leurs prix pour accroître leurs bénéfices. 52
- . La publicité incite fortement les gens à acheter toujours plus de choses, et cela a des conséquences sur les prix. 35
- . Le fait que tout le monde cherche à copier le mode

de vie des gens les plus riches est une cause importante de la montée des prix.

27

. Ce sont les revendications de salaires des travailleurs qui font augmenter les coûts et donc les prix.

19

. Sans réponse.

3

On peut tirer trois enseignements de ces résultats globaux. Le premier est que l'augmentation du prix des importations est placée par une majorité de Français en tête des responsables de l'inflation. Même si, dans la réalité, ce facteur n'explique qu'une fraction de la hausse des prix, ce résultat n'est guère étonnant puisque, en cette période de crise de l'énergie, la population est très sensible aux problèmes des importations de pétrole et de matières premières. Notons qu'il y a tout de même près de la moitié des Français pour ne pas placer ce facteur parmi les deux causes principales de l'inflation; on peut considérer, compte tenu de la propagande qui s'est développée pour faire porter tout le poids des difficultés actuelles sur les producteurs de pétrole, que cette proportion témoigne d'une bonne résistance de l'opinion aux pressions politiques qui se sont exercées en ce sens.

Le second enseignement est que la responsabilité des grandes entreprises dans l'inflation est classée immédiatement derrière celle des importations : plus d'une personne sur deux la nomme en tête de son classement. Ce thème, que nous avons appelé l'« économie de domination » est pour nous au centre du phénomène inflationniste; on aurait pu penser qu'étant donné la relative

complexité de la réflexion économique à laquelle il fait appel, il aurait été peu perçu par la population. C'est le contraire qui se dégage de ce sondage.

Enfin, le troisième enseignement est que la fameuse relation entre augmentation des salaires et augmentation des prix est très peu citée. Elle figure même au dernier rang du classement, loin derrière toutes les autres causes, avec à peine deux Français sur dix pour la défendre. Ici encore, ce sondage cause une surprise car on aurait pu croire que la formidable campagne psychologique menée par le gouvernement et le patronat pour affirmer la responsabilité des salaires serait plus payante.

Ces renseignements d'ordre général sont complétés par les résultats de la ventilation des réponses selon les différents critères indiqués.

On remarque d'abord que la ventilation des réponses concernant l'influence des hausses salariales dans l'inflation, d'après le critère du revenu mensuel, ne donne aucun écart significatif. Autrement dit, même les ménages qui ont des revenus importants ne croient pas que ce facteur salarial joue un rôle de premier plan. La conclusion diffère sensiblement si l'on se reporte à la ventilation selon le critère de la C.S.P.; car celle-ci dégage un profil très spécifique de la C.S.P. industriel-profession libérale-cadre supérieur : 33 % de cette C.S.P. nomment d'abord la responsabilité des hausses salariales (contre 19 % pour la moyenne nationale); de même 34 % seulement de cette C.S.P. nomment d'abord la responsabilité des grandes entreprises (contre 52 % pour la moyenne nationale). Au contraire les C.S.P. ouvriers qualifiés et O.S.-manœuvres

citent en une proportion nettement supérieure à la moyenne (62 % contre 52 %) cette responsabilité des grandes entreprises. Elles sont imitées en cela par la fraction la plus jeune de la population (57 % des 15-24 ans). Pour ces trois catégories, ouvriers qualifiés, O.S.-manœuvres et jeunes, la responsabilité des grandes entreprises vient en tête de leur classement.

L'influence du mode de vie des catégories aisées de la population est diversement perçue. On remarque qu'elle est d'autant plus forte que la population est âgée : il y a un écart de dix points entre les 15-24 ans (21 %) et les plus de 65 ans (31 %), par rapport à une moyenne de 27 %. De même, cette influence est d'autant plus citée que l'on quitte la grande ville pour aller vers la petite : les habitants de l'agglomération parisienne sont 23 % à citer cette réponse tandis que ceux des villes de moins de 20 000 h. sont 30 %. La conjonction de ces informations tend à montrer qu'on est d'autant plus sensible au rôle inflationniste des phénomènes de rattrapage (ce que nous avons appelé l' « inflation sociologique ») qu'on y participe moins. Au contraire, les jeunes et les Parisiens, qui ont sans doute plus que les autres l'impression de vivre dans un monde et une culture uniformes, perçoivent moins ces phénomènes. Dans le même temps, les Parisiens sont ceux qui croient le plus (44 % contre 35 % à la moyenne nationale) à l'influence inflationniste de la publicité. Cette constatation n'est pas contradictoire avec la précédente dans la mesure où la publicité peut ne pas être perçue comme un instrument au service de la domination de la classe aisée.

Les mesures contre l'inflation

La question était : « Voici des mesures qui peuvent aider à lutter contre la montée des prix. Si cela devait permettre de ralentir la montée des prix, pouvez-vous dire, *pour chacune*, si vous y seriez personnellement favorable? »

Chaque réponse est exprimée en pourcentage de la population :

- . Réaliser une forte diminution de l'écart entre les salaires et revenus les plus faibles et les salaires et revenus les plus hauts. 76
- . Faire connaître publiquement tous les salaires et les revenus (par exemple en les affichant dans l'entreprise, comme aux États-Unis). 31
- . Laisser un peu moins de choix dans tous les produits que l'on peut acheter. 30
- . Ralentir nettement l'augmentation des salaires et

des revenus (par exemple pas plus de 3 % quand les prix augmentent de 1 %). 27

. Sans réponse. 5

L'analyse de ces résultats dégage un point fondamental : la réduction de l'échelle des revenus est la seule proposition qui reçoit l'assentiment d'une majorité de Français. Et cette majorité est extrêmement large puisqu'elle englobe plus de trois personnes sur quatre. On savait depuis longtemps que ce thème de la justice économique et sociale qui a toujours été en tête des préoccupations de la gauche avait un grand écho populaire. Aujourd'hui, on sait de plus qu'une politique en ce sens serait aussi perçue comme une arme essentielle de la lutte contre l'inflation.

Il est remarquable que cette moyenne de 76 % varie peu quel que soit le critère de ventilation des réponses considéré. Ainsi, il faut prendre les C.S.P. extrêmes de l'échelle pour trouver un écart à la moyenne significatif (83 % pour les O.S.-manœuvres, 61 % pour les industriels-professions libérales-cadres supérieurs); et encore cet écart est-il atténué par le fait que si l'on considère le critère revenu mensuel, la répartition est encore plus concentrée autour de la moyenne : les réponses extrêmes vont de 79 % pour la catégorie « 1 750 à 2 500 F » à 72 % pour la catégorie « 3 500 F et plus ». C'est donc un accord général de la population que reçoit cette proposition, avec une faveur particulièrement élevée chez les ouvriers (79 % ou 83 %, suivant qu'ils sont qualifiés ou non) et dans les communes rurales (81 %).

La proposition de ralentir l'augmentation des salaires corrélativement au ralentissement de la hausse des prix est mal accueillie (27 %). Les Français sont logiques avec eux-mêmes : ainsi qu'on l'a vu dans les réponses à la première question, ils ne croient guère à la responsabilité des revendications salariales dans l'inflation; ils en déduisent que la politique anti-inflationniste ne doit pas s'attaquer en priorité aux augmentations de salaires. Cette analyse est bien sûr d'autant plus partagée que les revenus sont faibles (la proposition de freiner les salaires reçoit l'accord de 21 % des « moins de 1 250 F » et de 31 % des « 3 500 F et plus »).

La publication des revenus est une mesure qui persiste à ne pas être populaire en France. Elle recueille l'accord d'à peine une personne sur trois. Le contraste est frappant avec les États-Unis où cette pratique est courante. On retrouve ici une France qui n'a quitté l'univers économique et sociologique agricole que depuis peu; les mentalités n'ont pas évolué aussi rapidement que les structures. L'évolution néanmoins se fait et se poursuivra puisque l'on est d'autant moins favorable à la publicité des revenus que l'on est âgé ou habitant d'une agglomération plus petite. De même, les C.S.P. les moins favorables ne sont pas les plus aisées mais au contraire les agriculteurs (24 %) et les artisans (19 %). Enfin, si l'on analyse les réponses ventilées selon le revenu, on ne remarque aucun écart à la moyenne significatif. C'est une manifestation supplémentaire de l'état d'esprit individualiste mais aussi sans doute de l'ignorance de l'échelle réelle des revenus. Des sondages antérieurs ont montré une large

sous-estimation de cette échelle de la part de l'ensemble de la population et surtout des salariés. On peut penser que si la réalité des revenus et des fortunes était mieux perçue, il y aurait moins de réticences, de la part des plus défavorisés, à les faire connaître publiquement.

A première vue, le nombre de personnes favorables à une réduction du choix dans les produits que l'on peut acheter n'est pas considérable (30 %). Mais fallait-il s'attendre à plus? Quand on songe à l'extraordinaire pression que subissent les Français pour qu'ils identifient croissance et bonheur, consommation et bien-être, on peut estimer positif le fait que près d'un sur trois résiste à cette assimilation abusive. La répartition des réponses selon la C.S.P. du chef de ménage fait apparaître assez logiquement deux groupes. L'un est formé de ceux qui sont plus favorables à cette mesure que la moyenne et comprend les agriculteurs (37 %), les non-actifs (33 %) et les industriels, professions libérales, cadres supérieurs (32 %); l'autre comprend au contraire ceux qui sont les moins favorables : les ouvriers qualifiés (27 %), les employés (26 %) et surtout les cadres moyens (22 %). Cette répartition est très instructive car elle caractérise nettement ceux qui mettent une partie de leurs espoirs dans une multiplication des biens de consommation et qui percevraient une réduction du choix comme une atteinte à leur niveau de vie actuel et futur; la réaction de défense des cadres moyens est à cet égard très nette : ils forment le groupe sociologiquement et économiquement le plus proche du groupe industriels, professions libérales, cadres supérieurs; c'est pourquoi ils refusent

énergiquement que la route du mode de consommation qu'évoque cette C.S.P. dominante soit coupée. On pourrait tenir le même raisonnement pour les C.S.P. ouvriers qualifiés et employés, chacune vis-à-vis de la C.S.P. qui lui est immédiatement supérieure. Au contraire, le groupe des C.S.P. plus favorables que la moyenne à la réduction du choix est économiquement peu homogène. Il comprend d'une part ceux qui jouissent déjà d'un niveau de vie aisé et sont donc plus sensibles aux inconvénients de la « société de consommation » qu'à ses avantages, et d'autre part ceux qui sont habitués à un style de vie plus sobre (les agriculteurs et les retraités) et qui perçoivent bien l'inutilité et les gaspillages que recouvrent certains aspects de cette société.

Ainsi, une fois de plus est mise en évidence la nécessité qu'une politique de justice économique et sociale accompagne la définition d'un nouveau modèle de développement; sans elle, ce nouveau modèle qui réduirait la consommation individuelle marchande sous sa forme actuelle serait perçu comme une baisse du niveau de vie relatif.

L'indexation de l'épargne

La question était formulée ainsi : « Si les taux d'intérêt pour l'épargne (comme, par exemple, celui de la Caisse d'Épargne actuellement à 6 %) devenaient au moins égaux à l'augmentation des prix (c'est-à-dire plus de 10 %), que feriez-vous personnellement ? »

Les réponses sont exprimées en pourcentage de la population.

- | | |
|--|----|
| . J'épargnerais autant que je le fais maintenant. | 38 |
| . Je n'épargnerais pas de toute façon. | 32 |
| . J'épargnerais un peu plus ou beaucoup plus que maintenant. | 19 |
| . Sans réponse. | 10 |

L'analyse de ces réponses doit être faite sans omettre tous les facteurs psychologiques qui influent sur l'offre d'épargne. Celle-ci peut en effet varier notablement suivant la tendance de l'économie; ainsi l'épargne est en partie ce que disait Keynes, c'est-à-dire le résidu du

revenu une fois défalquées les dépenses de consommation; mais elle n'est pas que cela : le taux de l'épargne est également affecté par un climat économique général et par les variations nominales de la valeur de la monnaie. La question posée dans ce sondage, détachée de ce contexte et ramenée au seul problème du taux de l'intérêt, prend donc un aspect beaucoup plus théorique que ne l'est dans les faits la décision d'épargner; car les interrogés ont sûrement des difficultés à imaginer non seulement la situation nouvelle créée par un changement important dans la politique des taux de l'intérêt, mais surtout le nouveau climat économique dans lequel une telle politique prendrait place. Cette question est néanmoins riche d'enseignements malgré les réserves qu'il faut faire sur les réponses, car elle mesure l'impact immédiat d'une proposition économique présentée de façon très technique.

Compte tenu de ces remarques, on peut penser que seules les personnes ayant répondu « je n'épargnerais pas de toute façon » sont décidées, quoi qu'il arrive, à ne pas changer d'attitude. Elles représentent en moyenne un tiers des Français mais sont surtout nombreuses chez les plus jeunes (36 %), les agriculteurs (38 %) et parmi les ménages percevant moins de 1 250 F par mois (35 %) et de 1 250 F à 1 750 F (37 %). En revanche, il y a un doute chez tous ceux qui disent qu'ils épargneraient autant. Ils forment, avec 38 %, la majorité relative et se retrouvent très nombreux parmi les agriculteurs (48 %) qui font ainsi figure de population la moins sensible à l'inflation et donc la plus frappée par la ponction qu'elle

opère sur le capital épargné. Il y a un doute sur ces 38 % parce que parmi eux se trouvent vraisemblablement de nombreuses personnes qui n'imaginent pas le nouveau climat économique qu'accompagnerait un changement de politique de l'intérêt et qui perçoivent la question posée sous un angle trop strictement comptable.

Les personnes qui se déclarent de prime abord sensibles à une indexation de l'épargne représentent en moyenne un Français sur cinq (19 %). Elles sont très peu nombreuses chez les agriculteurs (9 %) mais sont au contraire mieux représentées parmi les ménages à revenus supérieurs à 3 500 F (29 %), et les C.S.P. industriels, professions libérales, cadres supérieurs (27 %), employés (23 %) et non-actifs (23 %). Enfin, les personnes indécises forment un contingent non négligeable (10 %), notamment chez les plus jeunes (15 %), les plus âgés (14 %), les artisans (14 %) et les ouvriers non qualifiés (13 %).

Les systèmes économiques et l'inflation

La question était formulée ainsi : « Il y a des gens qui pensent que pour lutter efficacement contre la montée des prix, il faudrait prendre de grandes mesures. Avec laquelle seriez-vous le plus d'accord? »

Les réponses sont exprimées en pourcentage de la population.

- . Trouver des solutions nouvelles qui n'existent encore nulle part ailleurs. 31
- . Établir une planification plus précise comme cela se fait dans les pays socialistes. 27
- . Laisser plus de liberté économique aux entreprises comme cela se fait aux États-Unis. 9
- . Le gouvernement fixe les grandes orientations économiques, comme cela s'est déjà fait en France. 14
- . Sans réponse. 19

Le but de cette question était de tester, à propos du problème de l'inflation, la popularité des grands systèmes

économiques en vigueur aujourd'hui. Le test est hautement significatif puisque 58 % des personnes interrogées se déclarent favorables à des solutions économiques qui n'ont jamais été expérimentées en France. Pour un pays que l'on dit conservateur, c'est une performance étonnante! La proposition d'une planification plus précise, à la manière des pays socialistes, est acceptée par plus d'une personne sur quatre, c'est-à-dire une proportion nettement supérieure au poids du parti communiste en France. Cela prouve que l'inflation actuelle est pour une part perçue comme un signe d'anarchie de l'économie qu'une planification sérieuse pourrait contrecarrer; cette planification n'est pas associée à l'idée de répression politique telle qu'une question plus générale sur les pays socialistes la ferait ressortir et c'est pourquoi elle recueille un large écho. Mais le plus étonnant reste qu'une majorité relative importante se révèle pour défendre un système économique nouveau. Les Français semblent percevoir que l'économie se trouve dans une situation nouvelle exceptionnelle à laquelle il faut répondre par l'imagination. Il y a là à coup sûr un des résultats majeurs — et très positif — de ce sondage. En revanche, les positions plus conservatrices d'une planification indicative « à la française » et plus encore d'une liberté « à l'américaine » sont largement rejetées.

La répartition suivant les différents critères adoptés confirme l'intérêt de ces réponses. Le premier élément à souligner est que, quel que soit le critère de répartition adopté (sexe, âge, C.S.P., revenu, habitat), les réponses « solutions nouvelles » et « planification plus précise »

sont toujours les deux premières. Même la C.S.P. industriels-professions libérales-cadres supérieurs les classe en tête, à égalité de suffrages (24 %), suivie de près, il est vrai, par la planification à la française (23 %) et la liberté à l'américaine (20 %). Elle est ainsi la seule C.S.P. (avec les artisans) à donner au libéralisme total un taux d'accord supérieur à 8 %. Les solutions nouvelles sont bien sûr d'autant plus choisies que l'on est jeune : 35 % de 15 à 35 ans, 28 % au-dessus de 35 ans. Les C.S.P. qui lui donnent une faveur supérieure à la moyenne sont les cadres moyens (37 %) et les employés (33 %), c'est-à-dire celles qui aspirent à des changements profonds mais pour qui ce changement passe soit par ces solutions nouvelles, soit par la planification de type socialiste (29 % chez les cadres moyens et 34 % chez les employés). Ils sont rejoints dans cette appréciation favorable du plan par les ouvriers qualifiés (35 % contre 27 % de moyenne) et les ouvriers non qualifiés (30 %). Il faut noter également que le goût du nouveau est mieux partagé dans les grandes agglomérations que dans les petites.

La politique de planification indicative à la française ne reçoit un accueil assez favorable que parmi les industriels-professions libérales-cadres supérieurs (23 % contre 14 % de moyenne) et dans les communes rurales (17 %) où elle est sans doute assimilée à une politique agricole interventionniste en faveur du soutien des revenus.

Enfin, le libéralisme économique à l'américaine a une audience étonnamment faible sauf parmi les personnes à plus hauts revenus (16 % chez les 3 500 F et plus). Même les petites villes (moins de 20 000 h) où l'on pour-

rait s'attendre à ce qu'il soit mieux reçu, ne lui portent qu'un faible intérêt (12 %). La population dans sa grande majorité ne croit donc pas que le libéralisme soit adéquat en période d'inflation; on rejoint ici l'appréciation formulée par 52 % des personnes interrogées sur la responsabilité des entreprises dans l'alimentation de l'inflation.

On ne fait pas une politique économique d'après un sondage d'opinion; il reste que les réponses aux questions que nous avons posées sont encourageantes, chacune à leur manière. Il apparaît en effet en premier lieu que les Français ne se laissent pas impressionner par les campagnes visant à attribuer la responsabilité de l'inflation aux augmentations de salaires. Ils manifestent au contraire une capacité d'analyse économique beaucoup plus fine, mettant bien en valeur la multiplicité et la complexité des causes de l'inflation. En second lieu, le désir de justice économique et sociale par le moyen d'un resserrement de l'échelle des revenus s'est exprimé avec une force remarquable. Enfin, la réceptivité des Français à l'idée de larges innovations dans le système économique lui-même s'est affirmée de façon étonnante tandis que les solutions de conservation subissent un net échec.

Coll. Michel Rocard.org

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie sommaire ne vise qu'à citer les quelques livres récents que nous avons consultés avec le plus d'attention. Elle ne prétend pas à l'exhaustivité, d'autant plus qu'une part des réflexions contemporaines les plus riches est dispersée dans de multiples articles de journaux et revues qu'il est impossible de rappeler ici.

- J. ATTALI, M. GUILLAUME : *L'Anti-économique*, P.U.F., 1974.
J. BAUDRILLARD : *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972.
— *Le Miroir de la production*, Casterman, 1973.
C. BENETTI : *Valeur et répartition*, P.U.F., Grenoble, 1974.
D. BLONDEL, J.-P. DALLOZ, C. JESSUA : *Essais sur la nouvelle théorie quantitative de la monnaie*, P.U.F., 1971.
J.-J. CARRÉ, P. DUBOIS, E. MALINVAUD : *La Croissance française*, Seuil, 1972.
J. CARTELL, P.-Y. COSSE : *La Concurrence capitaliste*, Seuil.
J. CHARPY : *La Politique des prix*, Calmann-Lévy, 1973.
A. COTTA : *Inflation et croissance en France depuis 1962*, P.U.F., 1974.
J. DENIZET : *Monnaie et financement*, Dunod, 1967.
P. FABRA : *L'Anticapitalisme*, Arthaud, 1974.
M. FRIEDMAN : *Inflation et systèmes monétaires*, Calmann-Lévy.
J. K. GALBRAITH : *Le Nouvel État industriel*, Gallimard, 1967.

- Ph. D'IRIBARNE : *La Politique du bonheur*, Seuil, 1973.
- C. JESSUA : *Coûts sociaux et coûts privés*, P.U.F., 1968.
- J. A. KOSCIUSO-MORIZET et J. PEYRELEVADE : *La Mort du dollar*, Seuil, 1975.
- C. LEVINSON : *L'Inflation mondiale et les firmes multinationales*, Seuil, 1973.
- G. MARTINET : *Les Cinq communismes*, 1971.
- R. MAURY : *La Société d'inflation*, Seuil, 1973.
- F. PERROUX, J. DENIZET, H. BOURGUIGNAT : *Inflation, dollar, eurodollar*, Gallimard, 1971.
- O. SIK : *La troisième voie*, Gallimard, 1974.
- J. VALIER : *L'inflation rampante*, Cujas, 1966.
- Traité marxiste d'économie : Le capitalisme monopoliste d'État*, Éditions sociales, 1971.
- Programme du parti communiste français : Changer de cap*, Éditions Sociales, 1971.
- Programme du parti socialiste : Changer la vie*, Flammarion, 1972.
- Manifeste du P.S.U. : contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Tema, 1973.
- Programme commun de gouvernement*, Flammarion, 1972.

INTRODUCTION : L'INFLATION AU CŒUR DE LA CRISE	11
1. LES TROIS APPROCHES DE L'INFLATION	23
10. <i>L'inflation structurelle</i>	31
100. De l'économie de concurrence à l'économie de domination	31
101. Les salaires responsables de l'inflation?	43
102. A la recherche du profit	51
103. L'inflation structurelle mondiale : les matières premières et la monnaie	59
11. <i>L'inflation sociologique</i>	77
12. <i>L'inflation spéculative</i>	87
2. LES ÉCHECS DE LA POLITIQUE ACTUELLE	95
20. <i>Une politique monétaire aléatoire</i>	99
21. <i>Une politique budgétaire sectaire</i>	107
22. <i>Une politique des prix inefficace</i>	116
23. <i>Une politique fiscale injuste</i>	121

3. LA SOCIÉTÉ D'INFLATION OU SOCIÉTÉ À CROISSANCE SAUVAGE	129
30. <i>Crise de la science économique</i>	133
31. <i>Croissance sauvage, uniformité et pouvoir</i>	144
4. POUR UNE CROISSANCE PROFONDE	157
40. <i>La croissance profonde, autre croissance</i>	161
400. La croissance, pourquoi?	161
401. La croissance, comment?	172
41. <i>L'inflation contre la croissance profonde</i>	193
42. <i>Éléments d'une politique socialiste contre l'inflation</i>	197
420. Des prix stables, une épargne longue	197
421. Une fiscalité juste, un crédit sélectif	210
422. Une politique monétaire internationale équilibrée	219
5. CONCLUSION : L'ALTERNATIVE	225
6. ANNEXE : LES FRANÇAIS ET L'INFLATION (son- dage)	233
60. <i>Les causes de l'inflation</i>	236
61. <i>Les mesures contre l'inflation</i>	240
62. <i>L'indexation de l'épargne</i>	245
63. <i>Les systèmes économiques et l'inflation</i>	248

DES MÊMES AUTEURS

MICHEL ROCARD

Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, Seuil, 1969.

Questions à l'État socialiste, Stock, 1972.

Le Marché commun contre l'Europe, Seuil, 1973, en collaboration avec Bernard Jaumont et Daniel Lenègre.

JACQUES GALLUS

Les Nationalisations (en collaboration avec Philippe Brachet),
Éditions du Cerf, 1973.

DANS LA MÊME COLLECTION

nrf

Olivier Duhamel : *Chili ou la Tentative.*

Romain Gary : *La nuit sera calme.*

Zoé Oldenbourg : *Que vous a donc fait Israël?*

• Anne-Marie Cazalis : *Kadhafi, le Templier d'Allah.*

Amnesty International : *Rapport sur la torture.*

Mary McCarthy : *Watergate. La tragédie de l'Amérique.*

Jeanne Delais : *Les Enfants Majuscules.*

Jean-François Dubos : *Ventes d'armes : une politique.*

Eugene K. Bird : *Rudolf Hess dévoile son mystère.*

Michel Albert et Jean Ferniot : *Les vaches maigres.*

André Laurens : *D'une France à l'autre.*

Eva Ruchpaul : *La demeure du silence.*

*Cet ouvrage
a été achevé d'imprimer
sur les presses de l'Imprimerie Floch
à Mayenne le 12 mai 1975.
Dépôt légal : 2^e trimestre 1975
N^o d'édition : 20067
Imprimé en France.
(13462)*

Coll. MichelRocard.org

Coll. Michel Rocard.org

L'INFLATION AU CŒUR

PAR
MICHEL ROCARD ET
JACQUES GALLUS

Des prix qui montent, cela intéresse quelques économistes et la ménagère.

Une économie qui s'enraye, cela intéresse l'avenir de chaque citoyen, et celui de la société.

Parvenue à son stade actuel, l'inflation est beaucoup plus que la hausse des prix ; elle est

le symptôme le plus profond de la maladie de l'économie occidentale. Une économie qui ne cherche pas à construire l'avenir en planifiant l'effort des hommes

et l'usage de ses richesses naturelles,

mais au contraire une économie qui

navigue à vue. A l'origine de ce mal se

trouve la volonté de rentabiliser à court terme toutes

les activités économiques et sociales. Au bout du chemin

surgissent la crise du mode de vie et le procès de la

croissance sauvage.

Le moment est venu de proposer une société sans

inflation, c'est-à-dire qui cesse de dévaluer l'avenir.

Car le chômage, les mauvaises conditions de travail,

de transport, de logement, l'urbanisme vandale,

la dégradation de la nature, ne sont pas des

fatalités. Une autre croissance, la croissance

profonde, est possible. Il n'est jamais trop tard pour

s'intéresser à améliorer le sort des hommes.

MICHEL ROCARD et JACQUES GALLUS

MICHEL ROCARD

né en 1930

Inspecteur des finances.

Ancien secrétaire national du P.S.U.

Membre du Bureau exécutif du Parti socialiste.

JACQUES GALLUS

né en 1948

Docteur ès sciences économiques. Sciences Po.

Ancien secrétaire de la Commission économique du P.S.U.

Membre de la Commission économique du Parti socialiste.

